

L'Implantation des Pylônes en vue de l'établissement des Lignes Electriques

ÉTUDE DE JURISPRUDENCE

THESE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 10 Mars 1939, à 14 heures

PAR

Louis CHEVREUIL

JURY

Président : M. MESTRE, Professeur

Suffragants : MM. SCELLE, Professeur
SIBERT, Professeur

PARIS

ÉDITIONS A. PEDONE

LIBRAIRIE DE LA COUR D'APPEL ET DE L'ORDRE DES AVOCATS

13, Rue Soufflot (v°)

—
1939



Digitized by the Internet Archive
in 2026

L'Implantation des Pylônes en vue de l'établissement des Lignes Electriques

ÉTUDE DE JURISPRUDENCE

THESE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 10 Mars 1939, à 14 heures

PAR

Louis CHEVREUIL

JURY

Président : M. MESTRE, Professeur

Suffragants : MM. SCELLE, Professeur
SIBERT, Professeur

PARIS

ÉDITIONS A. PEDONE

LIBRAIRIE DE LA COUR D'APPEL ET DE L'ORDRE DES AVOCATS

13, Rue Soufflot (v°)

—
1939

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses : ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



INTRODUCTION

L'importance et l'intérêt du problème de l'électricité ne sont plus à démontrer.

Chacun sait, en effet, l'attrait captivant que, d'un point de vue spéculatif, a exercé et exerce encore sur le monde des savants l'étude, par le moyen de l'observation et de l'expérimentation, des curieux phénomènes qu'a révélés et ne cesse de révéler tous les jours cette heureuse découverte.

Mais, ne convient-il pas de souligner aussitôt que cette ressource merveilleuse de la science moderne n'est pas demeurée dans le domaine de la théorie pure ; et qu'au contraire sont aussi multiples que variées les applications qui en ont été réalisées dans la vie pratique.

L'électricité fait des progrès étonnants. Elle s'est développée à pas de géants. Les fins auxquelles on l'utilise intéressent tous les domaines d'activité.

Si l'éclairage est le plus ancien et encore le plus commun des usages auxquels on l'emploie, il est loin d'être le seul. Sans vouloir entrer dans le détail, on ne peut manquer néanmoins d'indiquer au hasard : le chauffage, la force motrice, etc...

Les industries de toute nature ont recours à l'électricité.

Il n'est pas jusqu'aux exploitations agricoles elles-mêmes qui maintenant se servent des moteurs

électriques pour les besoins les plus divers de la ferme.

Notons d'ailleurs que, dans cet ordre d'idées, des facilités toutes spéciales sont offertes par les producteurs d'énergie aux consommateurs : notamment par le moyen de tarifs spéciaux pour la fourniture des courants dits « de force », par opposition aux courants destinés à l'éclairage ; ou encore, par l'application de tarifs plus réduits la nuit que le jour.

Mais comment au surplus ne pas mentionner aussi le développement extraordinaire de certains dérivés de l'électricité et parmi ceux-ci : la télégraphie et la téléphonie sans fil. A l'origine seule existait la première. Mais, la seconde, plus pratique, aux applications plus nombreuses, plus à la portée de tous, a supplanté son aînée et s'est érigée en conquérante de l'univers. La radiophonie est, à l'heure actuelle, l'un des rouages les plus puissants du monde civilisé.

Progrès et vulgarisation : tels sont les deux termes du magnifique développement réalisé de nos jours par l'électricité.

Ce développement, d'ordres scientifique, technique, pratique, ne pouvait manquer d'avoir son écho dans le domaine du droit qui a pour objet de régir les hommes et les choses.

L'importance du rôle joué dans la vie moderne par l'électricité devait nécessairement attirer l'attention des pouvoirs publics. Il importait en effet que, par une réglementation opportune de la matière, cette ressource précieuse soit mise en valeur dans les meilleures conditions et pour le plus grand bien de tous ; mais il était primordial aussi que tout se passe avec ordre et méthode, dans des conditions régulières, avec la garantie normale due aux par-

ticuliers ; en un mot, dans le respect des droits de chacun.

C'est ainsi que sont intervenus un certain nombre de textes législatifs et réglementaires dans le détail desquels nous n'avons pas l'intention d'entrer, mais que nous ne pouvons manquer cependant de signaler d'un mot.

* * *

Le 15 Juin 1906, c'est une loi d'ensemble, dite loi Berthelot, du nom de son promoteur, qui est votée par le Parlement. C'est le premier document important en matière d'électrification. Il a pour titre « Loi sur les distributions d'énergie ». Avec les quelques modifications et retouches qui y ont été apportées par la suite, c'est encore, à l'heure actuelle, la charte des entreprises de distribution de l'électricité.

En 1919, le législateur est à nouveau intervenu. Ce fut pour réagir contre les abus commis à l'occasion de ce qu'on a appelé la « houille blanche », c'est-à-dire la force hydraulique produite par les cours d'eau et dont la puissance peut actionner les turbines génératrices de courant électrique.

Cette source de difficultés, à laquelle la loi du 16 Octobre 1919 a eu pour objet de parer, est connue dans l'histoire de l'électricité sous le nom de l'incident des « barreaux de chutes ».

En effet, cette force vive qu'il s'agit de capter en vue de la transformer en énergie électrique est généralement produite par de petits torrents de montagne qui se classent dans la catégorie juridique des rivières non navigables ou flottables. A raison de ces caractéristiques, ces cours d'eau ne rentrent pas dans le domaine public. Jusqu'en 1919, le

seul texte qui leur était applicable était l'article 644 du Code Civil, aux termes duquel « celui dont la « propriété borde une eau courante autre que celle « qui est déclarée dépendance du domaine public « par l'article 538 au titre de la distinction des « biens, peut s'en servir à son passage, pour l'irrigation de ses propriétés. »

« Celui dont cette eau traverse l'héritage peut « même en user dans l'intervalle qu'elle y parcourt, « mais à la charge de la rendre, à la sortie de ses « fonds, à son cours ordinaire. »

A la faveur de cette dernière disposition, des spéculateurs hardis, parfois même peu scrupuleux, se rendaient acquéreurs, pour des prix minimes, des rives de ces torrents, dont les propriétaires n'appréciaient pas la valeur, et ils n'acceptaient de les rétrocéder pour la production de l'énergie hydraulique qu'à des taux exorbitants.

La loi du 16 Octobre 1919 a remédié à ces excès en consacrant, à l'image de ce qui existe pour les mines, une sorte d'expropriation de la force motrice et en en faisant une richesse nationale dont « nul ne peut disposer », stipule l'article 1^{er} de cette loi, « sans une concession ou une autorisation de « l'Etat ».

La production de l'énergie électrique se trouvant ainsi protégée et favorisée, il a fallu se préoccuper également d'adapter le régime de la distribution, et envisager une répartition judicieuse et équilibrée du courant électrique dans toute la France.

La loi du 19 Juillet 1922 s'y emploie en créant des organismes de jonction et des réseaux de transport d'énergie électrique à haute tension.

Cette réforme a été inspirée par le plan d'ensemble de la mise en valeur de nos forces hydrauliques.

liques sur le territoire français et ce plan aurait été exposé à demeurer stérile, si des organismes de coordination entre les grandes stations électrogènes n'avaient pas été établis ; d'une part, parce que le régime des cours d'eau est très variable, les étiages ne se faisant pas au même moment ; d'autre part, parce que les besoins du consommateur, suivant les régions, sont plus ou moins intenses à certaines époques ; il a paru dès lors nécessaire de pouvoir transporter dans une zone souffrant d'une pénurie, un courant surabondant et sans emploi dans une autre.

Par ailleurs, et dans le même ordre d'idées, la loi du 27 Février 1925 et l'article 298 de la loi de finances du 17 Juillet 1925 sont venus compléter heureusement la loi du 15 Juin 1906.

Nous n'aurions garde d'oublier, dans cet aperçu de législation, un document qui a imprimé une impulsion puissante au développement de l'électrification, dans un domaine jusque là quelque peu négligé et délaissé. Nous avons nommé l'électrification rurale, et il s'agit de la loi du 2 Août 1923 « facilitant, par des avances de l'Etat, la Distribution de « l'Énergie électrique dans les campagnes ».

Cette loi a permis à l'État de tenir à la disposition de l'Office National de Crédit Agricole, des avances, destinées à permettre à cet établissement d'accorder des prêts spéciaux aux départements, aux syndicats de communes, aux communes, aux associations syndicales libres ou autorisées, aux sociétés coopératives ou aux sociétés d'intérêt collectif agricole qui ont pour objet l'établissement ou l'exploitation des réseaux ruraux d'électricité.

Il est aisé de penser qu'à la faveur de ces textes législatifs, et dans le cadre ainsi tracé, l'électricité, avec les avantages et les intérêts multiples qui en découlent, s'est développée bien plus encore qu'elle ne l'était jusque là et s'est répandue dans des proportions considérables. C'est ainsi qu'on a vu notamment se créer en masse, dans les milieux ruraux surtout, ces syndicats d'électrification qui se sont chargés du soin d'assurer la construction des réseaux de lignes électriques, en traitant d'ailleurs le plus souvent avec un entrepreneur de travaux ou un concessionnaire.

Mais, tel qu'on peut aussi facilement l'imaginer, sont apparues du même coup des situations juridiques complexes et délicates.

Elles ont intéressé tout à la fois le droit public et le droit privé ; certaines même ont chevauché sur l'un et sur l'autre.

Tantôt en effet, c'est l'Administration qui s'est trouvée opposée au Distributeur du courant, titulaire d'un contrat de nature administrative.

Tantôt, ce sont les Distributeurs eux-mêmes qui ont été aux prises les uns avec les autres, à l'occasion par exemple de contrats de concession successivement consentis à plusieurs d'entre eux et pouvant établir une concurrence.

Certains de ces conflits ont été assez nombreux et assez tendus pour avoir leur célébrité : tel fut notamment l'ensemble des procès que l'on a pu traduire par l'expression de « querelle du gaz et de l'électricité ».

En d'autres circonstances, les litiges sont apparus entre le Distributeur d'énergie et les particu-

liers, plus spécialement à l'occasion de l'aménagement des lignes électriques (1).

C'est à ce dernier côté du problème et à lui seul que nous nous attacherons au cours de cette étude qui a pour objet la question de « l'implantation des pylônes en vue de l'établissement des lignes électriques. »

Nous prendrons pour point de départ la loi de 1906, qui a établi le statut originaire des installations de lignes électriques, mais, l'objectif plus précis que nous poursuivons est de fixer l'état actuel de la question, tel qu'il résulte des solutions les plus récentes de la jurisprudence, à qui, en l'espèce, un rôle de premier plan a été dévolu.

Le législateur, pas davantage ici qu'en toute autre matière, n'a pu prévoir toutes situations et solutionner par avance tous litiges. Son œuvre, alors surtout que le texte originaire est de 1906, a dû être appliquée, adaptée aux nécessités de la pratique.

Et de fait, la question de l'implantation des pylônes électriques est surtout un problème d'actualité, pour les raisons mêmes qui ont présidé au cours de ces dernières années au développement de l'électricité, et ce, surtout dans les campagnes, au bénéfice de cette loi de 1923 sur le crédit rural.

Ce régime d'expansion de l'énergie électrique, s'il a trouvé des défenseurs et des partisans, a aussi rencontré des adversaires et des détracteurs.

(1) Cfr. l'ouvrage de M. A. Mestre : « Propriétaires et Compagnies de distribution d'énergie électrique ». Paris 1925.

Cf. également sur les questions que pose le problème de la responsabilité des distributeurs d'électricité, à raison tant de l'installation du réseau que de son exploitation, la thèse récente de M. Jacques Alibert : « Obligations et responsabilités des distributeurs d'énergie électrique ». Paris, Décembre 1937.

C'est qu'il a soulevé des questions très épineuses. Parmi celles-ci, la moins délicate n'est pas celle qu'a fait naître la nécessité où se sont trouvées des Compagnies de distribution d'emprunter, pour l'installation de leurs lignes, les propriétés privées de nombreux particuliers. Le domaine public de l'Etat, des départements, des communes, ne suffit pas la plupart du temps pour mettre l'électricité à la portée de chacun. Il faut que les fils conducteurs arrivent à destination. Pour cela, il faut les y amener, et que, par voie de nécessité, ils soient supportés tout au long de leur trajet, quelquefois par de simples ancrages sur les immeubles bâtis, mais le plus souvent par des poteaux ou pylônes.

Aussi bien, cette nécessité inéluctable jointe à d'autres sujétions de second ordre, comme celle qui par exemple résulte du simple passage de fils électriques, a suscité, de la part de certains propriétaires qui se sont faits les champions d'une conception absolue du droit de propriété, une opposition systématique à la réalisation des travaux réclamés par l'établissement des lignes électriques.

Cette rigueur et cette intransigeance n'eurent d'ailleurs parfois d'égales que la désinvolture et le sans-gêne avec lesquels certaines compagnies d'électrification ou leur personnel s'arrogeaient les droits les plus absolus, au mépris des textes législatifs et réglementaires en vigueur, se laissant même aller jusqu'à tout saccager sans rime ni raison, et en un mot agissant, pour employer le langage courant, comme en pays conquis.

Entre ces deux extrêmes également condamnables, n'existe-t-il pas un juste milieu où se rencontre la possibilité d'accommoder le respect des droits aux nécessités du progrès : les facilités et les avan-

tages que celui-ci procure méritant bien quelquefois l'acceptation d'un sacrifice ?

C'est à cette recherche que nous allons nous livrer.

*
* *

Nous nous attacherons tout spécialement à l'examen des questions qui se sont posées en jurisprudence au cours de ces dernières années.

Cependant et pour l'intelligence même du sujet, il nous a paru indispensable de décrire au préalable le cadre dans lequel évoluent les problèmes actuels intéressant l'implantation des pylônes électriques et pour cela de déterminer ce qu'il faut entendre par distributeur d'énergie électrique, de définir son rôle et les formes juridiques dans lesquelles il peut légalement agir. Ce sera l'objet d'un chapitre préliminaire.

Dans une première partie ensuite, consacrée aux « Situations régulières », nous examinerons les hypothèses qui se réalisent lorsque le Distributeur d'énergie électrique opère de façon normale : soit qu'il utilise les droits qu'il a pu obtenir à l'amiable et par accord contractuel ; ou bien qu'il se réclame des prérogatives dont la loi lui concède le bénéfice.

Fidèles au but que nous poursuivons, deux questions nous retiendront plus spécialement, car elles ont justement préoccupé de façon particulière la jurisprudence dans les temps les plus récents.

Il s'agit de l'interprétation et de l'application d'une part de l'article 12 § 3, 3°, de la loi du 15 Juin 1906, visant, au regard des servitudes d'utilité publique, les terrains clos et bâtis ; d'autre part, du dernier alinéa du même article 12, qui se réfère à

l'indemnité due au propriétaire frappé de ces servitudes.

Mais tout en faisant une part de choix à ces questions, nous avons tenu à ne pas délaisser pour autant l'examen de points de vue secondaires ; et, par ailleurs, il nous a semblé nécessaire, dans un souci d'unité et d'homogénéité, de traiter ces questions au sein d'un plan méthodique, pensant ainsi les mieux situer à la place qu'elles occupent dans la matière générale de l'électrification, et montrer aussi comment ces diverses parties d'un tout se relient à l'ensemble.

Dans la seconde partie de cette étude à laquelle nous donnerons pour titre : « Les situations irrégulières ; leurs sanctions à l'encontre du distributeur d'énergie électrique en faute », nous poserons le problème des cas où le constructeur des lignes a enfreint les prescriptions légales, et où, en conséquence, son attitude critiquable et répréhensible est susceptible d'attirer sur lui des sanctions. Nous verrons, à la lumière d'une jurisprudence fournie et fort intéressante, ce que peuvent être ces sanctions, et si elles ne doivent pas varier suivant la nature des irrégularités commises.

Dans deux chapitres spéciaux de cette seconde partie, nous examinerons successivement : dans l'un, les solutions susceptibles d'être envisagées pour des situations particulières où les règles habituelles peuvent fléchir ; dans l'autre, nous nous demanderons quelle est la nature juridique exacte des ouvrages construits par le distributeur d'énergie électrique et notamment s'ils constituent des travaux publics spéciaux, et quelles conséquences il faut déduire de la réponse donnée.

Ayant ainsi effectué une révision aussi complète que possible des questions soulevées par la

jurisprudence la plus récente, nous concluons par une vue d'ensemble et par l'énoncé de l'appréciation que nous inspire le statut actuel des distributeurs d'énergie électrique fondé en principe sur la loi mais enrichi également de l'apport précieux de la jurisprudence.

CHAPITRE PRÉLIMINAIRE

LE DISTRIBUTEUR D'ÉNERGIE ÉLECTRIQUE. CE QU'IL EST — SA SITUATION JURIDIQUE

Il faut entendre par distributeurs d'énergie électrique ou distributions d'énergie électrique les entreprises dont l'activité est employée à transporter le courant électrique produit par une usine et le mettre à portée et disposition du consommateur.

En vue de réaliser le but qu'elles se proposent, ces entreprises, qu'elles soient dirigées par un particulier ou qu'elles soient la propriété d'une société, doivent en premier lieu établir leur réseau de lignes électriques.

La législation actuellement en vigueur met à la disposition de l'industriel distributeur de courant électrique, divers moyens juridiques de parvenir au résultat qu'il recherche.

A ce point de vue, deux séries d'hypothèses doivent être distinguées : la première, dans laquelle l'entreprise de distribution travaille pour son compte personnel ou le compte d'une personne privée ; en second lieu, le cas le plus pratique en fait, où la distribution d'énergie fonctionne pour les besoins d'une collectivité administrative : notamment une commune ou un syndicat de communes.

I

*Le distributeur travaille pour son compte
ou celui d'une personne privée*

Deux éventualités sont à envisager : la distribution d'énergie électrique *n'emprunte en aucun point de son parcours des voies publiques*, auquel cas elle peut être établie et exploitée sans autorisation ni déclaration (article 2 de la loi du 15 Juin 1906). Une exception cependant à cette règle : si les conducteurs doivent être établis en un point quelconque du circuit, à moins de 10 mètres de distance horizontale d'une ligne télégraphique ou téléphonique préexistante, une autorisation sera nécessaire. Conformément aux dispositions du titre II de la loi de 1906 (article 4), elle sera accordée par le Préfet après avis de l'Administration des Postes et Télégraphes, mais seulement si l'installation possède les qualités techniques voulues.

Si, seconde hypothèse, la distribution *emprunte la voie publique*, il faut à l'industriel une permission de voirie, qui est délivrée, selon les cas, par le Préfet ou par le Maire.

La loi du 15 Juin 1906 prévoyait déjà cette obligation dans son article 5, mais la loi du 27 Février 1925, en refondant les dispositions de sa devancière relative à la permission de voirie, a établi un véritable statut au profit du distributeur bénéficiaire d'une permission de voirie.

Ce régime n'est possible, lorsqu'il s'agit de distributions ayant pour objet de fournir directement ou indirectement le courant au public, que si

la puissance de ce courant ne dépasse pas : 100 Kilo-watts (article 3, Loi du 27 Février 1925).

De plus, en ce qui concerne ces distributions qui ont pour objet de fournir directement ou indirectement l'énergie au public, les permissions de voirie peuvent imposer au bénéficiaire l'obligation de fournir de l'énergie sur tout ou partie du parcours de la distribution, dans la limite de la puissance disponible. Ces mêmes permissions fixent alors des tarifs maxima de vente qui sont susceptibles de révision (article 4, Loi du 27 Février 1925).

La loi ajoute (article 6) que les distributions établies en vertu de permissions de voirie peuvent à toute époque être placées sous le régime de la concession par un accord entre l'autorité concédante compétente et le permissionnaire. Les permissions peuvent être révoquées sans indemnité ; toute cession totale ou partielle de celles-ci, tout changement de permissionnaire doit, pour être valable, être notifié à l'autorité ayant délivré la permission, qui aura pouvoir pour l'accepter ou la refuser.

Les permissions peuvent être renouvelées et, disposition importante de la loi (article 8), les distributions appelées à fournir l'énergie au public pourront, dans des conditions déterminées, faire l'objet d'un rachat, à l'égal des distributions fonctionnant sous le régime de la concession.

Voici donc établi par la loi du 27 Février 1925 un régime complet pour les titulaires de permission de voirie, régime qui comporte certaines obligations d'ordre administratif et qui colore d'une nuance de service public l'activité remplie par le distributeur qui adopte cette formule juridique. Malgré cela, les travaux accomplis par des permissionnaires ne sont pas des travaux publics. Ils demeurent des travaux privés.

II

La distribution électrique fonctionne pour le compte d'une collectivité administrative

Ce sera l'hypothèse la plus fréquente : la personne administrative intéressée concède à l'entrepreneur qu'elle a choisi, l'exécution des travaux nécessaires à l'aménagement de la ligne et la plupart du temps la fourniture de l'énergie électrique : nous avons à faire à un distributeur qui est concessionnaire de travaux publics.

A l'intérieur de cette classe importante de distributeurs que constituent les concessionnaires, il y a lieu, combinant les dispositions de la loi du 15 Juin 1906 et celles de la loi de finances du 13 Juillet 1925 qu'elle complète sur ce point, de distinguer trois catégories différentes de concessionnaires dont les situations présentent des caractères particuliers. En premier lieu : le *concessionnaire simple* ; second type : le *concessionnaire déclaré d'utilité publique*, et enfin le concessionnaire qui, sans être bénéficiaire d'une déclaration d'utilité publique, est chargé de l'exécution de travaux qui sont réalisés *avec le concours financier de l'État, des départements, des communes ou des syndicats de communes*. Cette dernière création est l'œuvre de l'article 298 de la loi du 13 Juillet 1925, qui, ainsi que nous le verrons, a assimilé, pour lui conférer les mêmes droits, cette forme de concession à la concession déclarée d'utilité publique.

Qu'elle soit simple ou déclarée d'utilité publique, la concession est donnée après enquête, soit par la commune ou par le syndicat de communes si la demande de concession ne vise que le territoire de la commune ou du syndicat, soit par l'État

dans les autres cas (article 6, Loi du 15 Juin 1906). Lorsque la concession est de la compétence de l'État, l'acte de concession est passé par le Préfet, si elle ne s'étend que sur des communes situées sur le territoire du département, ou par le ministère des Travaux publics si elle s'étend sur des communes situées dans plusieurs départements (article 7, Loi de 1906).

Lorsque la concession est de la compétence de la commune, l'acte de concession est passé par le Maire, en exécution d'une délibération du conseil municipal (article 7, Loi de 1906).

Si la concession est de la compétence d'un syndicat de communes, l'acte de concession est passé par le président du comité du syndicat, en exécution d'une délibération de ce comité, homologuée par les délibérations des conseils municipaux de toutes les communes syndiquées. Une approbation préfectorale est nécessaire (article 7, Loi de 1906).

Au cas où la concession doit être déclarée d'utilité publique, cette déclaration d'utilité publique est prononcée après enquête, par un décret délibéré en Conseil d'État, sur le rapport des Ministres des Travaux publics et de l'Intérieur après avis du Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et Télégraphes, et du Ministre de l'Agriculture. L'acte de concession ne devient définitif qu'après avoir été approuvé par ce décret (article 11, loi du 15 Juin 1906).

En ce qui concerne les distributions réalisées avec le concours financier de l'État, des départements, des communes ou des syndicats de communes, le Décret du 27 Décembre 1925 portant règlement d'administration publique pour l'application de l'article 298 de la loi de finances du 13 Juillet 1925 nous indique les entreprises qu'il y a lieu de

considérer comme telles. Ce sont : comme distributions réalisées avec le concours financier de l'État, les distributions bénéficiant de subventions sur les fonds du budget du ministère de l'Agriculture, ou des prêts accordés par l'Office national du Crédit agricole par application de la loi du 2 Août 1923. Quant aux distributions d'énergie électrique réalisées avec le concours financier des départements, des communes et des syndicats de communes, il faut les voir dans les distributions exécutées avec des subventions de ces collectivités, lorsque le total de ces subventions atteindra au moins 10 % de la dépense prévue au devis.

Gardons-nous, avant de terminer sur ce point, d'omettre une forme possible de l'exécution des travaux d'implantation de pylônes électriques que constitue la régie directe. Sans doute, ce mode d'installation sera rare puisqu'il suppose que l'État, le département, la commune, le syndicat de communes, ou la collectivité administrative quelconque, qui entreprend des travaux d'installation électrique, les exécute par ses propres moyens : personnel et matériel. Malgré tout, il convient de le noter puisqu'aussi bien l'article 298 de la loi du 13 Juillet 1925 en fait état expressément.

Nous pensons qu'il faut assimiler la situation de ces collectivités travaillant en régie, au statut des distributions bénéficiant du concours financier, suivant le cas, de l'État, des départements, des communes ou des syndicats de communes. En effet, la raison qui fait accorder à ces dernières des prérogatives particulières existe alors au plus haut point, puisque la personne administrative travaille pour son propre compte ; qu'elle y est donc tout à fait intéressée ; plus encore qu'au cas où elle se borne à accorder une subvention, fût-elle de 10 % ou plus.

PREMIÈRE PARTIE

LES SITUATIONS RÉGULIÈRES

Sous ce titre, nous examinerons les différents droits que possède le distributeur d'énergie électrique pour l'implantation de ses supports de lignes, que ce distributeur se présente sous une quelconque des formes que nous avons indiquées : permissionnaire de voirie, concessionnaire simple, déclaré d'utilité publique, ou bénéficiaire d'une aide financière fournie par une collectivité administrative.

Nous analyserons les situations ainsi créées à l'installateur des lignes électriques.

Une distinction doit être faite aussitôt : ou bien les droits que possède le distributeur lui sont conférés *volontairement* par les divers intéressés : ils résultent d'un accord des parties ; ou bien, à défaut de règlement amiable, le distributeur utilise les prérogatives que lui confère la loi.

CHAPITRE PREMIER

LES SOLUTIONS CONVENTIONNELLES LE DISTRIBUTEUR D'ÉNERGIE ÉLECTRIQUE TRAITE AVEC LES INTÉRESSÉS

Ce sera la première préoccupation de l'entreprise de distribution d'énergie électrique. Ses agents parcourront villes et surtout campagnes pour soumettre à la signature des propriétaires les conventions qui, en cas de succès, lui permettront d'aménager ses pylônes.

Ce droit de traiter ainsi par voie de conventions amiables n'est certes pas l'apanage, il est à peine besoin de le souligner, d'une catégorie spéciale de distributeurs : qu'ils soient permissionnaires de voirie, concessionnaires simples, déclarés d'utilité publique ou subventionnés, ils peuvent passer des accords contractuels.

La *forme* de ces accords ne présente aucun caractère particulier. Ce sont des conventions qui, la plupart du temps, sont préparées d'avance, sur le type de contrats d'adhésion, et dans le corps desquelles demeurent quelques blancs destinés à être complétés par l'indication du nombre de pylônes dont l'implantation est autorisée ou le nombre de pièces de terre au-dessus desquelles le distributeur pourra faire passer ses fils.

Ces contrats seront rédigés en trois exemplaires : deux destinés : l'un au propriétaire, l'autre à l'entreprise de distribution, et ce, pour répondre aux prescriptions de l'article 1325 du Code Civil, puisqu'il s'agit de conventions synallagmatiques ; et un troisième qui demeurera entre les mains de l'Administration de l'Enregistrement.

Ces accords, en effet, doivent être soumis à la formalité de l'enregistrement. Est-il nécessaire, en outre, de les faire transcrire ? La réponse à cette question est conditionnée par la nature qu'il convient d'attribuer à ces contrats et sur laquelle nous allons être amenés à nous expliquer.

En ce qui concerne les dispositions au *fond* de ces conventions, elles sont en général assez imprécises. Elles constatent souvent, en termes assez peu clairs, l'autorisation pour le distributeur d'implanter ses pylônes, ou de disposer ses fils au-dessus d'une propriété privée ; avec la mention du droit pour l'entreprise de distribution de pénétrer, en tant que de besoin, sur le terrain envisagé pour la construction et l'entretien de la ligne.

En contre-partie des droits ainsi concédés par le particulier, le distributeur s'oblige au paiement d'une indemnité qui la plupart du temps sera une pure indemnité de principe, généralement fixée à 1 franc par pylône.

Après avoir ainsi décrit les grandes lignes de ces accords qui créent à l'entreprise électrique une situation contractuelle, abordons une question qui semble avoir fait quelque peu difficulté : celle de la *nature juridique* des droits conférés au distributeur.

Il convient d'observer tout d'abord qu'il ne nous est possible de raisonner que sur les cas les plus généraux : ceux où nous voyons le propriétaire

« autoriser » l'entrepreneur de distribution à implanter un pylône, ou bien celui où il déclare s'engager à laisser la compagnie installer un poteau électrique. Nous laissons en dehors de notre examen les cas où les parties ont expressément prévu et déterminé la nature juridique de leurs conventions et où par conséquent toute difficulté d'interprétation disparaît.

*
* *

Selon les tenants d'un premier système, il s'agirait là d'une *vente*.

A vrai dire, il est peu probable que le propriétaire ait entendu vendre l'espace de terrain sur lequel s'élèvera le pylône, d'autant que pour qu'il y ait vente il faut qu'il y ait accord sur la chose et sur le prix ; or, si le prix est la plupart du temps déterminé et fixé à la somme modeste et symbolique de 1 franc, il n'en est généralement pas ainsi de la chose elle-même. L'imprécision règne sur ce point : quelle serait exactement la parcelle vendue ? Quelle serait sa surface ? Le texte de l'accord n'en dit rien. Une seule indication s'y rencontre : la compagnie de distribution est autorisée à implanter un pylône. L'emplacement où sera édifié le pylône électrique n'est certainement pas vendu.

*
* *

Y aurait-il là, seconde opinion proposée pour expliquer la nature de la convention qui nous occupe, la conclusion d'un *bail* ? Peut-on légitimement penser que le propriétaire souscripteur du contrat ait entendu donner à bail la portion d'immeuble où sera fixé le pylône électrique, ou encore

mieux l'espace de terrain qui sera surplombé par un passage de la ligne électrique ?

Peut-on supposer que le distributeur ait accepté de se contenter d'un droit aussi précaire, dont il n'aurait même pas songé à déterminer la durée, dans la convention qui serait un bail ? Evidemment non.

Aucune durée n'est indiquée pour l'exercice des droits conférés à la compagnie électrique ; or, c'est là un élément essentiel de toute location. Lorsque la convention des parties ne l'a pas prévu, l'usage local y supplée. Ici peut-on parler d'usage local qui ne donne la plupart du temps au locataire que la jouissance d'une année ?

Au surplus, il n'est prévu aucune redevance périodique : loyer ou fermage, caractéristique essentielle du contrat de louage de choses.

*
* *

Nous ne mentionnerons que pour mémoire le système de ceux qui font de la prérogative conférée au distributeur, une *simple tolérance*. La situation qui leur serait faite par son caractère d'incertitude et de précarité ne peut être envisagée. L'entrepreneur d'énergie électrique ne bénéficie pas d'une simple tolérance : il possède un véritable droit, sauf à préciser sa nature.

*
* *

Pour ce faire, une idée plus intéressante s'est fait jour : c'est celle qui voit dans le droit du concessionnaire ou du distributeur quelconque un véritable *droit d'usage*, « c'est-à-dire une servitude personnelle établie au profit d'un individu ou d'une

« personne morale » (Tribunal civil de Marmande, 6 mars 1913. Dalloz périodique, 1914-2-97 (1), et M. D. Colombet, Thèse Paris, 1925, page 275).

Est-il possible de situer le droit du distributeur dans le domaine des droits personnels, *d'en faire un droit incessible* et non susceptible de location (article 631 du Code Civil) ?

Ce propriétaire a-t-il entendu, en souscrivant le contrat qui habilite l'entreprise de distribution à construire ses travaux, réserver strictement le droit qu'il lui octroyait au seul distributeur qu'il avait en sa présence ? C'est là la caractéristique du droit d'usage d'être attaché spécialement à la personne de son titulaire.

Nous ne pensons pas que la convention passée entre propriétaire et compagnie de distribution puisse recouvrir un tel droit.

L'essence même de cet accord et le but poursuivi par les parties n'ont pas été de conférer à un entrepreneur déterminé un droit qu'un autre que lui n'aurait pas obtenu. Si la réalisation d'un tel acte était subordonnée à la personne même du constructeur, comment expliquer que ce même acte, qui sur ce point aurait été l'objet d'un examen minutieux, soit aussi négligé sur d'autres, et notamment sur celui qui consisterait à décider expressément que seul le bénéficiaire du droit créé pourra l'exercer ?

Non. La plupart du temps, le particulier qui traite avec le distributeur d'énergie électrique ne se soucie pas de sa personne. Il contracte, n'ayant en vue que l'installation de la ligne elle-même, sans se préoccuper de celui qui la construit.

(1) Consulter la note très intéressante de M. Planiol sous ce jugement au D.P. 1914-2-97.

D'ailleurs, en fait, l'on voit fréquemment une première entreprise céder son droit à une seconde, pour l'aménagement d'un réseau électrique ; ou encore l'entreprise qui a construit laisser la place à une compagnie qui exploitera la ligne une fois celle-ci établie et distribuera le courant. La théorie du droit d'usage s'opposerait à de telles substitutions. Elles existent cependant et les propriétaires intéressés qui sont au courant ne sont pas consultés. Ils ne protestent pas. Ils n'ont donc pas entendu conférer un droit personnel.

*
* *

Négligeant dès lors les explications jusque là proposées, sous quel concept juridique allons-nous ranger le droit conventionnellement conféré à l'entreprise de distribution ?

L'opinion la plus séduisante et qui reçoit notre adhésion est celle qui considère les droits concédés à l'Administration en la personne du distributeur qu'elle s'est substituée, comme des droits de *servitude* constitués à titre onéreux, des charges acceptées par le propriétaire au profit du réseau électrique.

Nous pensons que le propriétaire, au lieu de se laisser imposer des obligations que la loi permet au distributeur de mettre à sa charge, dans certains cas déterminés, et sous certaines conditions, donne son agrément volontaire et permet ainsi l'exercice de prérogatives qu'il eût pu se voir contraint de subir légalement au cas où il aurait manifesté son opposition. Ainsi, le distributeur fera, avec l'accord du propriétaire intéressé, ce qu'il eût fait seul, en se prévalant des textes légaux, à l'égard du particulier récalcitrant. Le processus est différent, mais le résultat est le même.

N'est-il pas normal, dès lors, analysant la nature des droits conférés, de les juger analogues aux droits prévus par les textes législatifs ? Ce sont des servitudes ou des charges, ajoutons même de nature administrative.

Le réseau électrique trouvera un gros avantage à une telle détermination, c'est celui de la durée du droit qui lui est ainsi octroyé ; qui dit servitude, dit droit réel ; donc, en principe, droit perpétuel.

Cette conception correspond d'ailleurs assez bien à la commune intention des parties contractantes. La rencontre de leurs volontés a formé la convention. Pour qualifier juridiquement celle-ci, c'est avant tout cette intention commune qu'il importe de déceler, au besoin même en allant la découvrir sous une apparence fausse, sous une forme juridique adoptée à tort par les parties elles-mêmes.

Ainsi donc, ce que distributeur et propriétaire ont, selon nous, entendu constituer : c'est une situation stable. Elle sera faite d'un abandon relativement complet, de la part du propriétaire, des prérogatives qui s'attachent à son droit de propriété sur la parcelle envisagée. L'on peut admettre qu'il a consenti à un véritable démembrement de son droit de propriété : pourquoi ne pas le qualifier du nom de servitude ?

De son côté, l'entreprise de distribution, dont les installations sont faites pour durer, n'a pu que vouloir le droit le plus large possible, et dans la mesure où il a pu l'obtenir, un droit appelé à se perpétuer dans le temps. La servitude répond à cette préoccupation.

Sans doute, élèvera-t-on une objection à cette théorie en faisant valoir qu'elle se heurte à la notion de servitude admise par le Code Civil ? Article 635 : « Une servitude est une charge imposée sur un

« *héritage*, pour l'usage et l'utilité d'un *héritage* appartenant à un autre propriétaire ». Article 686 :
« Il est permis aux propriétaires d'établir sur leurs propriétés, ou en faveur de leurs propriétés, telles servitudes que bon leur semble, pourvu néanmoins que les services établis ne soient imposés ni à la personne, ni en faveur de la personne, mais seulement à un *fonds* et pour un *fonds* ».

Une servitude, conclura-t-on, n'existe qu'au profit d'un fonds et au détriment d'un autre fonds : elle constitue un état juridique entre deux fonds : le fonds dominant et le fonds servant. Or, en l'espèce, s'il existe bien un fonds servant, celui du propriétaire qui contracte avec le Distributeur ; du côté de celui-ci ne se rencontre point de fonds dominant.

Observons aussitôt que les rédacteurs de nos textes n'ont certes pu en 1804 entrevoir les développements du progrès et les nécessités à venir plus d'un siècle après. Ils ont cependant employé des termes d'une certaine compréhension. Il s'agit d'« *héritages* » ; de « *fonds* ».

Existe-t-il véritablement une impossibilité absolue d'adaptation de ces textes ?

Il ne peut être question évidemment de les appliquer strictement à la lettre. Ils ont à prendre leur place dans la vie moderne et il leur faut nécessairement se plier, dans une certaine mesure, aux exigences de situations quelque peu différentes de celles de 1804, qu'ils sont malgré tout chargés de régir.

Or, il est un point qui nous semble hors de doute : c'est que le sacrifice consenti par le propriétaire qui a contracté avec le distributeur, n'a pas eu pour raison la personne même de l'entrepreneur qui l'a sollicité, mais bien l'installation de la ligne

électrique ; le réseau électrique lui-même. Il a considéré que l'entreprise de distribution chargée de la construction de la ligne n'était pas un cocontractant ordinaire ; qu'elle travaillait pour le compte d'une commune dont il est un habitant ; ou d'un syndicat de communes dont il fait partie ; il a pensé que ces collectivités administratives exercent un contrôle sur cet entrepreneur ; que si elles ne sont pas satisfaites de lui, elles peuvent s'en séparer. En résumé, lorsqu'il a traité avec ce distributeur, il a eu en vue qu'il avait en face de lui un rouage de l'administration. Cette conviction, le propriétaire la possédera mieux encore, lorsque, comme il est fréquent aujourd'hui, il contractera, non avec le distributeur concessionnaire, mais avec la collectivité administrative elle-même : commune ou syndicat de communes.

Mais, dans un cas comme dans l'autre, il traite avec un organisme administratif ou son émanation et en vue de la constitution d'un réseau, travail public, qui subsistera.

Pourquoi les travaux ainsi constitués avec tous leurs ouvrages, le réseau lui-même avec ses usines, ses pylônes, ses lignes, ses transformateurs, ne pourraient-ils constituer le fonds dominant, bénéficiaire de la servitude ? Pourquoi ne verrait-on pas là l'« héritage » de l'article 637 du Code Civil, qui, pour son « usage » et son « utilité », peut profiter d'une charge imposée à un autre héritage ? Pourquoi ne serait-ce pas le « fonds » de l'article 686, en faveur duquel le propriétaire peut établir avec l'accord du propriétaire de l'autre fonds (2).

(2) M. Mestre (note au Sirey 1930.1.337) ne semble pas rebelle à une telle conception quand il raisonne sur les droits légaux du distributeur d'énergie. Il écrit en effet : « Le terrain de ce dernier (le propriétaire) est « à demeure » at-

« telles servitudes que bon leur semble pourvu que celles-ci n'aient rien de contraire à l'ordre public » ?

Le réseau « fonds dominant » n'existait pas au moment où cette prétendue servitude a été constituée, pourrait-on objecter encore ? La réponse est facile. La même situation ne se présente-t-elle pas lorsque, formant le projet de construire une maison, Pierre demande à Paul de lui consentir une servitude d'écoulement d'eau ou de vue sur sa propriété ? L'immeuble n'est pas construit. La convention de servitude précède, comme il est naturel, la construction dont l'édification peut lui être subordonnée car, au cas où le projet échouerait, la maison ne serait peut-être pas bâtie. Notre hypothèse est identique ; la même solution lui convient : la servitude est consentie en vue du réseau à constituer.

La théorie faisant, des droits contractuels du distributeur, des servitudes, peut donc trouver un support dans la loi même. Les propriétaires, avons-nous noté, peuvent constituer « telles servitudes que bon leur semble ». C'est notre cas. Il ne s'agit pas des servitudes les plus courantes : servitudes de passage, puisage, pacage ; de vue ou d'égout des eaux.

« teint d'une « servitude ». Ces mots figurent expressément « dans l'article 12 et nous nous trouvons effectivement en « présence d'une charge imposée à un héritage au profit d'un « autre : l'ensemble du réseau et des installations immobilières du concessionnaire pouvant être regardé comme le « fonds dominant. »

Un raisonnement par analogie entre les situations conventionnelles et légales nous paraît, à cet égard, pouvoir être utilement suivi.

Retenir également, à ce sujet, l'opinion de M. Planiol dans note précitée au D.P. 1914.2.97 ; et encore, Cour d'Appel de Pau, 14 février 1912, Sirey 1912.2.249 ; Cour de Pau, 8 février 1924. *Société Pyrénéenne contre Guiraud*. Revue des concessions, 1924, p. 296.

Malgré cela, le texte large de l'article 686 a ouvert le champ à ces sortes de droits réels. Ceux-ci seront, selon nous, analogues aux servitudes prévues par les textes légaux et dont nous aurons à nous occuper, sans cependant se trouver frappés des mêmes restrictions ou atteints des mêmes limitations. Ils permettront au distributeur de pénétrer sur les propriétés privées, d'y implanter ses pylônes, de faire passer ses fils au-dessus d'elles, d'ébrancher ou d'élaguer si le besoin s'en fait sentir. De même que l'Administration peut exproprier, elle peut également traiter à l'amiable, acheter de gré à gré ; elle se fait ainsi concéder par un contrat ce qu'elle aurait pu obtenir en utilisant les prérogatives de la puissance publique. Les droits qui lui sont ainsi conférés conventionnellement sont de même nature que les droits légaux qu'elle était en mesure de revendiquer.

Transportons ce raisonnement dans le domaine où l'Administration ne prétend plus à l'attribution de la toute propriété du particulier, mais seulement à un droit démembré de la propriété, et nous justifions la solution qui nous semble devoir être admise.

Ce mode de procéder a l'intérêt de la simplicité, de la rapidité et de l'économie. Ajoutons qu'il est offert à des types de distributeurs à l'égard de qui la loi n'était pas aussi généreuse : le permissionnaire de voirie et le concessionnaire simple.

La conclusion à laquelle nous parvenons nous amène à fournir ici la réponse à une question que nous avons réservée au sujet de la forme des conventions. S'agissant d'une servitude : d'un droit réel, il faudra transcrire. A cette seule condition, le droit accordé sera opposable aux tiers.

Notons en terminant, sur ce point, que notre

raisonnement ne peut s'appliquer qu'aux cas les plus généraux, mais qu'il laisse libre cours aux accords spéciaux entre propriétaires et distributeurs. Au lieu de servitudes, ceux-ci peuvent consacrer l'octroi de simples tolérances, essentiellement révocables, des locations à titre de bail ou des transferts complets de propriété. Dans ce domaine, les volontés ont libre cours. Il faudra les respecter.

CHAPITRE II

LES SOLUTIONS LÉGALES

LE DISTRIBUTEUR D'ÉNERGIE ÉLECTRIQUE UTILISE LES DROITS QUE LUI CONFÈRE LA LOI

Le distributeur n'a pas tenté d'obtenir ou plus souvent, après avoir tenté, il n'a pas obtenu à l'amiable l'agrément des propriétaires intéressés, à l'installation de ses pylônes électriques ; une seule faculté lui est laissée : utiliser les armes que lui procure la loi.

Ici, les distinctions que nous avons établies avec l'appui des textes prennent toute leur importance. Les droits de l'installateur des lignes électriques seront sensiblement différents suivant le type de distribution : permission de voirie, concession simple, déclarée d'utilité publique ou subventionnée.

SECTION I

L'expropriation pour cause d'utilité publique

Le concessionnaire, dont les travaux ont été déclarés d'utilité publique, bénéficie pour l'exécution de ses ouvrages, aux termes de l'article 11 de

la loi de 1906, de « tous les droits que les lois et « règlements confèrent à l'Administration en matière de travaux publics ».

Le même texte ajoute : « S'il y a lieu à expropriation, il y est procédé conformément à la loi « du 3 Mai 1841, au nom de l'autorité concédante « et aux frais du concessionnaire ».

Le concessionnaire déclaré d'utilité publique peut donc exproprier, et il expropriera s'il y a lieu ; c'est-à-dire, au cas où les travaux à exécuter l'exigeront. Ce sera d'ailleurs assez rarement en raison de l'existence des servitudes spéciales (elles nous occuperont par la suite) qui lui ont été concédées pour l'installation de ses lignes. Mais, dans les circonstances où ces servitudes ne pourront recevoir leur application, dans les hypothèses où le concessionnaire ne pourra remplir les conditions exigées par la loi, par exemple si le terrain où il veut implanter est clos de murs ou autres clôtures équivalentes ; s'il est contraint par ailleurs de recourir aux voies légales, à défaut d'accords amiables, il pourra se réclamer du droit d'expropriation et l'utiliser.

Nous pensons que sur la procédure à suivre dans ce cas, il y a lieu de compléter la loi de 1906 en tenant compte des décrets-lois des 8 Août et 30 Octobre 1935 qui ont modifié la procédure de l'expropriation pour cause d'utilité publique telle que l'avait établie la loi de 1841.

Mais ce droit d'expropriation est-il l'apanage du seul concessionnaire déclaré d'utilité publique ou peut-il être revendiqué également par les autres types de distributeurs que nous avons distingués ?

A notre avis, seul le concessionnaire déclaré d'utilité publique peut exproprier, car c'est à lui seul que la loi accorde ce droit.

Aucune difficulté ne peut s'élever au sujet du

distributeur, permissionnaire de voirie. Ses travaux, même s'ils tendent à la satisfaction d'un intérêt général, sont exécutés pour le compte d'un particulier ; ce sont donc des travaux privés. Il ne saurait dès lors être question d'un droit d'expropriation au profit d'un particulier et pour la construction d'ouvrages qui demeurent privés.

Plus délicat peut paraître le problème en ce qui concerne le concessionnaire simple. La loi est muette, avons-nous dit, sur ce point, à son propos ; mais rien ne se trouve également dans cette loi touchant la nature de ses travaux. Cependant, il est reconnu que les travaux du concessionnaire simple sont des travaux publics parce qu'ils sont exécutés pour le compte d'une personne publique et dans un but d'utilité générale (Cfr. notamment : Cassation Civile, *Société Est-Électrique contre Bardin*, 3 Décembre 1923. S. 1924.1.293).

Malgré cela, il n'est pas autorisé à exproprier. Ce droit d'expropriation, étant donné son caractère exorbitant du droit commun, ne peut être reconnu au delà des limites que lui a tracées le législateur. S'il veut exproprier, le concessionnaire simple devra obtenir du pouvoir réglementaire une déclaration d'utilité publique.

La même solution s'impose et pour le même motif au concessionnaire recevant l'aide financière d'une collectivité administrative. Si l'article 298 de la loi du 13 Juillet 1925 l'assimile partiellement au concessionnaire déclaré d'utilité publique, en ce qui concerne le bénéfice des servitudes que celui-ci possède, par l'effet de l'article 12 de la loi du 15 Juin 1906 (al. 1, 2, 3 et 4), c'est tout. L'expropriation ne lui est donc pas ouverte, à défaut d'un texte en décidant.

La jurisprudence a apporté une précision à la

loi de 1906, ou plutôt fourni une directive à suivre dans l'application du droit d'exproprier conféré au concessionnaire déclaré d'utilité publique.

L'exercice de ce droit ne peut conduire qu'à l'acquisition en pleine propriété des terrains nécessaires à l'exécution des travaux ; il n'est pas permis à l'Administration de recourir à la procédure d'expropriation pour constituer des droits de servitude sur des terrains privés.

L'expropriation doit en somme conduire au dépouillement complet du propriétaire sur la parcelle qui, lui appartenant, est frappée de cette mesure.

Il n'est pas possible de démembrement le droit du propriétaire, pour constituer une servitude au profit de la collectivité, en laissant un reste de droit de propriété. Cette solution résulte explicitement de l'arrêt *Boueilh contre l'État et Chemins de Fer du Midi* (Cass. Civ., 28 Janvier 1924, S. 1924.1.293 ; Dalloz Périodique 1926.1.68. Aussi Civ., 6 Mai 1924, Dalloz Hebdomadaire 1924, p. 410).

SECTION II

Les servitudes d'utilité publique

§ 1. — Ce qu'elles sont

Dans la majeure partie des cas, l'installation des lignes électriques ne nécessitera pas d'expropriation. Elle pourra se faire plus aisément et à moindres frais, grâce aux servitudes spéciales qui ont été créées par la loi du 15 Juin 1906 dans son article 12, § 3.

Ces servitudes ont été rangées par le législateur lui-même en quatre catégories qui figurent dans la loi sous quatre rubriques distinctes.

La première : *servitude d'appui*, est le droit pour le distributeur d'établir à demeure des supports et ouvrages pour conducteurs aériens d'électricité, soit à l'extérieur des murs ou façades donnant sur la voie publique, soit sur les toits et terrasses des bâtiments, à la condition qu'on puisse y accéder de l'extérieur.

La seconde : *servitude de passage de fils ou de conducteurs aériens*. Elle autorise le surplomb des propriétés privées par les conducteurs d'électricité.

La troisième : *servitude d'aménagement de canalisations et de supports* ; permet l'établissement à demeure des canalisations souterraines ou des supports aériens sur des terrains privés non bâtis, qui ne sont pas fermés de murs ou autres clôtures équivalentes.

La quatrième : *servitude d'ébranchage*, permet la coupe des branches d'arbres qui, se trouvant à proximité des conducteurs aériens d'électricité, pourraient, par leur mouvement ou leur chute, occasionner des courts-circuits ou des avaries aux ouvrages (1).

Tel est l'objet de ces différentes prérogatives exceptionnelles conférées au distributeur d'énergie

(1) Telle était tout au moins la disposition législative de 1906, car un décret du 12 Novembre 1938 a étendu le champ d'application de cette *servitude d'ébranchage*.

Aux termes de ce nouveau texte, la servitude n'est plus limitée à la coupe des branches qui entravent le fonctionnement des lignes électriques déjà aménagées ou qui causent un dommage aux installations elles-mêmes ; elle peut être utilisée aussi bien pour l'établissement même, pour la « pose » des conducteurs aériens d'électricité. En outre, elle vise non

électrique pour l'aménagement de ses lignes, et notamment l'implantation de ses pylônes. Mais, quel distributeur pourra prétendre à l'exercice de ces droits ? Tous les types d'entreprises de distribution par nous distingués sont-ils, à ce point de vue, traités de façon semblable ?

Il y a lieu de répondre à ces questions par la négative. Ni le permissionnaire de voirie, ni le concessionnaire simple ne sont admis à user de ces servitudes. La loi du 15 Juin 1906 les a créées au profit du concessionnaire déclaré d'utilité publique. L'article 298 de la loi du 13 Juillet 1925 en a accordé le bénéfice au concessionnaire subventionné, avec cette limitation que la servitude de canalisations et supports prévue par l'alinéa 3 ne pourrait être exercée qu'après déclaration d'utilité publique, lorsque l'emprise des supports dépasserait 1 mètre carré.

§ 2. — Conditions générales d'exercice

I. — *Des formalités à accomplir*

Ces servitudes ne peuvent légalement frapper les propriétés privées que si elles ont été précédées

plus seulement les branches des arbres, mais les arbres eux-mêmes.

Voici d'ailleurs la nouvelle rédaction de l'art. 12 de la loi du 15 Juin 1906 :

La déclaration d'utilité publique confère en outre au concessionnaire le droit ... « 4^o) de couper les arbres et « branches d'arbres qui, se trouvant à proximité de l'emplacement des conducteurs aériens d'électricité, gênent leur « pose ou pourraient, par leur mouvement ou leur chute, « occasionner des courts-circuits ou des avaries aux ou- « vrages ».

Ainsi conçue, la servitude d'ébranchage est appelée à rendre les plus grands services.

de l'accomplissement de certaines formalités. Nous ne mentionnons que pour mémoire la suite de démarches et de procédures administratives destinées à conférer à l'entrepreneur de distribution électrique : d'abord, le contrat de concession qui lui est nécessaire, et ensuite, suivant les cas, la déclaration d'utilité publique ou le concours financier de la collectivité administrative : généralement, subvention.

Nous prenons le distributeur régulièrement nanti de son contrat de concession avec déclaration d'utilité publique, ou subvention. La loi du 15 Juin 1906 prévoit alors que l'exécution des travaux à accomplir à l'aide des servitudes qu'elle établit doit être précédée « d'une notification directe aux intéressés et d'une enquête spéciale dans chaque commune ; qu'elle ne peut avoir lieu qu'après approbation du projet de détail des tracés par le « Préfet ».

Les détails de la procédure à suivre pour observer les prescriptions de cette loi ont été établis par divers décrets.

En l'état actuel des textes réglementaires, ils résultent du décret du 29 Juillet 1927 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 15 Juin 1906 et abrogeant les décrets des 3 Avril 1908, 24 Avril 1923 et 14 Octobre 1924. Les articles intéressant notre matière sont les articles 52 et 53. Ils stipulent que l'enquête prévue par l'article 12 de la loi du 15 Juin 1906 « a lieu « sur un plan parcellaire, indiquant toutes les propriétés atteintes par les servitudes, avec les renseignements nécessaires pour faire connaître la « nature et l'étendue des sujétions en résultant ». Le plan des propriétés frappées de servitudes reste déposé pendant huit jours à la mairie de la com-

munie ou sont situées les propriétés. Les intéressés sont avertis par voie d'affiches de l'ouverture de l'enquête, et, en outre, notification leur est faite directement par le Maire. Celui-ci dresse un procès-verbal, où il note les réclamations et déclarations à lui faites verbalement, et auquel il annexe celles qui lui sont adressées par écrit.

Le délai de huitaine expiré, un commissaire enquêteur, nommé par le Préfet, reçoit les observations et appelle, s'il le juge convenable, les propriétaires intéressés. Le commissaire signe le procès-verbal d'enquête après y avoir joint son avis motivé ; il remet le dossier au Maire qui le transmet au service du contrôle du département, chargé de fournir une appréciation technique.

Suivant les résultats de l'enquête et les avis exprimés, notamment par le service du contrôle, des modifications peuvent être apportées aux projets primitifs. Si ces modifications ont pour effet de frapper de servitudes des propriétés nouvelles ou aggraver les servitudes antérieurement prévues, notification directe en est donnée par le Maire aux intéressés qui ont un délai de huit jours pour prendre connaissance à la mairie du plan rectifié et présenter leurs observations.

Telles sont, vues dans leur fonctionnement pratique, les formalités prévues par la loi de 1906 sous les vocables de « notification directe aux intéressés » et « enquête spéciale dans chaque commune ».

Reste la troisième, qui consiste en « l'approbation par le Préfet du projet de détail du tracé ». L'arrêté qui portera cette approbation sera pris par le Préfet de chaque département intéressé, après examen du projet définitif que lui aura transmis le service du contrôle. En cas d'approbation, elle est notifiée au concessionnaire.

II. — *De l'indemnité due. Ses éléments*

Les servitudes imposées au propriétaire par le concessionnaire déclaré d'utilité publique ou subventionné ne le sont pas, il va sans dire, gratuitement.

La loi du 15 Juin 1906 a expressément prévu (article 12), pour le propriétaire frappé des servitudes d'appui, de passage ou d'ébranchage, visées aux alinéas 1°, 2°, 3° et 4° de cet article 12, le droit à des indemnités.

Ce même texte donne compétence, pour fixer ces indemnités, au juge de paix, en premier ressort. Il prévoit la possibilité d'une expertise pour déterminer le préjudice subi, et autorise le juge, dans l'hypothèse où il croit nécessaire de recourir à cette mesure d'instruction, à ne nommer qu'un seul expert.

A. — *Des causes de dommages*

Quels sont les éléments du préjudice dont l'indemnité prévue par la loi a pour objet d'assurer la réparation, et dont le juge doit en conséquence tenir compte pour la fixation du chiffre de dommages-intérêts à allouer ? Telle est la première question qui s'offre immédiatement à l'étude.

La jurisprudence de la Cour de Cassation fournit une aide appréciable à la solution de ce problème. Ajoutons que M. le Conseiller *Pilon*, qui a apporté aux questions d'électrification une contribution des plus précieuses, a dressé, à l'occasion d'un de ces arrêts, un rapport d'importance primordiale. Ces divers documents vont nous permettre de

dégager, de façon complète, les principes acquis en la matière.

Un premier point est certain : le propriétaire sera indemnisé du dommage que lui cause l'installation même de la ligne, avec tous les ennuis et les désagréments qu'elle entraîne. Mais, son droit se borne-t-il là ? N'est-il pas fondé, en outre, à réclamer dès l'origine, dès la mise en exploitation de la ligne, et au moment où il reçoit l'indemnité d'installation, une indemnité à raison du fonctionnement du réseau ?

La Cour Suprême a été saisie du problème (*Soc. Énergie Électrique du Littoral Méditerranéen contre Gognet*, 1^{er} Juin 1932, Dalloz Périodique 1932.1.102; et le rapport de M. le Conseiller *Pilon*, auquel nous faisons allusion) (2).

Adoptant l'avis de son rapporteur, elle a reconnu bien fondée l'appréciation des juges du fait (Juge de Paix de Nice, et Tribunal Civil de Nice en appel) qui avaient alloué des dommages-intérêts pour dépréciation de la propriété, diminution de jouissance et gêne occasionnée par le passage des préposés à la surveillance et à l'entretien du réseau. « Attendu », dispose l'arrêt, « que l'article 12 de « la loi du 15 Juin 1906 décide que ces indemnités « pourront être dues par le concessionnaire d'une « entreprise de distribution ou de transport d'énergie électrique, à raison des servitudes d'appui, de « passage et d'ébranchage » prévues par la loi. Par cette disposition générale qui ne fait aucune distinction, observe la Cour de Cassation, il est permis

(2) Rapporté également au Recueil Sirey, 1932.1.256 et 1933.1.49, avec une note de M. Henri Mazeaud. Du même jour et dans le même sens : Chemins de Fer du Midi contre Sar et Gouhaud (8, 1932.1.256).

aux tribunaux de condamner à la réparation immédiate de tout le préjudice résultant, pour les propriétaires assujettis, tant de l'installation du réseau que de son fonctionnement.

L'indemnité à allouer par le Juge de Paix comprendra donc les éléments de préjudice se rattachant tant à l'installation de la ligne qu'à son fonctionnement. Elle sera attribuée en une seule fois après l'achèvement des travaux. Elle compensera notamment « la dépréciation de la propriété, la diminution de jouissance, la gêne occasionnée par le passage des préposés à la surveillance et à l'entretien, qui sont les conséquences certaines, directes et immédiates des charges imposées par la loi aux propriétés privées ».

Il n'est pas sans intérêt de revenir avec quelques détails sur les raisons qui ont conduit la Cour de Cassation à la solution par elle adoptée, et de reprendre notamment les motifs de décision proposés par M. le Conseiller Pilon dans son rapport. M. Pilon considère cette solution qui réunit installation et fonctionnement comme conforme à la fois : aux termes de la loi ; à son esprit ; à la jurisprudence de la Cour de Cassation ; aux principes généraux du droit.

La loi, souligne M. Pilon, dans sa lettre, ne distingue pas ; elle prévoit les indemnités « à raison » des servitudes d'appui, de passage et d'ébranchage.

Pourquoi, dès lors, opposer installation de la ligne et fonctionnement ? Les termes généraux employés par le législateur impliquent que les indemnités sont dues à raison des servitudes ; « c'est-à-dire à raison, non seulement de leur création, mais de leur durée ». En outre, l'article 21 de la loi de 1906 indique que les droits de passage, d'appui et

d'ébranchage, spécifiés à l'article 12, sont conférés à l'Administration ou au concessionnaire pour l'*établissement* ou le *fonctionnement* des conducteurs. N'est-ce pas la reconnaissance expresse dans la loi, que l'on ne peut séparer installation ou établissement, et fonctionnement ou exploitation et que l'indemnité prévue par le texte de l'article 12 doit réparer les dommages se rapportant à ces deux chefs d'activité ?

Les travaux préparatoires (Chambre des Députés, Doc. Parlem., annexe 1054, Sess. Ordin. 1899, N° 2332) sont d'ailleurs en ce sens.

Quant à la jurisprudence, note le savant rapporteur, elle se range à cette doctrine dans un arrêt de la Cour de Cassation qui tranche une question de compétence, mais qui admet cependant expressément le droit à indemnité pour diminution de la valeur vénale de la propriété, et gêne de jouissance. « Attendu », dit en effet la Cour Suprême, « que le jugement attaqué décide à bon droit que
« la diminution de valeur, qui peut résulter pour
« un fonds de la restriction ou de la gêne apportée
« par le passage des fils à l'utilisation du terrain
« pour la construction, est une conséquence directe
« et immédiate des servitudes imposées par la loi
« au propriétaire du fonds » (Cass. Civ., 25 Février 1931, Dalloz Hebdomadaire 1931, p. 220 ; Gazette du Palais 26 Mars 1931, et Gazette du Palais 1931.1. 565) (3). « La restriction et la gêne à l'utilisation
« du terrain se rattachent de façon certaine au fonc-
« tionnement du réseau ; à la permanence des ou-
« vrages. » La Cour de Cassation en fait une suite immédiate et directe de la servitude.

(3) Rapporté également au Recueil Sirey, 1931.1.269.

Cette manière de voir est d'ailleurs conforme aux principes généraux du droit.

Après avoir examiné les diverses théories proposées pour expliquer la nature de ces servitudes et avoir retenu pour sienne, avec M. Ch. Blaevoet (4), la qualification de « charges légales » de la propriété créées dans l'intérêt du fonctionnement d'un service public, M. Pilon donne une synthèse heureuse du statut juridique fait en notre matière au propriétaire frappé de ce que la loi appelle « servitude ». « Il faut, comme en matière d'expropriation, « toutes proportions gardées, accorder au propriétaire assujetti, dès le début de l'exploitation et « après achèvement des travaux, la réparation du « préjudice actuel et du préjudice futur immédiatement prévisible que lui cause cette atteinte à sa « propriété ; c'est-à-dire, non seulement de la gêne « occasionnée par l'installation des constructions et « appareils, mais de la dépréciation de sa propriété, « de la diminution de jouissance, de l'ennui provenant du passage des préposés à la surveillance « et à l'entretien du réseau. »

Préjudice actuel et préjudice futur immédiatement imprévisible, dit le rapport ; préjudice actuel et préjudice éventuel, répliquaient les adversaires de notre système, et voilà bien où ils prétendaient trouver leur principal appui.

Le préjudice actuel, c'est celui qui résulte de l'installation : il doit être réparé. Mais, les préjudices résultant de la dépréciation de la propriété, diminution de jouissance, passage des préposés à l'entretien de la ligne, seraient des préjudices éven-

(4) Des atteintes à la propriété à raison des travaux publics, page 151.

tuels qui par suite ne pourraient justifier une condamnation en réparation.

Mais, répond le rapport, avec l'appui d'une importante doctrine, et juge la Cour de Cassation : « il s'agit là, non d'un préjudice purement éventuel, mais d'un préjudice futur, qui est la prolongation certaine et directe d'un état de chose actuel et étant susceptible d'estimation immédiate », il doit être réparé aussitôt.

C'est l'illustration de la doctrine professée par MM. *Planiol et Ripert* (Traité Prat. de Droit Civil Français, t. 6. Obligations, par P. *Esmein*, N° 544) en la matière plus générale de la responsabilité civile « un préjudice qui n'est pas encore réalisé peut justifier une condamnation actuelle, si sa réalisation est dès maintenant certaine, parce qu'il sera le développement certain d'un préjudice actuel en évolution... Si le préjudice futur », ajoutent les mêmes auteurs, « doit être la répétition ou la continuation d'un préjudice actuel, cette circonstance, en rendant son évaluation possible, permet une condamnation immédiate, évitant à l'intéressé de revenir périodiquement devant les tribunaux, réclamer des dommages-intérêts pour le préjudice renouvelé ».

Ce même intérêt, d'éviter au propriétaire assujéti une série de procès successifs en vue d'obtenir, après réalisation, la réparation du préjudice subi, est également souligné par MM. *H. et L. Mazeaud* dans leur ouvrage (Traité Théorique et Pratique de la Responsabilité Civile, t. 1, N°s 216 et 217). « Du moment que le juge a la certitude que le demandeur subira un préjudice, il serait absurde de le contraindre à rejeter une action qu'il devrait admettre le lendemain. Ce serait l'obliger à rendre dans la même affaire une infinité de jugements

« successifs ; chaque fois qu'il s'agit d'un dommage
« susceptible de s'échelonner sur plusieurs années,
« il importe que le tribunal puisse d'un seul coup
« ordonner réparation, non seulement du préjudice
« au jour du jugement, mais de celui qui se réalise
« sera dans l'avenir. » (Voir aussi *Demogue*, Traité
des Obligations, t. 4, N^{os} 388 et suivants, spécialement le N^o 394).

Il y a donc lieu de comprendre, dans l'indemnité à allouer, en application de l'article 12 de la loi de 1906, les causes de préjudice se rattachant tant au fonctionnement qu'à l'installation même de la ligne (5).

Il importe cependant de préciser immédiatement l'économie d'une telle règle d'apparence aussi générale, et, justement, pour en délimiter le champ d'application. Celui-ci en particulier ne saurait s'étendre jusqu'à englober le contentieux des accidents qui peuvent survenir, tant à l'occasion de l'aménagement du réseau électrique, que de son fonctionnement. En effet, il s'agit là non des faits ordinaires, habituels et courants qui se réalisent nor-

(5) La Cour de Cassation (Req. 17 Novembre 1937. Rec. Sirey 1938.1.14), a considéré comme préjudice actuel et certain, donc immédiatement réparable, la « moins-value causée à la propriété par la servitude de passage, à raison sur tout des dangers de contamination qu'elle comporte, et, à un moindre degré, de l'influence préjudiciable qu'elle a sur le rendement en viande et en lait des animaux ». Il n'y a pas là simple menace de danger et dommage hypothétique et éventuel, mais, « fait déjà accompli d'une dépréciation actuelle et certaine de la propriété » justifiant les dommages-intérêts alloués par les juges du fait.

On peut citer encore, en cette matière, un jugement plus ancien du Tribunal Civil de Lyon. 24 Juillet 1926. Société de Transport d'Energie des Alpes, contre Trouillet et autres. Rec. Sirey 1927.2.17 avec la note de M. Mestre.

malement « à raison des servitudes » qui nous occupent, mais d'événements exceptionnels, qu'on ne peut prévoir et dont il est impossible de faire état par avance.

En cette matière des accidents, c'est donc le droit commun qui retrouve son empire. Suivant les principes ordinairement admis, s'agissant d'accident causé par l'ouvrage lui-même, soit au moment de l'installation de la ligne, ou en cours de service, le contentieux en sera dévolu au Conseil de Préfecture (art. 4, Loi du 28 Pluviose de l'an VIII) (Cfr. notamment Cassation Civile, 26 Décembre 1927, Dalloz Hebdomadaire 1927, page 65).

Si le fait dommageable se rattache à l'exploitation du réseau de distribution, la compétence ira aux tribunaux ordinaires de l'ordre judiciaire (entre autres références Dalloz Rép. Pratique, V° Travaux Publics, N° 849 et suiv.).

B. — *De la plus-value procurée par la ligne électrique établie*

Le problème soulevé par l'évaluation de l'indemnité de l'article 12 et la détermination des éléments qu'elle comporte s'est présenté en jurisprudence sous un angle différent, qu'il nous faut maintenant aborder. Ce fut l'occasion, pour la Cour Suprême, de tracer plus fortement encore au Magistrat cantonal la ligne de conduite à suivre.

Nous évoquons ainsi la question de la plus-value.

En matière de travaux publics, on le sait, la jurisprudence du Conseil d'Etat admet, sous certaines conditions, la compensation entre l'indemnité pour dommages causés à la propriété et la plus-

value procurée par le travail public (voir notamment Répertoire Pratique de Dalloz, V° Travaux Publics, N° 727 et suivants).

C'est là d'ailleurs un principe consacré par deux textes de lois intéressant la matière générale des travaux publics. L'article 51 de la loi du 3 Mai 1841 sur l'expropriation d'utilité publique qui se réfère à la fixation des indemnités, au profit des propriétaires expropriés, stipule : « Si l'exécution
« des travaux doit procurer une augmentation de
« valeur immédiate et spéciale au restant de la propriété, cette augmentation sera prise en considération dans l'évaluation du montant de l'indemnité ». C'est une disposition analogue que comporte l'article 44 du Décret du 8 Août 1935, charte actuelle de l'expropriation. Cet article 44 décide en effet : « Si l'exécution des travaux doit procurer
« une augmentation de valeur immédiate et spéciale au reste de la propriété, la commission arbitrale statue sur cette augmentation, par une disposition distincte. Le montant en est déduit de
« celui de l'indemnité ».

Dans la matière, plus voisine encore de la nôtre, qu'est l'occupation temporaire, l'article 14 de la loi du 29 Décembre 1892 est la reproduction littérale de l'article 51 de la loi de 1841.

Ainsi donc, dans l'un ou l'autre de ces domaines, la juridiction compétente n'est pas libre de tenir compte ou non de la plus-value qu'occasionneront les travaux. Elle doit en faire état ; cette augmentation sera prise en considération, décident les textes de 1841 et de 1892, dans l'évaluation de l'indemnité, à la condition cependant que l'augmentation de valeur soit immédiate et spéciale.

En fait d'expropriation, il a même été récemment décidé (Tribunal Civil de la Seine, 7 Février

1938, Dalloz Hebdomadaire 1938, page 20), qu'en application de l'article 44 du Décret du 8 Août 1935, la plus-value peut être fixée à un chiffre supérieur à l'indemnité.

C'est cette même question qui se pose ici, en matière d'implantation de supports d'énergie électrique, étant bien admis, ce qui ne paraît contesté par personne, qu'il s'agit bien là de travaux publics. Doit-il, peut-il même, et à quelles conditions être tenu compte de la plus-value procurée aux propriétés assujetties par la distribution d'énergie électrique, pour diminuer ou même supprimer l'indemnité due par l'entrepreneur à raison du préjudice occasionné par l'installation, le fonctionnement et l'entretien du réseau, puisque telles sont bien les causes de dommage dont le propriétaire frappé de servitude peut réclamer la réparation ?

Cette source de plus-value, on la devine. Elle résiderait, dans la thèse des constructeurs de lignes, dans les facilités et avantages que confère à l'immeuble envisagé l'utilisation de l'énergie électrique.

Sur la réponse à donner à la question qui nous préoccupe, il est une première remarque qui s'impose. La loi de 1906 ne renferme aucun texte qui puisse être rapproché de l'article 14 de la loi de 1892 ou de l'article 51 de la loi de 1841. Rien donc de ce côté qui puisse créer au juge une obligation.

Il convient ensuite de noter immédiatement que notre problème reçoit la clarté de deux arrêts de la Cour de Cassation, éclairés eux-mêmes de rapports fortement motivés de M. le Conseiller *Pilon*. Ce sont deux décisions rendues le même jour, 3 Juin 1935, et qui intéressent toutes les deux le *Syndicat des Communes du Médoc et la Régie Syndicale de distribution et d'énergie électrique*. Ces syndicat et régie se trouvaient aux prises dans la

première espèce avec la *Société Phélan-Ségur* et dans la seconde avec la *Société Cuvelier* (Cass. Req. 3 Juin 1935, Dalloz Hebdomadaire 1935, page 377 ; Dalloz Périodique 1937.1.25). On peut même ajouter que le même jour un arrêt identique a été également rendu au profit de la Société Civile des Domaines de Saint-Julien contre les mêmes Syndicat des Communes du Médoc et Régie Syndicale de distribution d'énergie électrique.

En conclusion, M. Pilon avait proposé les réponses suivantes à la question soulevée :

1°) Ni la loi du 15 Juin 1906, ni les principes généraux ne font aux juges, appelés à fixer l'indemnité due par des concessionnaires d'énergie électrique aux propriétés assujetties, une obligation de prendre en considération la plus-value que retirent ces propriétés de leurs travaux.

2°) Il rentre donc, dans leur pouvoir souverain, de retenir cette plus-value comme un élément d'appréciation de l'indemnité.

3°) Mais, il faut alors que la plus-value soit certaine et susceptible d'estimation immédiate.

La Cour de Cassation s'est rangée à cette opinion parfaitement logique et circonstanciée, et s'appropriant les idées mêmes de son rapporteur, qu'elle incorpore dans sa décision, c'est dans les termes suivants qu'elle a répondu à la thèse du distributeur qui voulait que la plus-value « soit nécessairement « un élément d'évaluation s'imposant aux juges » :

« Attendu que, ni la loi du 15 Juin 1906, sur « les distributions d'énergie, ni les principes généraux, ne font une obligation aux juges appelés à « évaluer le montant de l'indemnité réclamée en

« vertu de l'article 12 de ladite loi, à raison des servitudes d'appui, de passage ou d'ébranchage imposées aux propriétés, de prendre en considération l'augmentation de valeur donnée à ces propriétés par la création d'un réseau électrique ; que si néanmoins ils estiment, dans leur souveraine appréciation, devoir la faire entrer en ligne de compte pour l'évaluation de l'indemnité, encore faut-il qu'elle leur apparaisse comme *certaine et susceptible d'estimation immédiate.* »

Voici donc des principes nettement dégagés : aucune obligation de retenir la plus-value ; mais faculté pour le juge d'y avoir égard. Mais, dans ce dernier cas, il ne doit pas s'agir d'une augmentation de valeur quelconque, indéterminée, encore moins simplement éventuelle : elle doit être précise, certaine, peut-être future, mais alors susceptible d'appréciation et d'évaluation immédiates.

Nous revenons, dès lors, aux principes ordinaires en matière de dommages-intérêts, selon lesquels les juges du fait ont un pouvoir souverain d'appréciation pour reconnaître l'existence et déterminer, en l'évaluant, le préjudice invoqué ; mais à la condition de ne faire état que du dommage certain et actuel ou encore du dommage futur, mais dans le cas seulement où celui-ci est immédiatement prévisible et appréciable.

Ici donc, dans ces conditions, et sous ces réserves, dans le cadre qui vient d'être circonscrit, le tribunal chargé de fixer l'indemnité pourra opposer la perte subie par le propriétaire frappé de servitude et le profit que lui procureront les travaux d'installation électrique, et faire apparaître ainsi, toutes comparaisons opérées et compensations effectuées, quelle en est la résultante et quel est en définitive

le préjudice dont le propriétaire est fondé à se plaindre.

A ce point de vue encore et pour en terminer, remarquons que, dans les espèces soumises à la Cour de Cassation, la plus-value n'avait pas été retenue comme élément de dommage.

La décision attaquée dans l'affaire de la Société Phélan-Ségur constatait en fait qu'en toute hypothèse l'augmentation de valeur prétendue des propriétés assujetties n'était pas certaine ni susceptible d'estimation.

Il n'est pas interdit de penser qu'il en sera souvent ainsi. On peut même supposer, comme l'a fait judicieusement observer M. Pilon dans son rapport, que dans la plupart des cas les facilités que donne l'utilisation du courant sont sans incidence sur la valeur locative comme sur la valeur vénale des propriétés.

Bien au contraire, elles entraîneront souvent pour le propriétaire des dépenses importantes qu'il ne trouvera guère le moyen de récupérer.

§ 3. — Condition spéciale d'exercice de la servitude d'aménagement de canalisations et supports

(Art. 12, § 3, 3° de la loi du 15 Juin 1906)

Les terrains bâtis ; les terrains clos.

La servitude prévue par l'article 12, § 3, de la loi du 15 Juin 1906, qui permet au distributeur privilégié d'énergie électrique d'établir à demeure sur les propriétés privées des canalisations souterraines ou des supports pour conducteurs aériens, ne peut frapper que : « les terrains privés non bâtis

« qui ne sont pas fermés de murs ou autres clôtures équivalentes ».

Cette condition spéciale ne vise sans doute qu'une seule catégorie de servitudes et la restriction qu'elle impose pourrait sembler de ce fait assez bénigne. Ne nous y trompons pas. Cette servitude sera la plus nécessaire au distributeur surtout dans les campagnes.

La partie de cet exposé à laquelle nous arrivons mérite donc une attention spéciale, d'autant que notre sujet a pour objectif particulier l'implantation des pylônes électriques.

Aussi bien, nous aurons à nous demander ce qu'il faut entendre, au regard de cette loi de 1906, par « terrains bâtis », « terrains non bâtis », par « terrains fermés de murs ou autres clôtures équivalentes », et « terrains ouverts ».

Avant d'atteindre directement cet examen, nous avons à produire quelques considérations générales sur cette question du lieu où doivent être établis les pylônes électriques.

Cette revue d'ensemble et de détail achevée, nous posséderons la solution du problème qui peut s'énoncer ainsi : « En quel point le distributeur « d'énergie électrique peut-il aménager ses supports de conducteurs ? Où ne peut-il pas le « faire ? »

*
* *

En quel endroit doivent être aménagés les pylônes électriques implantés sur les propriétés privées ?

La réponse à cette question est double.

Si le distributeur utilise la voie de l'expropria-

tion, il plantera sur le terrain exproprié : celui-ci lui étant désigné par les différentes décisions administratives ou judiciaires intervenues au cours de la procédure d'expropriation. Cette première situation ne présente guère de difficultés.

Tel n'est pas le cas pour la seconde hypothèse, qui pratiquement sera la plus fréquente. Le distributeur se prévaut pour son installation des *servitudes* de l'article 12 de la loi de 1906 et notamment des prérogatives que lui octroie le § 3 de cet article 12 « d'établir à demeure des canalisations souterraines, ou des supports pour conducteurs aériens, sur des terrains privés ».

Mais, ce texte ajoute une condition qui fut la source de quelques litiges. Il faut que le terrain privé qui est destiné à subir la servitude ne soit ni *bâti ni fermé de murs ou autres clôtures équivalentes*.

Une semblable prescription a eu des précédents en législation.

C'est ainsi que nous trouvons dans la loi du 28 Juillet 1885, relative à l'établissement, à l'entretien, et le fonctionnement des lignes télégraphiques et téléphoniques un article 3 dont le texte est libellé en des termes presque identiques à celui de l'article 12, § 3, de la loi de 1906 : « Il (l'Etat) a « enfin également le droit d'établir des conduits ou « supports sur le sol ou sous le sol des propriétés « non bâties qui ne sont pas fermées de murs ou « autre clôture équivalente ». Faut-il s'étonner de cette similitude ? L'objet de ces deux lois n'est-il pas lui-même bien voisin ?

La loi du 29 Décembre 1892, qui réglemente la matière de l'occupation temporaire, trace une limite assez semblable aux pouvoirs de l'Administration. « Aucune occupation temporaire de ter-

« rain », dispose l'article 2 de cette loi, « ne peut
« être autorisée à l'intérieur des propriétés attenan-
« tes aux habitations et closes par des murs ou par
« des clôtures équivalentes, suivant les usages du
« pays ».

Ce texte, observera-t-on, ne permet au propriétaire de refuser l'entrée de son terrain que s'il est à la fois « attenant à une habitation *et* clos de murs ou de clôtures équivalentes ». Il est donc moins rigoureux pour les autorités administratives que celui de la loi de 1906, aux termes duquel il suffit que la propriété soit ou bâtie ou seulement fermée de murs ou de clôtures équivalentes.

L'article 2 de cette loi du 29 Décembre 1892 nous fournit, *in fine*, une précision importante et fort intéressante. Nous verrons la jurisprudence s'en inspirer dans la matière de l'implantation des pylônes électriques où la loi de 1906 n'édicte pourtant rien de tel. Les clôtures que la loi de 1892 assimile à des murs, sont des clôtures équivalentes à celles-ci, *suivant les usages du pays*. Ce sera donc à la coutume de chaque région et au besoin de chaque localité qu'il faudra se reporter pour savoir si une clôture quelconque doit être sacrée équivalente à un mur ou non.

La loi de 1906, en ce qui concerne l'emplacement que devront occuper les pylônes électriques, se borne à une prescription prohibitive : dans tels ou tels terrains, l'implantation ne sera pas possible.

Pour trouver l'énoncé d'un *principe directeur positif*, il faut attendre le décret du 27 Décembre 1925, règlement d'administration publique, pris pour l'application de l'article 298 de la loi de finances du 13 Juillet 1925, étendant, sous certaines réserves, le bénéfice des servitudes prévues par l'article 12 de la loi du 15 Juin 1906 aux distributions

d'énergie électrique qui, sans être déclarées d'utilité publique, sont réalisées avec le concours financier de l'État, des départements, des communes, ou des syndicats de communes. Les supports, décide l'article 3 de ce décret, « *sont placés en principe sur les limites des propriétés ou des cultures* ». Sans doute ce texte ne s'applique, à strictement parler, qu'aux réseaux de distribution aménagés dans les conditions indiquées par l'article 298 de la loi du 13 Juillet 1925. Pourraient peut-être dès lors se juger dispensées de cette obligation, les entreprises électriques travaillant sous le régime de 1906, avec déclaration d'utilité publique ? Mais, empressons-nous d'observer qu'à l'heure actuelle, la plupart, sinon toutes les distributions d'énergie électrique, sont réalisées avec le concours financier, soit de l'État, des départements ou des communes et plutôt encore de syndicats de communes. Au surplus, ce principe contenu dans le décret de 1925 n'est-il pas un principe de bon sens, dont il faille généraliser la portée ?

Aussi bien, nous pensons trouver dans l'arrêt *Veyssières*, rendu par le Conseil d'État le 24 Juillet 1934 (Gazette du Palais 1934.2.832), l'état actuel des principes devant présider au choix des emplacements appelés à recevoir les pylônes électriques.

« Considérant », juge le Conseil d'État, « d'une part, qu'en vertu de l'article 3 du Décret du 27 Décembre 1925, les supports de lignes soumises au régime de l'article 298 de la loi du 23 Juillet 1925, sont placés en principe sur les limites des propriétés et des cultures ; mais que cette règle n'a pas un caractère impératif, et qu'il peut y être dérogé lorsque l'implantation des supports au milieu des propriétés ou des cultures est justifié par

« un motif sérieux ; que l'Administration apporte
« la preuve qui lui incombait à cet égard. »

Ainsi donc, la règle normale sera l'implantation des pylônes à la limite des propriétés privées ; l'exception : l'installation à l'intérieur de ces propriétés.

Mais cette prescription légale apparaît comme dépourvue de sanction. Le Conseil d'État, en effet, refuse au propriétaire qui veut la faire respecter l'intérêt suffisant mais nécessaire pour agir par la voie du recours pour excès de pouvoir en vue d'obtenir l'annulation de la décision préfectorale (Cfr. notamment Conseil d'État, 22 Juillet 1936, Gazette du Palais 1936, Sommaire, page 53).

Le Conseil d'État a maintenu clairement sa jurisprudence sur ce point, dans une espèce *Groc et Berdoulat*. L'arrêt, qui est du 4 Mai 1937 et se trouve rapporté à la Gazette du Palais (N° du 14 Septembre 1937, et Recueil 1937.2.333), est calqué sur l'arrêt Veyssières, dont il reproduit presque textuellement les propres termes.

Plus spécialement, il consacre à nouveau la dérogation au principe de l'implantation à la limite des propriétés, lorsqu'il existe un motif sérieux.

Mais, ainsi qu'il nous a déjà été donné de le souligner, lorsque le distributeur devra atteindre, par le moyen de la servitude de canalisations et supports, les propriétés privées, il ne pourra le faire qu'autant qu'il s'agira de terrains « non bâtis ni « clos de murs ou clôtures équivalentes. »

Des lors, *que faut-il entendre par terrains non bâtis, ni clos de murs ou clôtures équivalentes ?*

Pour solutionner ce problème, une première question nous arrête : pour échapper à l'application de la servitude d'implantation de pylônes, le

terrain qui en est menacé doit-il être à la fois bâti et clos, ou lui suffit-il de présenter l'une ou l'autre de ces caractéristiques ? Ce serait, selon nous, ajouter au texte que d'affranchir de la servitude les seuls terrains à la fois bâtis et clos. En effet, le texte même de la loi de 1906 nous conduit plutôt à penser que les terrains bâtis seront exempts de servitude, qu'ils soient clos ou non ; et qu'en ce qui concerne les terrains non bâtis, ils pourront également échapper à la servitude, mais à la condition d'être clos de murs ou autres clôtures équivalentes.

Il n'est permis au distributeur, aux termes du texte de 1906, d'établir à demeure des canalisations souterraines ou des supports pour conducteurs que sur les terrains « non bâtis » « qui ne sont pas fermés de murs ou autres clôtures équivalentes ».

Ainsi donc, première condition : le terrain ne doit pas être bâti ; seconde condition : n'étant pas bâti, il ne doit pas être clos. A défaut de l'une quelconque de ces conditions, la servitude ne peut s'appliquer.

1. — *Le terrain est « bâti »*

A elle seule, cette circonstance suffira pour motiver un refus légitime à l'installation de pylônes électriques, que par ailleurs le terrain visé, qui comporte la construction soit clos ou non, au sens de la loi de 1906. Quand devra-t-on considérer qu'un terrain est bâti ? Quand ne le sera-t-il pas ?

Il est évident qu'il devra s'agir d'un bâtiment d'une certaine importance ou tout au moins de construction sérieuse. Une maison d'habitation remplira certainement la condition. Il en sera de même des

bâtiments de ferme d'une exploitation agricole, ou des dépendances d'une usine. Il nous apparaît cependant que ces constructions devront présenter le caractère d'une certaine fixité et être établis à demeure sur le sol.

La nature des matériaux employés aura son importance ; la pierre, la brique, le ciment armé caractériseront le bâtiment. Un simple hangar volant, à armature métallique, ne remplirait pas la condition. Il en serait toutefois autrement, si fixé en terre, il était l'accessoire nécessaire d'une exploitation agricole ou industrielle. Une cabane en planches ne ferait pas du terrain sur lequel elle s'élèverait un terrain bâti. Au reste, cette question ne paraît pas avoir beaucoup préoccupé propriétaires et distributeurs également intéressés à l'aménagement de pylônes électriques, car la jurisprudence révèle assez peu d'exemples de litiges à son sujet. Il en est autrement, semble-t-il, de la seconde face de notre problème : celle de la clôture.

II. — *Le terrain est clos de murs ou autres clôtures équivalentes*

Quel est le sens de cette disposition ? Quel est l'intérêt dont le législateur a entendu, l'édicant, assurer la sauvegarde ? A-t-il vu, dans le fait de se clore, la manifestation chez un propriétaire de son intention de proclamer l'exclusivité de son droit de propriété, avec l'interdiction pour quiconque de le contredire, auquel cas cette notion de clôture devrait être appréciée largement ?

Adoptant un autre point de vue, faut-il considérer qu'en édifiant une clôture autour de son

champ ou d'une parcelle de terre en général, le propriétaire n'a fait que répondre au besoin nécessité par le genre de son exploitation ? C'est ainsi, par exemple, que dans les pays d'élevage, la clôture apparaît nécessaire pour maintenir, dans le lieu qui leur est assigné, les animaux de la ferme. Au contraire, dans les pays de culture, l'on conçoit aisément de vastes étendues appartenant à des propriétaires différents, dont les parcelles ne sont quelquefois limitées que par des marques symboliques : telles les bornes de pure forme, en usage à Rome même. Si l'on opte pour cette seconde opinion, la clôture sera nécessairement quelque chose de plus complet, le résultat d'un travail plus important, et l'objet d'un entretien plus constant. Les conditions dès lors imposées à son existence légale seront plus rigoureuses et partant, les cas d'exemption de servitude moins fréquents.

Quelle est la position prise par la Jurisprudence ?

Nous la trouvons émanée des juridictions administratives et des tribunaux judiciaires.

A. — *La Jurisprudence Administrative*

En ce qui concerne les juridictions administratives, le Conseil d'État nous offre plusieurs décisions. Elles sont intervenues à la suite de recours pour excès de pouvoir formés contre des arrêtés préfectoraux, qui, portant approbation de tracés de lignes électriques, déclaraient par le fait même passibles de servitudes des terrains qui, au dire de leurs propriétaires, ne l'étaient pas. Ceux-ci en demandaient donc l'annulation, la question de clôture

ayant été, à leur jugement, illégalement appréciée par l'autorité administrative.

Dans une espèce *Blondet*, jugée le 10 Mai 1933 (Dalloz Périodique 1934.3.41), le Conseil d'État a décidé que des parcelles en nature de pâturages entourées de haies vives et de fils de fer ne devaient pas être considérées comme closes dans les termes de la loi de 1906 ; que « eu égard aux usages locaux, « et au fait que ces parcelles ne sont point attenantes à une habitation, cette clôture ne peut pas être « considérée comme équivalant à un mur au sens « de l'art. 12 ».

Un autre arrêt du Conseil d'État (*Martin*, 25 Avril 1934, Rec. Gaz. Pal. 1934.2.151 ; Dalloz Périodique 1935.3.22) consacre la même appréciation au sujet d'une clôture de même nature élevée sur le territoire d'une commune située dans le département de la Mayenne. Là encore, la haute juridiction administrative décide que le genre de clôture entourant les parcelles litigieuses ne pouvait être considéré comme équivalant à un mur eu égard « aux « usages locaux et au fait que les parcelles ne sont « point attenantes à une habitation. »

La Jurisprudence du Conseil d'État nous fournit trois autres exemples, où, à l'encontre des solutions que nous venons d'analyser, il fut admis que les clôtures étaient équivalentes à des murs. Le principal motif retenu par le Conseil d'État pour appuyer sa décision semble bien être que les parcelles frappées de la servitude étaient « attenantes à une habitation ». Dans la première de ces espèces (*Richard*, 6 Février 1931, Dalloz Hebdomadaire 1931. 196 ; Dalloz Périodique 1934.3.40), il s'agissait de propriétés situées en Vendée, sur le territoire de la commune de Saint-Cyr-en-Talmondais. Les parcelles appartenant au sieur Richard, attenant à son ha-

bitation, étaient entourées de barrières et de haies continues, avec cependant quelques brèches. Le Conseil d'État relève cette circonstance de la présence de quelques brèches, mais pour constater qu'elles étaient de minime importance et qu'ainsi « elles n'étaient pas de nature à rendre ces terrains « susceptibles d'être frappés de la servitude prévue « par l'article 12, § 3, 3°, de la loi du 15 Juin « 1906 ».

La seconde de ces décisions (Époux *Moussot*, 8 Novembre 1933, *Dalloz Périodique* 1934.3.41 ; *Gazette du Palais* 1934.1.148) comporte l'annulation d'un arrêté du Préfet du Gers, qui avait, approuvant le tracé d'une ligne électrique, autorisé l'implantation de pylônes dans des propriétés « attenantes à « une maison d'habitation et entourées de clôtures « en parfait état ». Par suite de ces deux circonstances, ces clôtures sont équivalentes à des murs.

La troisième affaire nous transporte dans la Haute-Loire (*Philis*, 21 Décembre 1937, *Gazette du Palais* 1938.1.503) et nous voyons le Conseil d'État annuler l'arrêté du Préfet de ce département, motif pris de ce que la propriété frappée de servitude était attenante à une habitation et entourée par un mur et par une haie vive ; que dès lors, il fallait la considérer comme close. Il n'y a pas à tenir compte, est-il spécifié, de quelques brèches, d'ailleurs de minime importance, eu égard surtout à la situation des terrains qui sont en contre-haut.

Les arrêts que nous venons de citer appellent quelques observations sur la ligne de conduite adoptée par le Conseil d'État, en notre matière.

La première est que le Conseil d'État ne paraît pas avoir adopté un principe directeur absolu à la base de sa jurisprudence. La question de savoir si une clôture est équivalente à un mur demeure une

question d'espèce, à apprécier dans chaque cas déterminé. C'est ainsi qu'en dehors des décisions déjà citées, nous trouvons encore, à l'appui de cette assertion, l'arrêt *Veyssières* (24 Juillet 1934, Gazette du Palais 1934.2.832) déjà mentionné, « Considérant », y décide le Conseil d'État, « que les murs « de soutènement et les haies qui limitent la propriété du sieur Veyssières ne sauraient, dans l'espèce, être regardés comme constituant des clôtures au sens de l'article 12 de la loi du 15 Juin 1906 ; que dès lors les servitudes légales prévues « par cette disposition législative lui étaient applicables sans restriction ».

Cependant, il semble bien que pour solutionner ces cas d'espèce, le Conseil d'État s'inspire de la Jurisprudence qu'il a suivie dans une matière voisine : celle de la loi du 29 Décembre 1892 sur l'occupation temporaire. En effet, nous le voyons pour motiver certains de ces arrêts et notamment les arrêts *Richard* et *Époux Moussot*, faire appel à une notion qui figure dans la loi de 1892 : « le fait que les propriétés soient *attenantes aux habitations* ».

Or, la loi de 1906 qui régit la matière des servitudes permettant l'implantation des pylônes électriques ne comporte aucune disposition semblable, ce qui n'empêche pas le Conseil d'État de relever cette circonstance dans toutes les hypothèses où il la rencontre et de se montrer alors peu rigoureux pour apprécier l'état de clôture. Il marque, dans ce cas, une nette disposition à exonérer la propriété de la servitude réclamée.

Ainsi, dans l'arrêt *Richard*, la clôture en haies et barrières comporte des brèches ? Peu importe ; elles sont de minime importance et ne suffisent pas à rendre les terrains passibles de la servitude. Dans l'affaire intéressant les époux *Moussot*, le Conseil

d'État ne précise même pas la nature de la clôture : « elles sont en parfait état » ; cela suffit, puisque par ailleurs les parcelles sont attenantes à une maison d'habitation. La propriété de M. Philis, enfin, est entourée par un mur et une haie vive ; les brèches qui peuvent s'y trouver ne sont d'aucun intérêt, alors surtout que les terrains sont en contre-haut. Le Conseil d'État puise encore une précision, que nous avons déjà signalée, dans la loi de 1892, pour la transplanter dans le domaine des installations électriques. L'article 2 de la loi du 29 Décembre 1892 décide que pour rechercher la clôture équivalente à un mur, il convient de s'en rapporter « aux usages du pays ». La loi de 1906 ne reprend pas une semblable disposition. Malgré cela, nos deux arrêts Blondet et Martin relèvent, en termes identiques, que les clôtures envisagées n'équivalent pas à un mur « *eu égard aux usages locaux*, et au fait « que les parcelles ne sont point attenantes à une habitation ».

A défaut de principe directeur intangible dans la jurisprudence du Conseil d'État, observons que la matière de l'occupation temporaire paraît bien fournir à celui-ci un précédent où il puise idées et motifs de décision (6).

S'il en est ainsi, ne convient-il pas de reporter ici les autres principes consacrés par le Conseil d'État au sujet de l'occupation temporaire, et ne peut-on pas, par analogie, admettre que devront être considérées comme équivalentes à des murs : des clôtures en bauge, en pisé, en pieux, planches ou palissades, haies vives continues, ou même rem-

(6) M. Mestre approuve, dans son ouvrage précité : « Propriétaires et Compagnies de Distribution d'énergie électrique », p. 32, en note.

parts de terre (voir note au Dalloz Périodique 1934. 3.40 et références citées. Jur. Gén. V° Travaux Publics, N° 787. Rép. Prat. Eod. V° N° 573) qu'elle soit même variée (Cons. d'État, 5 Juin 1846. Provençal Rec. Cons. d'État, p. 328 ; 31 Juillet 1903. *Armelin*, Dalloz Périodique 1905.3.4) ou naturelle (7 Mars 1861, Thiac, Rec. Cons. d'État, p. 170 ; 6 Août 1875, Busquet de Caumont. Dalloz Périodique 76.3.24) pourvu qu'elle soit régulièrement entretenue et ne présente pas de solution de continuité, ou tout au moins que le propriétaire administre la preuve qu'il avait l'intention de la réparer (12 Février 1915, *de Maussabré*, Rec. Cons. d'État, p. 25) (Cfr. Code des lois polit. et admin. annotées, t. 3, V° Travaux Publics, p. 629, N°s 8926 et suivants).

B. — *Jurisprudence des tribunaux de l'ordre judiciaire*

Des décisions administratives, passons à l'examen des solutions admises par les Tribunaux Judiciaires. Celles-ci sont moins nombreuses que les premières, car la voie la plus fréquemment suivie par les propriétaires opposants a été celle du recours pour excès de pouvoir.

En quelques hypothèses cependant les propriétaires intéressés se sont adressés aux tribunaux judiciaires pour demander la suspension des travaux pour la raison que leurs terrains étaient clos. En d'autres cas, l'on a vu le Distributeur d'énergie électrique saisir lui-même les tribunaux de l'ordre judiciaire dans leurs organes de répression, pour réclamer, à l'encontre de propriétaires récalcitrants, l'application de l'article 438 du Code Pénal, lorsque ceux-ci, arguant de l'état de clôture des parcelles

leur appartenant, s'opposaient par voies de fait à l'exécution de ses travaux, qui, au cas de déclaration d'utilité publique, se trouvaient être des travaux « autorisés par le gouvernement ».

Dans le premier ordre d'idées, nous trouvons notamment une ordonnance du Président du Tribunal Civil de Château-Chinon, statuant comme juge des référés. Elle s'inspire de principes fort intéressants, évoqués pour partie dans une note signée P. B. au Dalloz Périodique de 1921.1.185, expressément citée d'ailleurs dans le corps même de la décision ; et nous fournit une interprétation heureuse de la prescription législative sur les terrains clos. Il s'agit d'une affaire *Nigaud contre Société des Entreprises Électriques du Centre*, 25 Février 1931 (inédite à notre connaissance).

Le Juge des référés, pour rejeter la demande en suspension de travaux formée par le sieur Nigaud, refuse de considérer comme terrains clos, au sens de la loi de 1906, des « terres et prés » bornés par des « haies vives », qui d'ailleurs ne possédaient pas de barrières fermées à clé ou au moyen de cadenas ; et voici littéralement transcrits les principaux motifs qui en sont fournis :

« Attendu que s'il n'est pas dans les usages du
« pays de fermer les barrières à clé ou au cadenas,
« il importe cependant de considérer que l'interpré-
« tation strictement littérale du texte sus-visé aurait
« pour résultat de rendre sinon impossible, du
« moins beaucoup plus longue et plus onéreuse,
« l'application de la loi et l'électrification des com-
« munes rurales dans les régions où, comme en
« Morvan, la presque totalité des parcelles, quelles
« qu'en soient la contenance et la destination, sont
« entourées de clôtures sèches ou vives ; qu'il en

« résulterait notamment une élévation appréciable
« du coût de l'installation dont les usagers seraient
« en définitive appelés à supporter les frais.

« Attendu que l'intention certaine du législa-
« teur répondant aux vœux unanimement exprimés
« par les populations rurales a été et est encore de
« favoriser le plus rapidement possible l'extension
« des réseaux de distribution électrique et d'en faci-
« liter l'installation par une procédure rapide et
« peu onéreuse, tout en respectant autant que pos-
« sible le droit de propriété et les intérêts légitimes
« des particuliers ;

« Attendu qu'en maintenant l'obligation de re-
« courir à l'expropriation préalable pour cause
« d'utilité publique, chaque fois qu'il s'agirait d'éta-
« blir à demeure des supports dans des propriétés
« bâties ou fermées de murs, le législateur semble
« avoir seulement persisté dans cette idée que si un
« terrain s'est classé par suite de constructions, clô-
« tures ou embellissements qu'ils a reçus, dans une
« catégorie vraiment différente des terres de cultu-
« res, il ne doit leur être assimilé ni au point de vue
« des servitudes ordinaires à supporter au profit des
« fonds privés, ni même au point de vue des servi-
« tudes légales, en raison du préjudice considéra-
« ble qu'il pourrait en ressentir. »

(Note sous Cassation, 12 Juillet 1921, Dalloz
1921.1.185.)

« Que tel n'est pas le caractère des simples ter-
« res de culture ou des prés, sans lien direct avec
« des habitations ou des bâtiments d'exploitation,
« et sur lesquels la présence de pylônes ne crée pas
« un préjudice particulier du fait de leur clôture.

« Que la pose et l'entretien, tant de la ligne

« électrique que des supports eux-mêmes, n'en sont
« pas rendus sensiblement plus difficiles et que la
« gêne en résultant pour le propriétaire et l'exploit-
« tant ne s'en trouve pas augmentée.

« Attendu, dans ces conditions, que les clôtu-
« res en haies vives des parcelles appartenant à M.
« Nigaud ne peuvent être considérées comme étant,
« au point de vue de la loi du 15 Juin 1906, équiva-
« lentes à des murs fermant ces terrains. »

Le Tribunal Correctionnel d'Albi, 17 Décembre 1927, Rec. Gaz. Pal. 1928.1.352), dans une espèce où il était saisi par le Distributeur, d'une poursuite contre un propriétaire qui s'opposait à l'exécution de ses travaux, a décidé « qu'une clôture en fil de
« fer n'est pas équivalente à une clôture faite avec
« des murs » ; le jugement ajoute que cette clôture
« n'a pas classé le pré de Lacroix dans une catégo-
« rie différente des terrains de culture ; que l'inten-
« tion du législateur a été de faire une différence
« entre les terrains de culture proprement dits, les-
« quels ne subissent qu'un préjudice relatif, et ceux
« auxquels des clôtures d'une solidité particulière
« enlevaient ce même caractère et auxquels des ser-
« vitudes occasionneraient un préjudice beaucoup
« plus considérable ». Nous trouvons donc ici l'énoncé de la même idée de préjudice plus ou moins considérable supporté par le terrain frappé de la servitude, suivant que celui-ci est un terrain de culture ou un terrain de catégorie différente. L'arrêtiste au D.P. 1934.3.40 signale que le Tribunal Civil de Pau faisait état de la même notion le 4 Avril 1927 dans un jugement *Société des Forces Motrices de la Vallée d'Aspe contre Bousquet*, inédit. Ne sont exempts de la servitude que « les terrains qui par
« suite de la construction ou des clôtures qu'ils ont

« reçues, se sont classés dans une catégorie vraiment différente des terrains de culture, et subiraient, du fait de la servitude, un préjudice considérable » ; « quant à la clôture », poursuit la note au D.P. 1934.3.40, le Tribunal de Pau, dans le même jugement, déclare « qu'il faut entendre « par terrain fermé de murs ou de clôtures équivalentes, le terrain qui est complètement enclos, « soit par un mur, soit par une clôture présentant « des caractères de solidité, d'élévation, de protection comparables à ceux d'un mur, bien que construit avec des matériaux différents ».

On peut rapprocher de ces décisions une espèce tranchée par le Tribunal Correctionnel de Grenoble, le 19 Novembre 1928 (Gazette du Palais 1929. 1.301) et dans laquelle il a été jugé qu'une prairie entourée d'arbustes formant haie ne peut être assimilée à un terrain clos par un mur et que le concessionnaire de travaux de distribution d'énergie électrique peut y placer des supports pour des conducteurs aériens. Ces supports, ajoute d'ailleurs le Tribunal de Grenoble, « placés avec l'autorisation « de l'autorité publique, ont le caractère d'objets « d'utilité publique, et celui qui les détruit, en les « sciant, commet le délit prévu et puni par l'article « 257 du Code Pénal » (Dégradation d'objet d'utilité publique).

*
* *

Nous pensons, pour conclure sur ce point, que l'idée générale qui peut et doit servir de base à l'interprétation à donner au texte législatif sur la clôture et à l'application à en faire, peut être recherchée utilement dans cette notion de préjudice plus ou moins important, de gêne plus ou moins consi-

dérable que devra supporter le terrain frappé de la servitude.

Cette servitude de l'article 12, § 3, de la loi du 15 Juin 1906 est destinée à faciliter la tâche de l'installateur de lignes électriques. Elle le dispense d'exproprier. Mais, en contre-partie, cette charge exceptionnelle imposée à la propriété privée ne devra pas la grever trop lourdement. En principe, elle ne pourra atteindre que les terrains libres et ouverts sur lesquels la présence d'un pylône électrique sera peu sensible et n'entraînera que des ennuis minimes, que ceux-ci se rattachent à l'installation de la ligne, à son entretien, à son fonctionnement, ou encore aux dégâts que pourront engendrer, soit un accident ou un événement quelconque intéressant le pylône implanté. L'exemple le plus fréquent de ce terrain offert à la servitude sera le terrain de culture. Mais le distributeur sera au contraire privé de cette arme, si par exemple le propriétaire a fait des frais spéciaux sur son immeuble, impliquant qu'il s'y intéresse de façon particulière en l'entourant de clôtures solides, bien entretenues. Ces clôtures pourront être des murs ou d'autres clôtures à leur assimiler au point de vue de leur importance, de leur solidité, de leur caractère sérieux ; et pour apprécier ces circonstances spéciales il faudra s'en rapporter aux usages du pays, aux usages locaux ; raisonner par comparaison, par analogie, avec ce qui se fait le plus généralement dans une région déterminée.

La servitude envisagée pèserait encore trop lourdement sur le terrain convoité si celui-ci comportait une construction, ou encore si cette construction, sans être établie sur le terrain lui-même, y était attenante, mais à la condition, cette fois-ci, que la construction soit une maison d'habitation.

Nous savons que le Conseil d'Etat, pour demeurer dans le cadre légal, réclame en outre, dans ce cas, la présence d'une clôture ; il se montre en revanche peu exigeant sur la nature de celle-ci. Le voisinage immédiat de la maison d'habitation produit ce résultat que par le procédé de la servitude légale, avec les garanties, mais aussi les devoirs qu'elle comporte, la charge imposée serait trop onéreuse.

DEUXIÈME PARTIE

*LES SITUATIONS IRRÉGULIÈRES
LEURS SANCTIONS A L'ENCONTRE
DU DISTRIBUTEUR D'ÉNERGIE ÉLECTRIQUE
EN FAUTE*

CHAPITRE PREMIER

ASPECT GÉNÉRAL DE LA QUESTION LES NOTIONS DE VOIE DE FAIT ET DE TRAVAIL PUBLIC

Il nous faut envisager et examiner maintenant les cas dans lesquels le distributeur d'énergie électrique commet, dans l'aménagement de son réseau, des irrégularités.

Celles qui nous intéressent ici, comme formant en quelque sorte des cas-types, se réalisent quand le distributeur, se réclamant des prérogatives que lui confère la loi, plus spécialement utilisant les servitudes d'utilité publique, devrait agir dans le cadre de cette loi et se soumettre aux obligations qu'elle impose ; mais où en fait il enfreint brutalement les dispositions légales ou avec moins d'énergie néglige d'y obéir strictement.

C'est ainsi, en particulier, que l'on verra le distributeur d'énergie électrique implanter des pylônes dans un terrain clos ou bâti, au mépris de l'article 12 de la loi de 1906, ou bien exécuter ses ouvrages sans être titulaire d'une concession déclarée d'utilité publique, ou sans être bénéficiaire de la subvention prévue par l'article 298 de la loi de Février 1925 qui a pour effet de l'assimiler au concessionnaire déclaré d'utilité publique, ou qu'enfin, étant en règle

ou ne l'étant pas avec les prescriptions susénoncées, on le verra omettre d'accomplir les formalités administratives qui lui sont imposées : l'enquête, l'arrêté préfectoral approuvant le détail du tracé et les notifications spéciales aux divers intéressés.

Quelles seront dans ces diverses hypothèses les situations respectives du propriétaire irrégulièrement atteint et du distributeur qui a usurpé des droits qu'il ne possède pas ou simplement outre-passé ceux qui lui sont réellement dévolus ? L'un défend ses intérêts privés, l'autre agit dans un souci de bien public ou tout au moins d'intérêt général. Sans doute tentera-t-on de concilier ces exigences de sens opposé et dans la mesure du possible de les accorder ?

Mais on ne pourra pour autant, sous prétexte d'harmonie et d'équité, perdre de vue les règles qui s'imposent en pareille matière. Elles devront nécessairement régir les situations en litige et servir de base au règlement des intérêts en conflit. Souvent elles ne permettront pas la conciliation recherchée et obligeront plutôt les autorités saisies du problème à manifester un choix.

*
* *

Cette question des irrégularités qu'a pu commettre le distributeur d'énergie électrique dans l'établissement de son réseau et des sanctions à y appliquer, met en jeu la théorie célèbre de la *voie de fait* en droit administratif. Aussi sommes-nous conduits à lui livrer quelques développements au cours de considérations d'ordre général.

Notre tâche à cet égard se trouve grandement facilitée par l'étude fort documentée et très appro-

fondie récemment consacrée à cette notion par M. E. Desgranges (1).

La voie de fait s'oppose à la voie de droit. Comme l'observe M. Desgranges, tandis que la voie de droit est l'emploi d'une procédure régulière pour l'affirmation et l'exercice d'un droit, la voie de fait est l'emploi de moyens illégaux pour l'exercice d'un droit (on pourrait mieux dire d'un prétendu droit) ou l'exercice d'un droit non reconnu.

La théorie de la voie de fait, notion fort ancienne, on dirait presque de tous les temps, trouve sa base dans cette constatation que le Pouvoir exécutif, dans son émanation vivante : l'Administration, ne jouit pas d'un pouvoir discrétionnaire. L'Administration n'est pas en dehors des lois, elle ne peut se mouvoir que dans le cadre législatif. En dépit des prérogatives exceptionnelles dont elle bénéficie, de la situation privilégiée qui lui est faite pour lui permettre de mener à bien la tâche qui lui est confiée d'assurer le fonctionnement des services publics, l'Administration est soumise à ce qu'on a pu appeler « *le principe de légalité* ».

Comme l'a écrit très justement Duguit (2) :
« Il n'est pas un organe de l'État qui puisse prendre une décision individuelle qui ne soit conforme à une disposition par voie générale antérieurement édictée. Ou sous une autre forme, une décision individuelle ne peut jamais être prise que dans les limites déterminées par une loi matérielle antérieure. C'est le principe essentiellement protecteur de l'individu, et l'on peut dire

(1) Essai sur la notion de voie de fait en Droit Administratif Français. Thèse pour le Doctorat, Poitiers. Novembre 1937.

(2) Duguit. Traité de Droit Constitutionnel, T.III, p.732.

« qu'il n'a pas, qu'il ne peut pas, qu'il ne doit pas
« recevoir d'exception. Une Société qui ne le re-
« connaît pas, ou qui, le reconnaissant, lui apporte
« des réserves ou des exceptions, ne vit pas sous un
« régime d'état de droit. »

Et M. Desgranges (3) d'objectiver la pensée de Duguît : « En se plaçant dans un régime politique
« et administratif, qui, comme le nôtre, admet une
« hiérarchie des règles de droit, constitution, loi
« formelle, décret, décision individuelle, le prin-
« cipe de légalité veut que toute règle soit prise en
« conformité avec la règle supérieure. C'est le prin-
« cipe envisagé sous son aspect matériel : le con-
« tenu de la règle ne doit pas contredire le contenu
« de la règle supérieure. Subordination de la loi à
« la constitution, du règlement à la loi, de la déci-
« sion aux règles précédentes, tel est le sens du
« principe de légalité appliqué à la formulation des
« règles du droit écrit. C'est là le fondement du re-
« cours pour excès de pouvoir et de l'exception
« d'illégalité. »

Telle est la raison d'être et aussi la justification de la notion de voie de fait. Elle a pour but d'assurer la conformité d'une règle donnée à la règle ou aux règles qui lui est ou qui lui sont hiérarchiquement supérieures.

Envisagée du point de vue des administrés et des simples particuliers, elle leur assure la satisfaction des « *droits publics subjectifs* » (4) dont ils sont titulaires ; en termes plus simples, et généralement, la garantie de leur droit à la liberté et de leur droit de propriété, suivant les cas.

(3) Op. cit., p. 11.

(4) Bonnard. Le contrôle juridictionnel de l'Administration, p. 51.

Ce concept de la voie de fait, utilisé depuis longtemps, puisque, pour ne parler que du droit français, l'Ancien Régime le connaissait parfaitement, a été largement et fréquemment invoqué par la jurisprudence tant dans son esprit que dans sa lettre (5). Rien de surprenant dès lors à ce que la Doctrine se soit emparée de cette notion pour en dégager les éléments et les caractères, et en réaliser la synthèse.

Il faut cependant attendre *Laferrière* pour trouver un exposé d'ensemble de la théorie qui nous occupe ; jusque là on ne possédait que des vues fragmentaires sur la question.

Le premier donc, ce savant juriste a formulé un principe net et clair dont l'effet s'est prolongé bien longtemps après lui. C'est notamment dans le passage suivant de son ouvrage (6) que s'exprime la pensée puissante de *Laferrière* : « Il est cependant
« des cas où l'acte d'un administrateur prétendant
« exercer la puissance publique cesserait d'être un
« acte administratif échappant au jugement des tribunaux. C'est le cas où l'administration sortirait
« non seulement de ses propres attributions, mais
« des attributions mêmes de l'autorité administrative. Si par exemple un administrateur confisque
« une propriété, prive un citoyen de sa
« liberté, supprime un journal, interdisait un
« commerce ou une industrie libres, le principe de
« la séparation des pouvoirs ne s'opposerait pas à
« ce que la partie lésée réclamât l'assistance des tri-

(5) Pour l'examen de cette jurisprudence, nous ne pouvons mieux faire que de renvoyer à l'ouvrage si complet de *M. Desgranges*.

(6) *Traité de la juridiction administrative et des recours contentieux*, t. I, p. 478 et s. et 530.

« bunaux judiciaires ; il exigerait au contraire que
« leur compétence s'exerçât aussi librement que si
« la décision de l'administrateur n'existait pas.
« Cette décision en effet ne serait pas seulement sus-
« ceptible d'annulation, elle serait inexistante en
« droit puisqu'elle serait étrangère, par son objet
« même, à l'exercice de la fonction administrative.
« Peu importerait alors que cette nullité radicale
« fût ou non proclamée par la juridiction adminis-
« trative ; les tribunaux pourraient la constater et
« passer outre. » Et plus loin l'auteur continue :
« Nous avons vu que si l'administration portait at-
« teinte à l'exercice d'un droit individuel entière-
« ment soustrait à ses pouvoirs, si par exemple elle
« ordonnait arbitrairement l'arrestation d'un ci-
« toyen jouissant de la plénitude de ses droits, la
« saisie d'une propriété, la fermeture d'un établis-
« sement industriel..., la partie lésée pourrait di-
« rectement se pourvoir devant les tribunaux et
« obtenir un jugement qui la réintégrerait dans ses
« droits. Dans cette hypothèse, en effet, il n'y au-
« rait pas, à proprement parler, un acte adminis-
« tratif, mais *une voie de fait* qui ne saurait faire
« obstacle à la compétence judiciaire et qui pour-
« rait même rendre son auteur personnellement jus-
« ticiaire des tribunaux. »

Ainsi donc et comme l'observe très justement Laferrière, dans les cas envisagés on doit considérer qu'il n'y a pas d'acte de nature administrative en raison de l'irrégularité commise, mais une véritable voie de fait. Plus tard on parlera « d'acte dénaturé ».

Si, quittant l'œuvre de Laferrière, nous abordons celle de *Duguit*, nous trouvons tant dans ses « Études de droit public » que dans son « Traité de Droit Constitutionnel » l'exposé d'une théorie com-

plète de la voie de fait qualifiée par l'éminent auteur « *d'usurpation de pouvoir* ».

« Il y a usurpation de pouvoir », écrit notamment Duguit, « dans l'acte de l'agent qui sort du « domaine administratif. Une pareille décision est « non seulement nulle, mais inexistante. Elle est « comme si elle n'était pas. L'agent étant sorti du « domaine administratif, l'acte est un simple fait « sans caractère juridique » (7).

Sous une expression différente de celle de voie de fait adoptée par Laferrière, après et avec la jurisprudence, l'idée est la même et la conception identique.

Avec Hauriou, ce sont vers des notions analogues que nous sommes conduits. Cependant, à la lumière des décisions judiciaires, une distinction très heureuse nous est proposée. Il faut, dit Hauriou, diviser les voies de fait en deux espèces : la voie de fait par « *manque de droit* » et la voie de fait « *par manque de procédure* » (8). Il y a voie de fait par manque de droit, si l'Administration « use « d'un droit qui n'a pas été au préalable formellement réglementé ».

Lorsque l'Administration « use d'un droit « qu'elle possède réellement, mais sans observer « les procédures protectrices des intérêts des tiers « qui lui sont imposées », elle commet une voie de fait par manque de procédure.

Nous ne saurions omettre de mentionner dans cet aperçu de doctrine sur la voie de fait, la contri-

(7) Traité de droit constitutionnel, t. III, p. 768.

(8) Hauriou. Précis de droit administratif et de droit public. 9^e édition, 1919, p. 63 et note.

bution qu'y ont apportée les auteurs contemporains. Cependant le cadre de cette étude ne nous permet pas d'envisager toutes les opinions enseignées ; nous nous bornerons donc à faire état de l'avis des personnalités les plus marquantes, uniquement d'ailleurs pour souligner les particularités de leurs systèmes.

M. Moreau (9) formule des idées très voisines de celles d'Hauriou. « Il y a voie de fait », écrit-il en effet, « d'une part lorsque l'Administration a « prétendu exercer un droit que la loi ne lui donne « pas, d'autre part lorsque l'Administration a agi « sans observer la procédure imposée ».

Néanmoins, à ce dernier point de vue, il faut noter dans la conception de M. Moreau une nuance fort intéressante et qui va lui servir de transition toute naturelle vers une idée nouvelle et originale. L'Administration sera considérée comme ayant commis une voie de fait par manque de procédure, soit qu'elle n'ait observé aucune procédure, *soit qu'elle ait suivi une procédure instituée pour un cas différent*. Il faut en effet, précise M. Moreau, et voilà l'idée nouvelle, faire jouer le concept de « *catégorie* » qui oblige l'Administration à employer telle procédure pour tel « cas » et non pour tel autre.

Cette notion de catégorie n'est d'ailleurs pas strictement personnelle à M. Moreau. M. GénY (10) s'y attache également. Avec cette notion, on peut considérer que le droit administratif est « catégorisé » et que l'idée de « catégorie » explique une bonne partie de la jurisprudence administrative.

(9) Manuel de droit public français.

(10) Science et technique en droit privé positif, T. III, pp. 123 et s., spécialement p. 125.

Ainsi que le souligne notre auteur, « ce procédé technique » de la « catégorie » a « l'avantage de couler les institutions reconnues en des moules préformés qui leur assurent cette précision des conditions et cette fermeté des effets, sans lesquels « il n'est pas d'ordre social solidement établi ».

Pour M. *Bonnard* (11), fidèle interprète de la jurisprudence, la voie de fait est l'exécution d'une décision inexistante ou l'exécution entachée d'une illégalité grave.

D'après M. *Waline* (12), qui traduit également de façon parfaite l'esprit de la jurisprudence, la voie de fait suppose : une mesure illégale ; l'atteinte soit à la propriété, soit à une liberté publique : et une atteinte entachée d'une certaine gravité.

Sans doute serait-on dans l'erreur de penser que cette notion de voie de fait, largement utilisée par les tribunaux, a reçu une approbation unanime. Si elle a ses adeptes, elle a aussi ses adversaires. Ceux-ci, il est vrai, ne peuvent méconnaître la place de choix réservée par la jurisprudence à la voie de fait, mais ils se replient sur le défaut d'utilité, de nécessité ou d'originalité de cette règle. Ils la jugent superflue et soutiennent que les termes employés par les décisions de justice sous le vocable « voie de fait » recouvrent en réalité deux autres idées parfaitement indépendantes et qui se suffisent à elles-mêmes : l'« *emprise* » pour ce qui intéresse les atteintes à la propriété privée immobilière ; et la « *faute personnelle* » de l'auteur de l'acte pour tout le reste des opérations illicites de l'Administration.

(11) Précis de droit administratif.

(12) Manuel élémentaire de droit administratif.

L'un des plus chauds partisans d'un tel système est, sans conteste possible, M. Couzinet, dans son ouvrage d'ailleurs fortement étudié « La réparation « des atteintes portées à la propriété privée immobilière par les groupements administratifs » (Paris 1928).

On y lit notamment cette affirmation vigoureuse (p. 247) : « Nous ne saurions donc admettre « la théorie de la voie de fait et nous ne saurions « en conséquence la considérer comme étant le fondement ou l'explication juridique de la compétence des tribunaux judiciaires (M. Couzinet n'examine en effet que les questions de compétence) « en matière d'emprises sur la propriété privée « immobilière. »

M. Desgranges s'est, au contraire, dans son ouvrage précité, attaché à justifier la voie de fait comme notion indispensable que nulle autre ne remplace exactement et comme concept original ayant une existence propre.

Sa démonstration fortement étayée est des plus intéressantes. Elle comporte une refutation victorieuse des objections adverses et s'avère en définitive convaincante.

Au reste, M. Desgranges ne limite pas son effort à cette besogne pour ainsi dire négative, il fait œuvre constructive et présente une synthèse heureuse de la voie de fait telle qu'elle apparaît aujourd'hui à la clarté de la jurisprudence et de la doctrine.

C'est une notion, nous fait valoir cet auteur, qui pénètre non seulement le contentieux de l'indemnité, mais encore le contentieux de l'annulation.

Dans le premier, la voie de fait apparaîtra comme « l'action matérielle qui a perdu la nature

« administrative par violation objective de la légalité ».

Il pourra s'agir d'une action matérielle accomplie par un administrateur non investi de fonctions régulières ou des pouvoirs nécessaires et qui par ailleurs ne peut être considéré comme un fonctionnaire de fait.

Ce peut être aussi le cas où l'action matérielle est interdite à l'Administration elle-même.

Si l'on pénètre maintenant dans le contentieux de l'annulation, l'on s'aperçoit que dans la *décision* même d'un administrateur peut résider une *voie de fait*. Le grand critérium paraît bien être l'*inexistence de l'acte apparemment administratif*.

Laferrière, Duguit, Hauriou, nous l'avons noté, ont nettement posé le problème de la *voie de fait* sur ce terrain là.

L'exécution d'un acte administratif inexistant, précise M. Desgranges (pp. 128 et s.), est une *voie de fait*.

Une simple décision peut d'ailleurs revêtir le même caractère. Ce sera le cas pour la classe des décisions dites « *décisions exécutoires* » du fait qu'elles portent en elles-mêmes leur exécution, si ces décisions exécutoires inexistantes causent un dommage.

Mais quelles seront les hypothèses de décisions administratives inexistantes ?

Sans qu'il nous soit possible de donner d'exemples concrets, ce qui nous entraînerait trop loin dans un sujet qui n'appelle pas de développements aussi longs sur ce point, empruntons cependant à la jurisprudence, avec M. Desgranges, des catégories-types.

Réaliseront notamment des voies de fait :

1°) l'acte d'une personne qu'il est impossible de considérer comme autorité administrative.

2°) l'acte non voulu par l'administrateur ou fait en violation des formalités substantielles.

3°) l'acte administratif dont l'objet est de la compétence de l'Administration ou qui, de la compétence exclusive d'une autorité, est accomplie par une autre.

Notons au surplus que, maintenant tout au moins, la jurisprudence ne prononce pas l'annulation des décisions inexistantes, elle se contente de constater cette inexistence en les déclarant *nulles et de nul effet* : ce qui paraît tout à fait juridique.

Cette théorie de la voie de fait, notion utile et originale, M. Desgranges l'explique et la justifie par l'idée de *compétence liée*. La compétence (13) de l'Administration est liée, c'est-à-dire qu'elle n'est pas universelle et discrétionnaire. L'Administration n'est pas libre d'agir à sa guise. Ses différents rouages ne peuvent se mouvoir que dans le cadre et les limites que leur trace la législation.

Et c'est ainsi que notre auteur en arrive à la définition qu'il propose de la voie de fait en droit administratif (p. 234).

C'est l'action matérielle, ou « la décision-exécution inexistante, accomplie sans pouvoirs, soit parce que l'auteur n'est pas agent administratif, soit parce qu'elle était interdite à l'Administration en l'absence d'actes ou de faits légalement indis-

(13) « Compétence » est ici, selon nous, synonyme de capacité, de pouvoir d'action.

« pensables pour qu'elle ait la nature administrative. »

Un mot maintenant des conséquences de la voie de fait ainsi définie.

En ce qui concerne la *compétence*, les juridictions qualifiées pour apprécier ces suites préjudiciables de toute voie de fait, sont traditionnellement les *tribunaux de l'ordre judiciaire*. En présence des irrégularités commises, on ne peut pas considérer que l'Administration soit en jeu, et que par conséquent ce soient les juridictions administratives qui connaissent de ces litiges.

Au surplus, il pourra s'agir d'emprise sur une propriété immobilière. D'aucuns, parmi lesquels figure M. Couzinet (op. cit.), ont voulu faire de cette idée d'emprise une notion indépendante ayant une existence propre ; nous pensons plutôt avec M. Desgranges (14) qu'il s'agit là d'une variété de voie de fait, d'une *espèce* particulière du *genre* voie de fait.

La jurisprudence a d'ailleurs fréquemment parlé de voie de fait *par* emprise. Pour ne citer que deux exemples empruntés à notre matière spéciale de l'implantation des pylônes électriques, les arrêts Béziat contre Société Nord Lumière (Cass. Civ., 3 Avril 1935), Société Normande de Gaz et d'Electricité contre Paulmier (Cass. Req., 3 Mars 1936) (D.P. 1937.1.17 et s.) répètent avec une similitude parfaite : « cette emprise illégale sur une propriété privée revêtait le caractère d'une voie de fait ».

Or, chaque fois qu'un droit de propriété est en question, les juridictions toutes désignées pour connaître de la difficulté sont les tribunaux de l'ordre judiciaire, gardiens naturels de la propriété privée.

(14) Op. cit., p. 87.

(Dalloz, Répertoire pratique, V^o compétence administrative, N^{os} 136 et s. ; Hauriou : Précis de droit administratif, 12^e édition, page 347, note 2^o.)

Quant aux *règles de fond*, on pourra envisager la réparation par *équivalent*, sous la forme d'une indemnisation pécuniaire, et ce tant contre l'auteur même de la voie de fait que contre la personne morale administrative dont il dépend.

Mais ne pourra-t-on pas songer également à la réparation en *nature* ? Sans doute l'autorité judiciaire compétente sur le fond peut ordonner la cessation de la voie de fait ; mais peut-elle également ordonner la remise dans l'état antérieur ? Question *a priori* plus délicate, tout au moins quand on devra regarder les travaux comme des travaux publics ; à raison du principe de la séparation des autorités administrative et judiciaire.

! *
* *

Nous sommes loin, va-t-on penser, perdu au sein de savantes conceptions doctrinales, de l'objet spécial de notre étude et de notre matière apparemment plus simple ? Ce serait une erreur de le croire, car ces principes d'application plus générale vont trouver leur place et leur emploi dans la détermination et le fonctionnement des règles qui régissent l'établissement des lignes électriques, singulièrement sur la question des sanctions qui doivent intervenir lorsque des irrégularités ont été commises.

Nombreuses sont en effet les décisions qui font état de la « voie de fait ». L'expression revient à chaque instant sous la plume des rédacteurs des décisions de justice. Y a-t-il lieu de s'en étonner ? Non sans doute et voici pourquoi.

Nous avons raisonné jusqu'ici avec les notions d'*administration* et d'*administrateur*. Or, le distributeur d'énergie électrique est, dans le sens générique du terme tel que nous l'avons employé, un administrateur.

Si la distribution d'électricité est organisée en régie par la collectivité administrative elle-même utilisant ses propres moyens : personnel et matériel, la proposition se justifie d'elle-même, puisque l'on se trouve en présence d'une personne morale administrative.

Mais il en est de même lorsque le distributeur d'énergie est un entrepreneur de travaux dont l'activité n'est pas exclusivement consacrée à la chose publique. En effet, en tant que distributeur, il collabore momentanément à un service public : il est l'auxiliaire de l'Administration.

Ce principe posé, les conséquences s'en déduisent logiquement.

Comme tous les administrateurs, le distributeur d'énergie voit sa compétence liée par la règle supérieure : la loi ou les règlements. Il lui faut respecter le « principe de légalité ». Il ne peut s'évader du cercle législatif qui l'entoure, sous peine de se rendre coupable d'une irrégularité, de perpétrer une voie de fait.

Nous verrons en détail, à la lumière des décisions judiciaires et au fur et à mesure que nous examinerons celles-ci, comment fonctionne en pratique, dans ce domaine spécial de l'établissement des lignes électriques, la théorie générale de la voie de fait.

Mais, dès maintenant et d'un coup d'œil, nous pouvons entrevoir son champ d'action.

La voie de fait, on l'imagine assez bien, peut se réaliser ici par *action matérielle*, elle peut aussi,

suivant les règles habituelles, résulter de *décisions administratives*. En bref, elle intéresse tout à la fois, ainsi que nous avons pu l'observer lors de notre exposé d'ensemble; le contentieux de l'indemnité et celui de l'annulation.

L'action matérielle, là comme ailleurs, peut ne pas être assortie des garanties voulues par la loi dans l'intérêt des simples particuliers; elle peut manquer des conditions imposées à son exercice. Ce sera donc la voie de fait.

C'est ainsi par exemple que l'on pourra rencontrer ce que M. Desgranges (15) appelle l'Administrateur « *non investi* ».

Un entrepreneur de travaux publics veut pénétrer sur un terrain privé pour y édifier ses ouvrages à la faveur des servitudes de l'article 12 de la loi du 15 Juin 1906. Mais il n'est pas bénéficiaire d'un contrat de concession, ou cette concession n'est pas déclarée d'utilité publique, ou bien encore complétée par le régime de la subvention.

Notre installateur manque de la qualité légale, faute d'être régulièrement investi. Son action matérielle est une voie de fait.

Autre espèce de voie de fait. Par hypothèse, le distributeur d'énergie électrique a qualité pour agir et imposer la servitude qui nous occupe. Mais il ne peut le faire qu'au prix des formalités administratives que réglemente le texte législatif. Il néglige de remplir ces obligations. C'est alors, suivant l'expression d'Hauriou, la voie de fait par « manque de procédure ».

A cet égard d'ailleurs, et en serrant la question

(15) Op. cit., p. 187.

de plus près, on peut voir là une application de l'idée de « catégorie » chère à M. Moreau.

Le constructeur de la ligne a choisi la « catégorie » « servitude ». Il doit se conformer à ce « moule préformé ». Il lui faut nécessairement remplir les conditions mises à l'exercice de son droit. Autrement, il déborde le cadre dans lequel il s'est volontairement enfermé. Il commet une voie de fait.

Il pouvait en effet opter pour la « catégorie » « expropriation pour cause d'utilité publique » qui lui aurait donné plus d'aisance, mais à des conditions plus onéreuses. Il ne peut prétendre aux avantages de cette « catégorie » en ne subissant que les ennuis et les charges de la « catégorie » inférieure.

On peut encore imaginer un autre genre de voie de fait. Celui-ci nous ramène au contentieux de l'annulation.

La servitude d'aménagement de canalisations et supports, prévue par l'article 12, § 3, de la loi du 15 Juin 1906, ne peut atteindre que les terrains privés qui ne sont pas bâtis ou fermés de murs ou autres clôtures équivalentes. Une parcelle de terre de cette nature a été, nous le supposons, frappée à tort de cette servitude au mépris du texte légal. Il y a voie de fait par « manque de droit » suivant l'expression d'Hauriou ; ou pour reprendre la formule de M. Desgranges (16) « l'acte administratif (arrêté « préfectoral) qui a ordonné cette mesure est « inexistant », car son objet n'est pas de la compétence de l'Administration ».

Le vice qui frappe d'inexistence la décision administrative est source de voie de fait.

(16) Op. cit., p. 116.

Il s'agira donc d'un ordre ou d'une autorisation sans vie qu'il suffira aux tribunaux judiciaires, valablement saisis, d'ignorer.

Poursuivant plus avant notre aperçu d'ensemble sur la pénétration de l'idée de voie de fait dans le domaine des distributions d'énergie, nous sommes tout naturellement conduits à l'observation suivante. Du fait que c'est la propriété immobilière qui la plupart du temps, pour ne pas dire toujours, sera atteinte, c'est surtout de l'« *emprise* » que l'on parlera. Notion indépendante ou variété de la voie de fait, comme semble bien l'admettre la jurisprudence en cette matière, son rôle, quoi qu'il en soit, apparaît ici capital.

Il n'est pas jusqu'à tel autre aspect du problème de la voie de fait qu'illustre la question des installations électriques. Nous voulons désigner la *régularisation rétroactive des irrégularités originaires*. M. Desgranges pose dans son ouvrage (p. 292) l'interrogation suivante : « L'action dénaturée peut-elle « être rétroactivement validée ? ». C'est bien de la même préoccupation que se trouveront saisis les juges chargés de dire s'il est possible de tenir état des remèdes apportés aux déficiences antérieurement commises et qui, de ce fait, se trouvent en quelque sorte couvertes.

Ainsi donc, et il nous sera donné de l'observer en détail, la voie de fait a une large place dans le contentieux des distributions d'énergie électrique.

C'est l'avis des spécialistes qui ont écrit sur le sujet.

« Si la propriété, dit M. Mestre (note au recueil

« Sirey, 1924.1.290, 291) est atteinte matérielle-
« ment dans des conditions telles que le proprié-
« taire soit irrégulièrement dépouillé d'éléments qui
« sont attribués au concessionnaire, il y a dépos-
« session, et les tribunaux judiciaires, gardiens de
« la propriété privée, deviennent compétents.
« (Cons. État, 17 Février 1915, Rec. Sirey 1921.3.
« 30.) *C'est une hypothèse de voie de fait.* C'est
« ainsi que l'acte du concessionnaire qui installe un
« pylône dans un terrain clos, malgré les disposi-
« tions de l'article 12 de la loi du 15 Juin 1906,
« commet une véritable agression contre la pro-
« priété, par le fait de laquelle le particulier perd
« la possibilité matérielle d'user de l'emplacement
« sur lequel la compagnie s'est installée. En pareil
« cas, la compétence des tribunaux judiciaires n'est
« pas douteuse. »

Et de son côté, M. *Blaevoet*, dans son ouvrage
« *Atteintes à la propriété, à raison des travaux*
« *publics* », p. 181 et suiv., de remarquer : « Il y
« a *voie de fait* chaque fois que l'Administration ou
« son délégué agit en dehors de tout droit ou des
« conditions mises à l'exercice de son droit. »

Il y a en effet mainmise illégitime de l'Admi-
nistration. Celle-ci usurpe des droits qu'elle n'a pas
à l'encontre du propriétaire injustement spolié. Si
elle possède des prérogatives exorbitantes du droit
commun, elle ne peut les utiliser qu'à certaines con-
ditions. Faute de les remplir, elle méconnaît ses
obligations : elle agit illégalement.

Quelles vont être les *conséquences* de l'appli-
cation en notre matière de la voie de fait adminis-
trative ? On aperçoit aisément ce qu'exigerait la lo-
gique. Mais une autre idée que l'idée de voie de fait

n'intervient-elle pas ici pour contrecarrer l'effet de déductions implacables et dès lors trop rigoureuses ?

En premier lieu, aucune raison en principe de porter atteinte à la règle habituellement suivie de la *compétence des tribunaux judiciaires*.

En second lieu et *quant au fond*, la victime de la voie de fait pourra songer à la réparation par équivalent sous la forme de dommages-intérêts. Elle pourra envisager également la réparation en nature avec la cessation de la voie de fait, précisons : la suspension des travaux s'il en est encore temps. On pourra également entrevoir la remise en l'état antérieur, soit donc l'enlèvement des ouvrages indûment établis.

Mais ici intervient un facteur dont on ne peut négliger l'importance : c'est d'idée de *travail public*. Il réfléchira nécessairement et sur la compétence et sur le fond du droit, et nous le verrons visiblement influencer les juges chargés du soin de statuer sur les sanctions à appliquer au distributeur d'énergie électrique en faute.

*
* *

En effet, les travaux d'installation d'une ligne électrique par un concessionnaire déclaré ou non d'utilité publique, en vue de fournir l'énergie électrique à un ensemble d'individus pouvant constituer ce qu'en droit administratif on appelle un public, sont des *travaux publics*. Il s'agit bien là en effet, suivant la formule généralement admise de nos jours, après l'arrêt *Commune de Monségur* (17)

(17) Conseil d'Etat, 10 Juin 1921. D.P. 1922.3.26.

pour définir les travaux publics : de travaux effectués pour le compte d'une personne administrative : le concédant ; et dans un but d'utilité générale (18) : la distribution publique de l'énergie.

C'est d'ailleurs une notion consacrée par une jurisprudence fort nette et notamment par plusieurs décisions de la Cour Suprême (Dans ce sens : Cass. Civ., 25 Avril 1923, État et Desauty contre Époux Pellé ; 3 Décembre 1923 ; Société Est-Électrique contre Bardin, Dalloz périodique 1926.1.63, Sirey 1924.1.293 ; Civ. 26 Décembre 1927, Dalloz hebdomadaire 1928.65). Plus récemment la Cour de Cassation a de nouveau affirmé le même principe (Cass. Civ., 11 Janvier 1937, Gazette du Palais 1937.1.535). Les travaux exécutés pour la distribution de l'énergie électrique par la compagnie concessionnaire d'une commune, a-t-elle décidé dans cette espèce, opposant la Société Montalbanaise d'Électricité à des sieurs Héritier et Berjeault et à la Compagnie d'Assurances La Flandre, ont le caractère de travaux publics, qu'il en est même ainsi, est-il précisé, pour des branchements particuliers qui forment le complément de la conduite principale à laquelle ils sont reliés, et dont ils sont l'accessoire. L'on peut encore à ce sujet citer un arrêt du Conseil d'État (Cons. État, 22 Juillet 1936, Dalloz périodique 1936.3.63) qui a décidé que constitue une distribution au

(18) Principe récemment encore affirmé par la Chambre des Requêtes de la Cour de Cassation (25 Mars 1935. Régie du Syndicat intercommunal d'électricité de Seyssel (Haute-Savoie) contre Cournet. D.P.1937.1.24. Recueil Sirey 1935.1.225). En l'espèce, l'autorité judiciaire était compétente pour ordonner la destruction des ouvrages, car, même soumis à l'agrément préalable de l'Administration, le travail exécuté ne cessait pas d'être un travail privé car il était réalisé dans l'intérêt exclusif d'un particulier.

public, au regard de l'article 3 de la loi du 27 Février 1925, la distribution de l'énergie électrique dans les rues et dans les habitations d'une cité ouvrière aménagée par un industriel.

Or, les travaux publics ne cessent pas d'être tels en dépit de l'inaccomplissement des formalités dont normalement ils doivent être assortis : le caractère de travail public dépendant de l'objet et de la destination du travail et non point de l'accomplissement des formalités qui doivent l'accompagner.

Par ailleurs, l'une des règles les mieux assises du régime des travaux publics est le principe de l'« *intangibilité de l'ouvrage public* », aux termes duquel le travail public est quelque chose de définitif, quelles que soient les conditions dans lesquelles il a été établi : que ce soit régulièrement ou non, il importe qu'il subsiste. L'Administration agissant dans un but collectif, par elle-même ou par les délégués qu'elle se substitue, utilise des droits exceptionnels qui lui sont propres et qui priment les intérêts particuliers : des droits devant lesquels doivent fléchir les règles du droit commun.

Dans cette thèse, au nom du principe de la séparation des pouvoirs, les tribunaux de l'ordre judiciaire sont incompétents pour ordonner la suppression de travaux publics déjà exécutés. Mais, qui plus est, et donne à la règle toute sa force, les tribunaux administratifs eux-mêmes ne se reconnaissent pas semblable pouvoir ; de telles décisions rentrant dans le domaine exclusif de l'administration active (Cfr. notamment Répertoire Général alphabétique du Droit Français de Fuzier-Hermann et Carpentier, V° Travaux Publics (dommages résultant des), N°s 353 et suivants, plus spécialement les numéros 360 et 360 bis et les nombreuses références citées ; parmi celles-ci Cons. État, 26 Janvier 1894, Lebreton (S.

et P. 96.3.3), Tribunal des Conflits, 1^{er} Août 1896 (Lebon Chronologique, p. 637) ; et au supplément du même ouvrage Eod. V^o (1936) Travaux Publics (dommages résultant de), N^o 361 bis, et les ouvrages cités de MM. Hauriou, Appleton et Blaevoet).

*
* *

Travail public et voie de fait, telles sont les deux règles de droit qui s'affrontent nécessairement en notre matière et plus spécialement sur la question de l'enlèvement des pylônes mal plantés, dans un conflit qui sera plus ou moins aigu suivant les cas et le genre des irrégularités commises.

L'idée de travail public traduit la prééminence de l'Administration sur les simples particuliers. La théorie de la voie de fait, par contre, vise à la garantie des droits des particuliers et constitue leur sauvegarde contre les emprises inconsidérées et illégales de l'Administration.

Dans l'examen auquel nous arrivons de la jurisprudence spéciale à cette partie de notre étude, nous ne manquerons pas de relever l'opposition de ces deux tendances que nous avons tenu à souligner dans cette vue d'ensemble, et de constater l'influence diversement exercée par ces deux courants d'opinion.

Nous allons découvrir la mise en œuvre de ces deux principes antinomiques et les voir réagir tant sur la compétence que sur le fond des litiges nés en notre matière.

Ils jouent un rôle primordial dans la solution de ce problème qui consiste à rechercher, au cas où le distributeur n'a pas agi selon la loi, si le propriétaire troublé peut prétendre droit à des dommages-intérêts, à la suspension des travaux, ou même

à l'enlèvement des ouvrages, puisqu'aussi bien tels sont les trois ordres de sanctions qu'on peut imaginer à l'égard de cette exécution vicieuse d'ouvrages, destinés à la satisfaction d'intérêts généraux ou publics.

Ces trois questions : dommages-intérêts, suspension des travaux, enlèvement des ouvrages, feront l'objet des trois chapitres qui vont suivre.

Dans un quatrième chapitre (chapitre V), nous rechercherons quel peut être l'effet de la réparation des irrégularités originaires et de la mise en circuit de la ligne incorrectement établie.

Dans un cinquième enfin (chapitre VI), qui clora cette seconde partie, nous nous demanderons, question qui suscite une controverse, quelle est la nature exacte des travaux d'aménagement des lignes électriques. Tout en étant des travaux publics, sont-ils des travaux publics ordinaires ? Sont-il des travaux publics de nature spéciale ?

CHAPITRE II

LES DOMMAGES-INTÉRÊTS

La première sanction dont le propriétaire irrégulièrement atteint peut revendiquer l'application est la réparation, sous la forme ordinaire des dommages-intérêts, du préjudice que lui occasionne la faute du distributeur coupable d'un véritable délit civil ou simplement d'un quasi-délit, mais dans un cas comme dans l'autre chargé d'une responsabilité civile.

Cette règle est incontestable et d'ailleurs consacrée par tout un ensemble de décisions de jurisprudence. L'examen qui va suivre suffira pour nous en convaincre.

Il est du reste intéressant de constater que plusieurs juridictions, saisies tout à la fois de demandes d'enlèvement d'ouvrages irrégulièrement implantés et de dommages-intérêts, ont refusé, pour des raisons diverses, les unes par esprit de bienveillance, les autres pour des motifs colorés de droit, d'accueillir le premier chef de requête mais ont cependant alloué des dommages-intérêts.

Pour ne citer que quelques exemples, et respectant l'ordre chronologique dans lequel ces décisions sont intervenues, voici tout d'abord un jugement rendu le 24 Mai 1927 par le Tribunal Civil de Vesoul (Dalloz Périodique 1930.2.137, 1^{re} espèce).

Il s'agissait du placement d'un potelet exécuté par un distributeur qui ne bénéficiait pas d'une déclaration d'utilité publique et sans qu'aient été accomplies les formalités préalables de l'enquête, de la notification aux intéressés et de l'approbation de détail du tracé par l'autorité préfectorale. Le Tribunal de Vesoul a constaté la voie de fait contre la propriété du demandeur et tout en refusant d'ordonner la suppression des ouvrages également sollicitée, pour des motifs sur lesquels nous reviendrons, elle a considéré par contre que le principe de dommages-intérêts était légitime. La Société installatrice a été condamnée aux dépens de l'instance, à titre de dommages-intérêts.

Le Tribunal Civil de Montluçon a été saisi d'une question semblable. Il l'a solutionnée le 18 Janvier 1929 (Dalloz Périodique 1930.2.137, 2^e espèce). Ici, la Société d'Électrification était bénéficiaire d'une subvention de plus de 10 % d'une collectivité administrative et, dans le cadre de l'article 298 de la loi de Juillet 1925, elle pouvait valablement exercer les servitudes de l'article 12 de la loi du 15 Juin 1906. Mais : absence de formalités préalables. Le Tribunal de Montluçon se déclare incompétent pour allouer des dommages-intérêts en même temps que pour ordonner la suppression des travaux qui était également réclamée. Le motif d'incompétence est tiré de la nature de travaux publics des supports implantés malgré l'inobservation des formalités et la raison que « les tribunaux judiciaires sont incompétents lorsque la faute génératrice du dommage à réparer se rattache d'une manière indivisible, comme dans le cas, à l'exécution du travail public ».

Sur appel de cette décision, la Cour de Riom

(arrêt du 8 Juillet 1930) (1) n'a pas suivi les premiers juges dans leur décision d'incompétence, en faisant d'ailleurs la distinction annoncée et que nous reverrons entre les deux chefs de la demande : celui qui tendait à l'allocation de dommages-intérêts et celui qui avait pour objet d'obtenir la suppression des ouvrages. Ce dernier n'a pas été retenu, mais à raison de la voie de fait néanmoins commise, justifiant la compétence judiciaire, le propriétaire s'est vu attribuer la somme de 1.000 francs à titre de dommages-intérêts, avec intérêts de droit, la Société distributrice étant en outre condamnée en tous les dépens de première instance et d'appel, en tant que de besoin à titre de supplément de dommages-intérêts.

Dès 1930, nous possédons en notre matière, sur le point spécial qui nous occupe actuellement, une décision de la Cour Suprême. C'est un arrêt rendu le 4 Novembre 1930 par la Chambre des Requêtes dans une affaire qui opposait la Société des Forces Motrices du Vercors à la Commune de Parizet et à divers propriétaires de celle-ci (2).

L'implantation des pylônes avait été effectuée par une Société distributrice bénéficiant d'une concession déclarée d'utilité publique ; une grande partie des formalités préliminaires était effectuée, mais l'arrêté préfectoral d'approbation du tracé n'était pas rendu.

Plusieurs propriétaires de Parizet et la commune elle-même, sur les propriétés desquelles les sup-

(1) (Gazette du Palais, numéro du 26 août 1930 et Rec. Gaz. Pal. 1930.2.258. Dalloz, Recueil Périodique 1931.1.31).

(2) (Gazette du Palais Numéro du 25 novembre 1930. Recueil Gazette du Palais 1930.2.661. Dalloz Hebdomadaire 1930. page 137. Dalloz Périodique 1931.1.77. Rec. Sirey 1931.1.28).

ports avaient été établis, obtinrent de la Cour d'Appel de Grenoble, confirmant une ordonnance du juge des référés, la nomination d'un expert ayant pour mission de décrire les travaux exécutés et de constater les dégâts causés par l'aménagement de la ligne. La mesure d'instruction ainsi sollicitée et ordonnée constituait à l'évidence le prélude certain d'une action au fond en paiement de dommages-intérêts ; peut-être même, avait-elle l'objectif plus hardi de viser à la destruction des ouvrages.

La Société défenderesse éleva une exception d'incompétence qui fut rejetée par les juges du fait.

La Cour de Cassation approuva et rendit un arrêt de rejet.

Il y avait bien, décide la Cour Suprême : « une atteinte aux droits de la propriété ». La conséquence en est que cette atteinte relève des tribunaux judiciaires. On peut ajouter que si les tribunaux judiciaires sont compétents parce qu'il y a atteinte à la propriété, c'est à dire « voie de fait », celle-ci recevra sa sanction et la première une indemnité réparatrice.

Nous ne mentionnerons qu'à titre documentaire un jugement du Tribunal Civil de Nice en date du 28 Janvier 1931 (Dalloz Périodique 1931.2.32). Les travaux avaient été accomplis par un entrepreneur sous le régime de la permission de voirie, en dehors donc des dispositions de l'article 12 de la loi de 1906 et sans déclaration d'utilité publique ; en outre, naturellement, absence des formalités administratives. Les propriétaires troublés se sont vu allouer une indemnité de 2.500 francs.

Et revenons à la jurisprudence de la Cour de Cassation. Dans un nouvel arrêt du 6 Mars 1934 (*Compagnie Nouvelle d'éclairage et de chauffage par le gaz et l'électricité contre dame Veuve de Gui-*

ringaud, Dalloz Hebdomadaire 1934, p. 202, Dalloz Périodique 1937.1.19) le même principe est consacré. La compagnie concessionnaire a fait placer des supports pour fils conducteurs au-dessus des toitures d'immeubles, contrairement au tracé approuvé par l'autorité administrative.

C'est une voie de fait, décide encore la Cour Suprême, portant atteinte à la possession. Les Tribunaux Judiciaires sont compétents. En l'espèce, c'est le Juge de Paix qui avait été saisi en premier ressort d'une action possessoire tendant au déplacement des ouvrages incriminés et à l'allocation de dommages-intérêts. Le Tribunal Civil avait connu de l'appel de la décision du Magistrat cantonal. La Chambre des Requêtes rejette le pourvoi formé contre la sentence du Tribunal Civil.

Cet arrêt de Guiringaud comporte un autre intérêt ; il renferme un autre enseignement. Cet intérêt, cet enseignement découlent de la réponse donnée par la Cour de Cassation à un autre moyen du pourvoi.

Tout en constatant que la voie de fait commise par la compagnie n'avait causé à la plaignante aucun préjudice matériel, le tribunal n'en avait pas moins alloué des dommages-intérêts en relevant « un préjudice de droit ». Mais, objectait donc le pourvoi, une atteinte purement théorique à la propriété ou à la possession ne saurait justifier légalement une condamnation à des dommages-intérêts : il n'y a pas de responsabilité, même en présence d'une faute, s'il n'existe aucun dommage.

Soit ! répond la Cour Suprême, il n'y a pas de dégâts à l'immeuble, donc pas de préjudice matériel ; mais le placement irrégulier des ancrages, relève la décision attaquée, a constitué une atteinte au droit de possession des consorts de Guiringaud ?

Cela suffit. La constatation du trouble apporté au droit de possession justifie la condamnation de l'auteur de ce trouble à des dommages-intérêts envers la personne aux droits de qui il a été porté atteinte.

Ce motif retenu par la Cour de Cassation à l'appui de sa décision de rejet, et qui paraît bien supposer que l'existence d'un véritable préjudice, dans l'acception habituelle du terme, n'est pas nécessaire pour justifier l'allocation de dommages-intérêts, traduit toute la force qui réside dans cette possession maintenue expressément d'ailleurs au profit des propriétaires eux-mêmes frappés des servitudes de l'article 12. Ce texte stipule en effet, on ne saurait l'oublier, que les servitudes qu'il vise « n'entraîneront aucune dépossession ». Ne convient-il pas de noter également que si tel est bien le sens de l'arrêt rendu : qu'il peut y avoir dommages-intérêts sans constatation d'un préjudice c'est, semble-t-il, la première fois que la Cour de Cassation consacre un semblable principe.

A cet ensemble de monuments de jurisprudence, il sied d'adjoindre encore un autre arrêt, rendu le 3 Mars 1936 par la Chambre des Requêtes, dans une espèce *Société Normande de gaz et d'électricité contre Paulmier* (3).

Il nous sera donné d'analyser plus en détail les termes de cette décision et de souligner sa portée en matière d'enlèvement de pylônes électriques mal plantés, mais dès maintenant, dégageons son sens et la contribution qu'elle apporte à cette étude des

(3) Gazette du Palais 1936.1.774.
Dalloz périodique 1937.1.28.

dommages-intérêts : sanction des irrégularités commises par le Distributeur.

Voici quels étaient les faits. Dans le courant de l'année 1930, la Société Normande de gaz et d'électricité, établissant une ligne de distribution électrique, destinée à relier la station centrale de Goulaffre à son centre de distribution de Touques, avait fait implanter par ses agents 19 poteaux pour câbles électriques aériens, dans des herbages appartenant au sieur Paulmier.

La Société Normande n'était qu'en instance de concession lorsque le procès est venu devant le Tribunal de Première Instance. Au surplus, et par la force même des choses, elle n'avait pas accompli les formalités de l'article 12 de la loi de 1906. La Société n'avait pas davantage obtenu d'autorisation du propriétaire.

Par jugement du 9 Juillet 1931, le Tribunal de Pont-l'Évêque, après avoir rejeté l'habituel moyen d'incompétence, tiré de la nature publique des travaux, a ordonné l'enlèvement des poteaux, tel qu'il était demandé et a alloué à Paulmier une somme de 1.000 francs de dommages-intérêts.

Au stade où était parvenue la procédure administrative à suivre en vue de l'exécution des travaux litigieux, ceux-ci, décident les premiers juges, ne pouvaient être considérés comme des travaux publics.

Les agissements du distributeur constituent dès lors incontestablement une voie de fait qu'il appartient à la juridiction civile, gardienne du droit de propriété, d'apprécier et de sanctionner.

Appel devant la Cour de Caen, qui, le 29 Avril 1932, confirme purement et simplement la décision entreprise, bien qu'entre temps la Société appelante ait obtenu du Préfet du Calvados un arrêté de con-

cession ; celle-ci d'ailleurs, malgré les démarches faites, n'était pas, à la date à laquelle la Cour a statué, assortie de la déclaration d'utilité publique.

Emprises illégales, décide donc la Cour d'Appel de Caen. D'où, compétence judiciaire et fondés : l'allocation des dommages-intérêts et l'enlèvement des pylônes incriminés.

Déjà devant la Cour d'Appel, la Société Distributrice semblait avoir fait surtout porter son effort sur la demande de destruction des ouvrages par elle édifiés. C'est en tout cas à cet objet seul qu'elle a limité son pourvoi en cassation dans un moyen unique, critiquant la décision d'enlèvement des pylônes que l'autorité judiciaire aurait été incompétente pour ordonner, la Société Normande ayant obtenu un arrêté de concession pour la construction et l'exploitation du réseau de distribution d'énergie électrique.

Constatons que la demanderesse au pourvoi ne formule aucune objection contre la partie de l'arrêt de la Cour de Caen qui, par confirmation du jugement de première instance, avait alloué des dommages-intérêts.

De ce chef donc, on est en droit de penser que la Société d'Électricité s'est inclinée et a acquiescé. Elle a dissocié ses moyens de défense dans des conditions qui ne sont pas nouvelles pour nous. Il suffit de rappeler l'arrêt du 8 Juillet 1930 de la Cour d'Appel de Riom. Retenons toutefois, pour le moment, de cette attitude que, du côté du distributeur d'énergie lui-même, on a reconnu le principe d'un droit à dommages-intérêts.

Ce distributeur paraît bien avoir sacrifié le passé pour ménager l'avenir. Passant en quelque sorte condamnation pour les événements antérieurs, et concédant, implicitement tout au moins, que

ceux-ci pouvaient bien être considérés comme des « voies de fait » légitimant une réparation sous forme de dommages-intérêts, il invoque aussitôt la situation nouvelle créée par l'arrêté préfectoral de concession pour s'attaquer vigoureusement à la suppression des ouvrages, les vices originaires d'installation étant couverts par une régularisation subséquente.

C'est une thèse que nous aurons l'occasion de revoir et que, dans certains cas, nous l'observerons, la Cour de Cassation elle-même n'a pas banni absolument. Mais ici, la Cour Suprême n'a pas cédé. Elle a, au contraire, rappelé des principes justifiant entièrement l'arrêt entrepris en ce qu'il avait légitimement sanctionné une emprise illégale, en ordonnant l'enlèvement des pylônes irrégulièrement établis. Ce qui est vrai de la suppression des ouvrages, l'est évidemment et à plus forte raison des dommages-intérêts. La partie de l'arrêt de la Cour de Caen qui s'y référait, aurait-elle donc été critiquée que les mêmes raisons auraient suffi pour justifier la même décision.

Citons encore un jugement du Tribunal Civil de Toulouse du 27 Mars 1936 (Gazette du Palais 1936.1.865). Les ouvriers de la Société distributrice ont pénétré sur une propriété clôturée en détruisant la clôture, y ont coupé un arbre centenaire et y ont implanté un pylône destiné à supporter une ligne de transport de force à 60.000 volts. « Voie de fait », relève le jugement, et droit à dommages-intérêts évalués à 2.500 francs, mais ceux-ci ne se rattachent, précise judicieusement le tribunal, qu'à l'atteinte illégitime subie par le propriétaire intéressé. Le préjudice résultant de l'installation elle-même n'est pas pris en considération, sous peine de double emploi, puisque réparation peut en être obtenue

dans le cadre de la loi du 15 Juin 1906 et devant la juridiction spéciale créée à cet effet.

Après cette large incursion dans le champ de la jurisprudence, l'on est en mesure de conclure nettement. Le principe que nous avons posé au début de cet examen se trouve fortement étayé. Il n'est pas douteux que si l'entrepreneur de distribution a agi irrégulièrement, s'il ne s'est pas conformé aux prescriptions législatives, si plus spécialement, prétendant user des servitudes de l'article 12 de la loi du 15 Juin 1906, le terrain assujetti est un terrain clos, ou bien encore si le distributeur n'a pas la qualité requise n'étant pas concessionnaire déclaré d'utilité publique ou subventionné ; ou enfin s'il n'a pas accompli les formalités préliminaires indispensables, la première réparation offerte au propriétaire injustement frappé est l'allocation de dommages-intérêts. C'est bien là, la première sanction de ces actes illicites.

Nous avons vu s'affronter les deux thèses opposées, régulièrement reprises par les Sociétés d'installation et les particuliers contraints de se défendre.

Le débat se situe la plupart du temps sur le terrain de la compétence, mais avec la réaction nécessaire et inéluctable de la compétence sur le fond. Il oppose les notions de travail public et de voie de fait. Cette dernière paraît bien avoir triomphé, car, même dans un but d'intérêt général, les prérogatives exceptionnelles de l'Administration ou de ceux qu'elle se substitue ne peuvent s'étendre au delà des limites légales. Elles ne peuvent jouer qu'assorties des conditions imposées par la loi pour la garantie des droits individuels (4).

(4) A signaler également : Cour d'Appel de Besançon, 10

Nous ne pouvons cependant clore cette partie de notre étude sans formuler la remarque que nous impose un arrêt récent rendu par la Cour de Cassation dans une affaire *Époux Thiébot contre Syndicat intercommunal d'électrification des Pieux* (Cass. Req. 3 Novembre 1937 (5)). Il nous faudra ultérieurement analyser plus en détail cette décision qui apporte un élément nouveau à la solution des problèmes qui nous occupent.

Le reproche fait par les époux Thiébot au Syndicat d'électrification visait le défaut d'accomplissement des formalités préalables. Mais les demandeurs n'introduisirent leur action qu'après que tout eût été mis en règle. L'irrégularité originaire était réparée. Plus, la ligne était approuvée et réceptionnée par l'autorité compétente ; elle fonctionnait. Il ne s'agit plus de faire cesser une voie de fait, mais d'ordonner la suppression d'un travail public, dit la Cour de Cassation, ce qui ressort de la compétence de la juridiction administrative. On peut rattacher cette décision au principe selon lequel l'autorité judiciaire ne peut jamais ordonner la destruction d'un ouvrage public terminé et livré à destination. Mais, va-t-on penser, si la voie de fait a existé, il est à tout le moins normal et légitime que, liquidant le passé, elle soit réprimée et sanctionnée par l'allocation de dommages-intérêts ?

Il n'en a pas été ainsi dans l'affaire Thiébot. L'arrêt avait constaté que la question de dommages-intérêts était intimement liée à la demande de suppression de travaux et formait avec elle un tout indivisible. Qu'incompétente pour juger celle-ci, l'au-

Octobre 1933, Gaz. Pal. 1933.2.896, qui paraît bien avoir statué en matière de dommages-intérêts.

(5) Dalloz Hebdomadaire 1937.585, et Gazette du Palais Rec. 1937.2.919, Dalloz Périodique 1938.1.87, et la note de M. Ch. Bläevoet, Rec. Sirey 1938.1.62.

torité judiciaire l'était également pour juger la première.

Une telle décision est légalement justifiée, estime la Cour Suprême, et elle a rejeté le pourvoi pour le tout. Notons donc présentement, en ce qui concerne notre question des dommages-intérêts, l'importance du moment auquel le propriétaire lésé saisit l'autorité judiciaire.

S'il laisse au distributeur le temps de revenir sur ses erreurs, de couvrir ses irrégularités ; si, mieux encore, les lignes, comme dans l'affaire Thiébot, sont reçues par le service compétent, si le courant circule, de telle sorte qu'on puisse admettre que ces travaux, incontestablement destinés à un service d'utilité générale, se trouvent incorporés à un réseau de distribution d'énergie électrique en plein fonctionnement, dont ils font partie intégrante, la notion de travail public domine. La conséquence en est qu'il n'y a plus de voie de fait.

Si l'on peut dès lors encore entrevoir l'allocation de dommages-intérêts, ce ne seront pas en tout cas les dommages-intérêts réparant un fait illégal. Ces dommages-intérêts ne pourront trouver leur base que dans la loi : il s'agira, ou bien de l'indemnité fixée par le Juge de Paix, pour le cas où le distributeur a agi normalement ; ou des indemnités habituelles pour dommages de travaux publics, que ceux-ci résultent de l'ouvrage lui-même avec la compétence d'attribution du Conseil de Préfecture, ou d'un fait d'exploitation avec la compétence judiciaire.

Il importait de souligner cette réserve sérieuse au droit du particulier de se faire indemniser puisque le temps travaille contre lui et favorise au contraire le distributeur d'énergie électrique, même si celui-ci, à l'origine, a commis des fautes.

CHAPITRE III

LA SUSPENSION DES TRAVAUX

Cet aspect de notre problème des irrégularités commises par le distributeur d'énergie électrique ne soulève pas de difficulté.

L'implantation de pylônes en vue du transport de l'énergie électrique constitue, nous l'avons vu, un travail public. Or, il est de principe en droit commun des travaux publics que le tribunal peut ordonner l'arrêt des travaux d'un ouvrage public en cours d'exécution si celui-ci est construit dans des conditions irrégulières, plus spécialement lorsque la prise de possession de l'immeuble sur lequel le travail est entrepris a été effectuée de façon illégale.

Il n'existe aucune raison de ne pas appliquer à notre cas spécial la règle générale que nous venons de rappeler. Et c'est d'ailleurs ce qu'a jugé la Cour de Cassation, consacrant une doctrine qui paraît bien recevoir une adhésion unanime.

En effet, vidant un procès qui opposait l'État et un sieur *Desauty*, entrepreneur, à des *époux Pellé* (Cass. Civ., 25 Avril 1923, Sirey 1924.1. 292) (2), la Cour de Cassation dénie aux tribunaux judiciaires le pouvoir d'ordonner la suppression de travaux déjà exécutés lorsque les formalités imposées par la loi n'ont pas été remplies ; mais elle spé-

(1) Dalloz Périodique 1926.1.64.

cifie au contraire que ces mêmes tribunaux judiciaires sont compétents pour prononcer sur la discontinuation des travaux ainsi entrepris par l'État ou sur son ordre.

La formalité omise était ici la déclaration d'utilité publique de la ligne à construire qui devait permettre à l'État, usant des dispositions des articles 12, §§ 3 et 4, et 21 de la loi du 15 Juin 1906, d'établir à demeure des supports pour conducteurs aériens d'énergie électrique sur des terrains privés non bâtis et pas fermés de murs ou clôtures équivalentes.

Or, il s'agissait de l'État et de l'inobservation d'une formalité que l'on pouvait estimer *a priori* surabondante. Il est bien à présumer, en effet, que les travaux exécutés par l'État, même s'ils ne sont pas expressément déclarés d'utilité publique, sont conçus et entrepris pour satisfaire la collectivité et donc dans un but d'utilité générale.

Malgré cela, la formalité omise déclenche la sanction de la discontinuation ou suspension des travaux.

On peut donc sans crainte généraliser cette règle. Elle reçoit son application toute naturelle au cas où, au lieu de se trouver en présence de l'État, ou d'une entité administrative quelconque, le propriétaire lésé répond à un entrepreneur qui, tout en étant concessionnaire, peut ne pas bénéficier d'une déclaration d'utilité publique, ou qui peut même n'être pas concessionnaire du tout, et, par conséquent, ne se trouverait être, dans ce dernier cas, qu'une simple personne privée ; dépositaire d'aucune parcelle de puissance publique, si minime soit-elle.

En outre, puisque l'État lui-même n'est pas dispensé de l'accomplissement des formalités qui

lui sont imposées pour l'exercice de ses droits, pourquoi un concessionnaire, les travaux concédés seraient-ils déclarés d'utilité publique, aurait-il une situation plus favorable ? Si le distributeur d'énergie électrique n'a pas obéi aux prescriptions légales, en exécutant ses ouvrages dans les formes régulières, il court le risque de se voir contraint à suspendre ses travaux.

Il en sera de même si le constructeur de la ligne prétend frapper des servitudes légales des terrains qui en sont exempts.

En résumé, et quelque soit l'irrégularité commise, le distributeur d'énergie électrique en faute est exposé à la discontinuation de ses travaux si le propriétaire atteint de façon illicite le requiert des tribunaux compétents, c'est-à-dire les tribunaux de l'ordre judiciaire.

CHAPITRE IV

LA SUPPRESSION DES PYLONES ÉLECTRIQUES IRRÉGULIÈREMENT IMPLANTÉS

Il nous a suffi, pour justifier la suspension des travaux, comme conséquence des irrégularités commises dans l'implantation des pylônes électriques, de faire appel au droit commun des travaux publics. La logique, pensera-t-on, devrait nous conduire à suivre le même guide dans la solution du problème qui consiste à se demander si les pylônes électriques irrégulièrement implantés peuvent être supprimés. S'il en était ainsi, la règle est bien connue, et nous l'avons déjà signalée : l'ouvrage public est intangible, malgré les conditions défectueuses dans lesquelles il a été établi. C'est que, fait-on remarquer, l'Administration aurait toujours le droit de refaire l'ouvrage en opérant régulièrement : il ne servirait donc à rien de procéder à une destruction préalable.

Il est intéressant d'examiner en jurisprudence si cette ligne de conduite a été suivie par les diverses juridictions qui ont eu à solutionner des litiges de cette nature.

Mais, avant de scruter en détail les grands monuments de jurisprudence, constatons dès l'abord que, dans la plupart des cas, le débat a été circonscrit, ou ramené à l'exercice des servitudes spéciales créées au profit du distributeur d'énergie électrique par l'article 12 de la loi du 15 Juin 1906, et que

c'est donc dans le cadre de ces servitudes que la majorité de ces décisions sont intervenues. Sans vouloir déflorer notre sujet, qui mérite une étude attentive, contentons-nous de laisser entrevoir le point final et la règle d'ensemble à laquelle la jurisprudence semble bien s'être arrêtée. Les servitudes sont de droit étroit ; elles ne peuvent être imposées aux particuliers par l'Administration que dans les cas et aux conditions prévus par la loi ; à agir autrement, il y a atteinte illégale qui doit être sanctionnée, au besoin de la façon la plus rigoureuse : l'enlèvement des ouvrages abusivement établis.

Pour la facilité et la clarté de l'exposé qui va suivre, il nous apparaît intéressant et utile de sérier les diverses situations qui peuvent se présenter et de distinguer selon la nature des irrégularités commises.

Nous nous proposons donc d'examiner successivement les trois hypothèses que voici :

1°) Installations sur des parcelles que la loi déclare exemptes de servitudes : terrains clos ou bâtis.

2°) Installations effectuées sans déclaration d'utilité publique ou sans la subvention de l'article 298 de la loi de 1925.

3°) Installations réalisées sans l'observation des formalités préliminaires : notifications, enquête, arrêté préfectoral.

SECTION I

Installations effectuées sur des parcelles de terrain exemptes de servitudes, terrains clos ou bâtis

(Art. 12, § 3, 3°, de la loi du 15 Juin 1906)

§ 1

Aux termes de l'article 12 de la loi de 1906, le concessionnaire, même lorsque la concession a été déclarée d'utilité publique, n'a pas le droit d'établir des supports sur des terrains privés bâtis ou qui sont fermés de murs ou autres clôtures équivalentes.

Si cette prescription légale a été méconnue, quelle suite cette transgression entraîne-t-elle ? Les pylônes ainsi aménagés peuvent-ils être détruits sur l'ordre de la juridiction de qui cette mesure radicale est réclamée ?

Une première décision de la Cour de Cassation laisse entrevoir et annonce l'opinion professée par cette haute juridiction, et que fixera plus explicitement sa jurisprudence postérieure.

Nous faisons allusion à l'arrêt *État et Desauty contre Époux Pellé* déjà cité (Cass. Civ., 25 Avril 1923, Rec. Sirey 1924.1.289, et Dalloz 1926.1.64).

Rappelons les faits. Un entrepreneur, agissant pour le compte de l'État, avait fait couper des haies et élever des pylônes sur un terrain privé, sans déclaration préalable d'utilité publique et sans le consentement des propriétaires des parcelles.

Ceux-ci l'assignèrent en référé pour obtenir la suppression des travaux et le rétablissement des lieux en leur état primitif. Le juge des référés leur donna satisfaction. La Cour d'Appel d'Amiens con-

firma cette décision, motif pris de ce que les travaux exécutés n'avaient pas fait l'objet d'une déclaration d'utilité publique par une loi ou un décret ; mais elle ne trancha pas le point de savoir si les terrains intéressés étaient clos ou non.

La Cour de Cassation lui en fait le reproche : « Attendu », décide-t-elle, « que l'arrêt attaqué, « sans s'expliquer sur les allégations de l'État et de « Desauty, et sans rechercher d'autre part si le terrain des époux Pellé était fermé par des murs ou « des clôtures équivalentes, a cependant ordonné « l'enlèvement des pylônes et le rétablissement des « lieux par le motif que l'État n'avait pas rempli « les formalités exigées, ou tout au moins n'avait « pas été autorisé, par une loi ou par un décret. « Attendu qu'en statuant ainsi, il a excédé la compétence judiciaire et par suite violé le texte ci-dessus visé » ; et elle casse l'arrêt entrepris.

Il paraît bien résulter de cette décision que si, sans s'arrêter à l'observation ou à l'inobservation des formalités préalables à l'exécution des travaux, sans rechercher notamment si l'entrepreneur de l'État avait obtenu la déclaration d'utilité publique qui lui était nécessaire, les juges du fait s'étaient plutôt attachés à préciser si, en réalité, les terrains litigieux étaient clos ou bâtis et si, dès lors, ils se trouvaient susceptibles d'être frappés des servitudes de l'article 12, § 3, de la loi du 15 Juin 1906, ils auraient été compétents pour statuer, et la suppression des travaux aurait pu être ordonnée.

La Cour Suprême fait en somme grief à l'arrêt qu'elle censure d'avoir négligé le côté principal du problème au profit d'un point de vue secondaire, l'empêchant ainsi elle-même, Cour de Cassation, d'exercer son contrôle.

De cela, on peut donc inférer ce que pense la Cour de Cassation et pressentir la doctrine que nous trouverons émise, un peu plus tard, dans des conditions de clarté et de précision ne souffrant aucun doute. Cette doctrine enseigne que les servitudes légales sont de droit étroit et d'application stricte ; elles ne peuvent exister que dans les cas limitativement fixés par les textes : plus particulièrement seules peuvent être frappées de ces charges exceptionnelles les parcelles de terre rentrant dans les catégories spéciales prévues par la loi.

C'est d'ailleurs cette conception que retient au passage la Cour d'Appel de Riom (arrêt du 8 Juillet 1930 déjà cité) (1).

Tout en refusant d'ordonner la suppression des travaux effectués par la Compagnie d'Électrification, pour cause d'omission de formalités, elle a soin de préciser que le terrain assujetti n'est pas clôturé.

« Attendu que s'agissant de supports et de « ligne aérienne établis sur un terrain privé, *non* « *clôturé*, il n'appartient pas à l'Autorité Judiciaire « d'en prescrire la démolition ou l'enlèvement. » *A contrario*, peut-on penser logiquement, si la parcelle de terrain avait été close, la Cour d'Appel de Riom se serait reconnu le pouvoir qu'elle se refusait dans l'hypothèse inverse.

Ainsi que l'observe à juste titre le rédacteur de la note qui figure en suite de cet arrêt à la Gazette du Palais (N° du 26 Août 1930, et Rec. Gazette du Palais 1930.2.259), l'autorité judiciaire serait compétente pour prescrire la suppression ou l'enlève-

(1) Supra page 105.

ment des ouvrages si « les pylônes avaient été établis sur un terrain privé clôturé. La violation du « droit de propriété serait alors trop grave et trop « flagrante, puisque, en aucun cas, le concessionnaire n'aurait pu réaliser l'ouvrage contre le gré « du propriétaire, sans recourir à la procédure de « l'expropriation pour cause d'utilité publique ».

Telle est bien d'ailleurs la manière de voir de la Cour Suprême, manifestée, ainsi que nous l'avons annoncé, sans ambiguïté possible. C'est à l'arrêt *Béziat contre Société Nord-Lumière* (Cass. Civ., 3 Avril 1935) (2) que nous faisons appel.

Un sieur Béziat se plaignait de ce que la Société Nord-Lumière eût implanté, sur sa propriété, trois pylônes destinés à supporter des fils conducteurs d'un courant électrique à haute tension, sans son autorisation, et alors que la Société ne justifiait pas d'une déclaration d'utilité publique, et que, mieux, les terrains étaient en état de clôture.

Béziat demandait donc que la voie de fait, dont sa propriété était l'objet, soit sanctionnée par la suppression des ouvrages indûment établis.

En appel, la Cour de Paris se déclara incompétente en jugeant qu'il s'agissait là de travaux publics dont le contentieux ne pouvait appartenir qu'aux seuls tribunaux administratifs.

La Cour de Cassation, bien que saisie d'une seule question de compétence, rappelle un premier principe de fond, qui est le droit pour les tribunaux judiciaires « d'ordonner, s'il échet, l'enlèvement de fils ou supports de lignes conductrices « de l'électricité, établis sur les fonds des particu-

(2) Gazette du Palais, N° du 22 Mai 1935, Rec. Gaz. Pal. 1935.1.902, Dalloz Périodique 1937.1.24.

« liers en dehors des cas de servitudes légales
« créées par l'article 12 de la loi du 15 Juin 1906 ».

Puis, réfutant l'objection de travail public retenue par l'arrêt qui lui est déféré, elle définit, dans les termes suivants, la « voie de fait » contrmise :
« Mais, attendu qu'en admettant que l'affirmation
« de l'arrêt, relative au caractère public de l'ou-
« vrage envisagé, puisse échapper aux critiques
« formulées sous les 2° et 3° moyens, ce caractère
« public ne suffit pas à le faire bénéficier des ser-
« vitudes que l'article 12 de la loi du 15 Juin 1906
« ne confère que sous la condition *d'une déclara-*
« *tion préalable d'utilité publique*, et sur les seuls
« *fonds non enclos de murs ou clôtures équivalen-*
« *tes* ; que les deux conditions qui, en rendant lé-
« gale l'emprise de la société sur la propriété du
« demandeur, auraient pu le faire échapper à l'ap-
« préciation des tribunaux judiciaires, ne se trou-
« vant pas remplies ou établies, il en résultait né-
« cessairement que cette emprise revêtait le carac-
« tère d'une voie de fait qu'il appartenait à ces seuls
« tribunaux de sanctionner. » D'où il suit que l'ar-
rêt a « fait à tort application en la cause du texte
« ci-dessus visé ».

Cette sentence est nette.

Les servitudes de l'article 12 constituent entre les mains du distributeur d'énergie électrique une arme précieuse, mais il ne peut l'utiliser à sa guise ou à sa fantaisie ; il doit respecter pour son usage les règles impératives et limitatives de la loi même qui l'a créée ; et notamment remplir les deux conditions qui faisaient défaut dans le cas Béziat, la déclaration d'utilité publique et l'absence de clôture. Si ces deux conditions sont réunies, l'emprise de la Société est légitime ; elle est légale. L'une ou l'au-

tre fait-elle défaut ? C'est fatalement la « voie de fait », la mainmise injustifiée, l'appropriation abusive. La Cour de Cassation en déduit la conséquence normale et logique, en réponse à la seule question qui lui était soumise : c'est aux seuls tribunaux de l'ordre judiciaire qu'il appartient de sanctionner la voie de fait ainsi perpétrée.

Mais, allons-nous nous demander, quelle sera la sanction à appliquer ? La Cour de Cassation, uniquement saisie d'une question de compétence, n'a pas eu à se prononcer de façon catégorique ; elle ne le pouvait même pas. Malgré cela, c'est bel et bien une règle de fond qu'énonce le premier motif de l'arrêt, qu'à dessein nous avons reproduit intégralement. Les tribunaux judiciaires peuvent ordonner l'enlèvement des fils ou supports de lignes électriques établis en dehors des cas de servitudes légales créées par l'article 12 de la loi du 15 Juin 1906. Or, nous nous trouvons précisément ici dans un de ces cas ; complétons le syllogisme : l'enlèvement peut être ordonné.

On sait d'ailleurs quel est, en notre matière, le lien intime qui unit la compétence au fond. Si la voie de fait justifie la compétence judiciaire, ce n'est pas sans donner aux tribunaux judiciaires compétents leurs pouvoirs habituels pour réprimer les « voies de fait » et notamment celui de restituer au plaignant, illégitimement atteint dans son droit de propriété, l'objet de cette propriété dans son état original. L'enlèvement de l'ouvrage indûment établi sera donc ordonné.

En bref, l'une des deux conditions nécessaires pour que soit légale l'emprise exercée par le distributeur d'énergie électrique est que le fonds frappé de servitude ne soit « pas enclos de murs ou de clôtures équivalentes ». Si donc cette condition n'est

pas remplie, c'est l'emprise illégale : la voie de fait ; avec sa double conséquence d'attribuer compétence à l'autorité judiciaire et de conférer à celle-ci tous pouvoirs pour faire justice de cette atteinte irrégulière et injustifiée et ce, au besoin, par la voie la plus énergique, la suppression de tout ce qui a été réalisé à tort.

Il nous est bien permis d'invoquer également, ici, l'arrêt *Société Normande de Gaz d'Électricité contre Paulmier* (Cass. Req., 3 Mars 1936) (3).

Sans doute, la Cour de Cassation n'a eu à envisager ce problème des irrégularités qu'au regard du défaut de déclaration d'utilité publique, puisque seule celle-ci avait été relevée par la Cour d'Appel.

En fait, les terrains litigieux étaient clos et dans son rapport (reproduit au Dalloz Périodique, loc. cit.) M. le Conseiller Pilon a formulé le regret que la Cour, à l'exemple du Tribunal, n'ait pas retenu certaines constatations de fait, et la première et la plus directe, écrit-il... « que le terrain, sur
« lequel les poteaux ont été plantés, est un terrain
« clos, et que le propriétaire a refusé d'autoriser
« les travaux » — car, ajoute M. Pilon, tirant de l'arrêt *Béziat* les conclusions que nous en déduisons,
« alors, que le travail soit ou non considéré comme
« un travail public, la voie de fait, l'atteinte illégale au droit de propriété est certaine. Et avec
« l'arrêt de 1935 (arrêt *Béziat*), il faut dire que les
« tribunaux judiciaires sont compétents même pour
« ordonner l'enlèvement des travaux. »

Ajoutons d'ailleurs que la Cour de Cassation, dans l'arrêt *Paulmier*, a considéré que la voie de

(3) Gazette du Palais 1936.I.774, Dalloz Périodique 1937. I.28.

fait était réalisée par la seule absence, au moment de l'établissement des ouvrages, de la déclaration d'utilité publique ; et qu'en présence de cette voie de fait la Cour d'Appel, après le Tribunal de Première Instance, avaient bien jugé d'ordonner l'enlèvement des pylônes indûment plantés.

On peut, dès lors, sans crainte d'être taxé d'exagération et d'audace, conclure hardiment par analogie. Si l'absence de déclaration d'utilité publique justifie la sanction de la suppression ; à plus forte raison doit-il en être ainsi de l'irrégularité beaucoup plus sérieuse de l'établissement de pylônes électriques sur des terrains clos ; car, à quelque condition que ce soit, ils ne peuvent être frappés d'une servitude à laquelle la loi ne les assujettit pas.

§ 2. — Qu'advient-il, lorsque le distributeur
d'énergie électrique
est couvert par un arrêté préfectoral ?

(Les terrains sont clos ou bâtis, mais un arrêté préfectoral approuve le tracé de la ligne et frappe ces terrains de la servitude de l'article 12.)

Nous avons jusqu'ici, volontairement, laissé de côté un facteur du problème qui fait l'objet de notre examen. Nous avons raisonné, et les décisions analysées nous y invitaient, sur les cas où, à l'irrégularité résultant d'une implantation sur un terrain clos ou bâti, s'ajoutait cette autre circonstance contraire à la loi que la déclaration d'utilité publique faisait défaut et en même temps les formalités d'enquête, de notification et surtout d'approbation préfectorale du tracé.

Arrêtons-nous maintenant à la situation du

distributeur d'énergie électrique dans l'hypothèse où le terrain est clos ; mais où en même temps tout est en règle. Les travaux exécutés ont fait l'objet d'une concession déclarée d'utilité publique ou sont subventionnés ; les formalités administratives préalables ont été régulièrement accomplies.

Quelle est la situation faite, dans de telles conditions, au constructeur des ouvrages ? Son occupation de la propriété privée et ses travaux se présentent sous les apparences de la légalité, sous le couvert d'un arrêté préfectoral qui approuve le tracé et se prononce au moins implicitement sur la nature des parcelles. *A priori*, la parcelle en litige doit être considérée comme ouverte dès l'instant que l'autorité préfectorale la déclare soumise à une implantation de pylônes.

Le distributeur d'électricité n'est-il pas en droit de se considérer à l'abri de tout reproche et de toute réclamation ? N'est-il pas fondé à travailler et construire en paix, se jugeant bénéficiaire d'une situation inattaquable ?

Mais, par ailleurs, quel sera le droit du propriétaire intéressé ? Il prétend que son terrain est clos au sens de la loi et que de ce fait il est dégagé de la charge que lui impose indûment l'entreprise de distribution ; que c'est à tort donc que la décision préfectorale est intervenue à son égard.

N'aura-t-il d'autre ressource, pour critiquer cet arrêté préfectoral qui lui fait grief, que de saisir le Conseil d'État d'une action tendant à le faire annuler par la voie du recours pour excès de pouvoir et ce, dans le bref délai de deux mois au delà duquel celui-ci n'est plus recevable.

Sans doute cette perspective lui est offerte et, si la requête est accueillie, le résultat cherché de la destruction des ouvrages sera atteint, puisqu'avec

l'arrêté préfectoral lui-même disparaîtra la décision administrative servant de base à l'installation des pylônes ; ceux-ci se trouveront donc être établis sans titre.

Mais le dernier mot, en la matière, appartiendrait donc à la juridiction administrative qui exercerait dans ce domaine comme dans de nombreux autres un contrôle juridictionnel par le moyen du recours pour excès de pouvoir (4). L'Administration active ne relèverait que de la juridiction spéciale de l'ordre administratif.

Mais, dans le cas qui nous occupe, la servitude, puisque le terrain est clos, ne se trouve-t-elle pas imposée à tort à la parcelle envisagée ?

S'il en est ainsi, l'autorité judiciaire, gardienne des droits de propriété individuelle, n'a-t-elle pas à intervenir ? N'est-ce pas à elle qu'il incombe souverainement de protéger le titulaire d'un droit de propriété ou de ses démembrements contre toute violation ; même donc, le cas échéant, de le sauvegarder d'une emprise injustifiée de l'Administration, qu'elle se manifeste sous la forme d'agissements illicites ou même d'une simple décision ?

En dernière analyse, n'est-ce pas aux tribunaux de l'ordre judiciaire de contrôler l'Administration elle-même lorsque seront en jeu des droits tels que le droit de propriété dont la défense leur est confiée ?

A l'encontre d'une telle proposition, on ne manquera pas d'opposer le principe de la séparation des pouvoirs. Celui-ci, dans un pareil système, ne

(4) On peut consulter utilement sur cette question générale l'ouvrage réputé de M. R. Alibert : « Le contrôle juridictionnel de l'Administration au moyen du recours pour excès de pouvoir ».

serait-il pas méconnu, puisque l'autorité judiciaire s'arroge le pouvoir d'apprécier la légalité d'un acte administratif.

Contrairement aux dispositions de cet acte administratif, la parcelle litigieuse peut être déclarée « close », en conséquence, exempte de servitude, et la remise en état des lieux, ordonnée.

La juridiction ordinaire, au nom de la défense de ce droit de propriété, qu'elle a mission de sauvegarder, peut-elle revendiquer des prérogatives aussi étendues ? Ne doit-elle pas plutôt voir dans l'interprétation et l'appréciation de la validité de l'arrêté préfectoral, portant approbation du tracé de la ligne, une difficulté débordant sa compétence, constituant une véritable question préjudicielle à l'occasion de laquelle il lui faille surseoir à statuer et dont elle doive renvoyer l'examen à l'autorité administrative ?

Cette seconde solution peut être tentante. Elle aurait pour elle, selon nous, une décision du Tribunal des Conflits, intervenue dans une matière, ainsi que nous l'avons souligné, très voisine : celle de l'occupation temporaire (Tribunal des Conflits, 10 Mai 1924, *Dalloz Hebdomadaire* 1924, p. 496, *Tabary*). Le propriétaire d'une parcelle de terre soutient que l'occupation de son terrain a été illégalement autorisée par un arrêté du Préfet du Département du Pas-de-Calais. Il saisit le Tribunal Civil d'une action tendant à obtenir la suppression de la voie ferrée, selon lui indûment établie, et des dommages-intérêts.

Le conflit est élevé. Le Tribunal des Conflits reconnaît la compétence du Tribunal Civil pour statuer au fond sur les conclusions du demandeur, mais, décide-t-il aussitôt : « il ne pouvait le faire « sans qu'eût été préalablement jugée la question

« de savoir si l'arrêté du Préfet, autorisant l'occupation du terrain du demandeur, était ou non entaché du vice d'irrégularité dont celui-ci l'arrêtaient ».

Il n'appartenait, poursuit la décision du Tribunal des Conflits, qu'à l'autorité administrative de se prononcer sur la validité de l'arrêté pris par le Préfet, dans l'exercice des pouvoirs que lui confèrent les lois en la matière (lois des 29 Décembre 1892 et 29 Octobre 1919).

En conséquence, conclut l'arrêt, le Tribunal devait surseoir à statuer et renvoyer à l'autorité administrative l'examen préjudiciel de la question soulevée touchant la validité de l'arrêté préfectoral. C'est donc à bon droit qu'est intervenu l'arrêté de conflit qui se trouve dès lors confirmé (5).

Le Tribunal des Conflits, il est vrai, constate que le Préfet a agi dans l'exercice des pouvoirs qu'il détient de la loi. Mais n'en sera-t-il pas ainsi également en matière d'implantation de pylônes électriques ? L'arrêté préfectoral n'interviendra qu'en vertu des textes de la loi de 1906 et des lois et décrets complémentaires ; et apparemment, sauf cas exceptionnels où la violation de la loi se révélera manifeste et grossière, l'autorité administrative n'aura pas dépassé les limites légales.

Cependant, il y a lieu, souvent, à interprétation de la loi. Les conceptions peuvent diverger, notamment sur le point de savoir si un terrain est clos, au regard des dispositions législatives, ou s'il ne l'est pas. Dans la première hypothèse, sans que

(5) Dans le même ordre d'idées : Tribunal des Conflits, 18 Décembre 1933. Forces motrices d'Arrens contre consorts Pahu (D.P. 1934.3.57 et la note de M. Pépy).

l'illégalité cependant saute aux yeux, l'arrêté qui consacre une telle conception n'est pas valable ; dans la seconde, il l'est au contraire.

C'est précisément pour l'examen de cette question, l'appréciation de cette validité, qu'il faut trouver un juge.

Avec le Tribunal des Conflits, semble-t-il, ce seraient les juridictions administratives, et elles seules. Par ailleurs, quelle opinion découvre-t-on ?

Le Tribunal Civil de Cherbourg, dans une décision en date du 1^{er} Juin 1932 (Gazette du Palais 1932.2.363, N° du 2 Août 1932) a suivi la doctrine du Tribunal des Conflits. Dans l'un des motifs d'un jugement d'incompétence, il s'est refusé le droit comme juridiction de l'ordre judiciaire de critiquer les actes de l'autorité administrative.

Statuant sur appel de ce jugement, la Cour de Caen, après avoir constaté que la demande de suppression des pylônes et des conducteurs aériens pose la question de savoir si le Préfet a excédé les pouvoirs que lui confère la loi, en autorisant l'implantation des pylônes et l'établissement de la ligne sur les terrains prétendus clos des appelants, décide :
« que cette critique de l'autorisation préfectorale
« appartient uniquement à la juridiction administrative et que les tribunaux de l'ordre judiciaire
« ne sauraient s'en attribuer la connaissance sans
« porter atteinte à la règle de la séparation des
« pouvoirs ».

Une décision empreinte du même esprit a été rendue par la Cour d'Appel de Pau, réformant une ordonnance de référé, en présence d'une situation analogue.

Un propriétaire de parcelles comprises dans un arrêté préfectoral autorisant l'exercice de servitudes

d'appui et de passage s'oppose à l'établissement des câbles, pylônes et supports, en soutenant que ses terrains sont clos.

Le juge des référés lui donne satisfaction. Mais la Cour d'Appel, se retranchant derrière la décision administrative, déclare que, s'agissant d'un acte de la puissance publique, elle ne peut passer outre. Elle se déclare donc incompétente et renvoie le demandeur à se pourvoir, devant la juridiction administrative, contre l'arrêté préfectoral.

Cet arrêt fit l'objet d'un pourvoi et celui-ci va fournir à la Cour de Cassation l'occasion de manifester son point de vue. Différent de celui dont s'était inspirée la Cour d'Appel, il traduit le prix que la Cour Suprême attache au rôle dévolu aux tribunaux de l'ordre judiciaire dans la sauvegarde du droit de propriété.

La Cour de Cassation (*Lissaraque contre Giros et Loucheur*, Cass. Civ., 12 Juillet 1921) (6) reproche aux juges du fait leur timidité. Ils auraient dû déclarer si oui ou non les parcelles étaient closes et ne pas se contenter d'indiquer que l'état de clôture était vivement contesté. « Attendu », est-il dit dans l'arrêt, « qu'en ne décidant pas si les parcelles appartenant à Lissaraque sont ou non en état de « clôture », la décision entreprise « ne permet pas « à la Cour de Cassation d'exercer le contrôle qui « lui appartient, qu'il a par suite violé le texte « visé... casse... »

La Cour de Cassation reproche donc au juge du fait de n'avoir pas recherché si le terrain était ou non clos ; elle rappelle ensuite son droit de contrôle sur les constatations faites. Elle indique par là

(6) Dalloz Périodique 1921.1.186, Sirey 1924.1.292.

même, qu'à son avis, l'accès des parcelles pouvait être interdit ou non, suivant que la clôture existait ou n'existait pas ; et cela malgré l'arrêté préfectoral. Elle se prononce donc catégoriquement dans le sens d'une intervention possible du judiciaire sur l'exécutif à l'effet de protéger la propriété privée ; et ce, au risque même d'être amené à critiquer, implicitement tout au moins, et à rendre en tout cas inopérante, une décision émanant de l'autorité administrative.

Ainsi que l'observe M. Mestre dans sa note sous cet arrêt au Sirey 1924.1.289 : « Cette décision affirme certainement la compétence judiciaire en cette matière ; elle implique évidemment que dans le cas où le terrain aurait été en fait reconnu clos, le juge des référés aurait eu le droit d'interdire au concessionnaire d'y pénétrer. »

Par ailleurs, approuvée par l'arrêtiste au Dalloz Périodique de 1921, 1^{re} partie, page 188, cette doctrine est, et à juste titre, présentée comme conforme à l'opinion professée par Laferrière (Traité de la Juridiction Administrative, 2^e édition, t. I, pages 478 et 479).

La voie de fait imputable à l'Administration peut résulter, nous le savons, non seulement d'agissements indus, mais encore de décisions illégales ; dans un cas comme dans l'autre sont légitimes l'intervention et la censure des tribunaux judiciaires. L'autorité administrative en pareil cas serait regardée comme ayant agi en dehors des pouvoirs qui lui conférés par la loi, et comme ayant rendu une décision emportant l'autorisation d'exercice de servitudes, là où une telle décision ne pouvait intervenir.

L'existence même de l'arrêté préfectoral est donc indifférente et inefficace. En dépit de cet acte

administratif, les tribunaux de l'ordre judiciaire sont compétents pour connaître d'une action ayant à sa base une voie de fait ; et ils peuvent sanctionner de la mesure radicale de la suppression les ouvrages irrégulièrement établis.

C'est à l'autorité judiciaire que revient le soin de contrôler l'exercice des servitudes de l'article 12 de la loi de 1906, même en présence d'un arrêté préfectoral d'approbation ayant lui-même déjà statué.

Telle est bien la doctrine de la Cour de Cassation, que nous trouvons affirmée à nouveau dans un arrêt particulièrement clair et net (*Dlle Ducouso contre Syndicat Intercommunal de la Région Nord de Pau et Société d'Équipement des Voies Ferrées et des Grands Réseaux Électriques* (Cass. Civ., 11 Mai 1937, Gazette du Palais 1937.2.278, et *Dalloz Périodique* 1938.1.108, avec la note de M. Ch. Blaevoet) (7).

C'est cette question précise, objet actuel de notre examen, qui a été posée à la Cour Suprême. Les tribunaux de l'ordre judiciaire doivent-ils s'effacer lorsqu'un arrêté préfectoral déclare closes des parcelles de terrain, que le propriétaire intéressé soutient au contraire ne pouvoir être frappées de servitudes ?

Aussi bien d'ailleurs, empruntons à l'arrêt de la Cour de Cassation son exposé sur la position du problème. La demande porte sur l'enlèvement de deux pylônes implantés, selon les termes d'un arrêté d'approbation, sur un terrain prétendu clos et dépendant d'une maison d'habitation.

(7) Rapporté également au Recueil Sirey 1937.1.297, avec une note de M. L'Huillier.

« Attendu », relate la Cour de Cassation, « que
« le Tribunal saisi, ayant fait droit à la demande,
« l'arrêt attaqué qui infirme ce jugement décide
« qu'il base sa décision sur ce motif que les sup-
« ports contestés ayant été édifiés conformément au
« tracé approuvé par le Préfet des Basses-Pyrénées,
« les tribunaux judiciaires ne sauraient rechercher
« si le fonds litigieux était ou non, par sa nature,
« grevé de la servitude légale de passage et de sup-
« port, sans se prononcer implicitement mais né-
« cessairement sur la légalité de l'arrêté préfectoral
« d'approbation. »

La réponse à la question ainsi posée est formelle. La voici :

« Mais, attendu que si la loi du 15 Juin 1906
« interdit d'exécuter les travaux avant que le détail
« des tracés des lignes ait été approuvé, cette ap-
« probation, qui n'a pour objet que de déterminer
« l'assiette des servitudes légales sur les fonds assu-
« jettis à ces servitudes, et qui sont d'ailleurs la
« généralité des fonds traversés, ne saurait avoir
« pour effet de créer, sur ceux qui en sont légale-
« ment affranchis, des servitudes qui ne peuvent
« résulter que de la loi ; que l'imposition de pareil-
« les servitudes ne rentrant ni dans les attributions
« de l'autorité préfectorale, ni dans les pouvoirs gé-
« néraux de l'Administration, il s'ensuit que l'ar-
« rêté préfectoral, portant approbation du tracé des
« lignes, n'a pas pour conséquence de soustraire à
« la compétence des tribunaux judiciaires, qui en
« sont les juges naturels, le point de savoir si l'un
« des fonds traversés est exempt de servitudes à rai-
« son de son état de clôture ; qu'en statuant sur
« ce point, l'autorité judiciaire ne saurait donc ni
« empiéter sur les pouvoirs de l'Administration, ni

« risquer de se mettre en conflit avec un acte ren-
« trant dans les attributions de celle-ci. D'où il suit
« qu'en décidant comme elle l'a fait, la Cour d'Ap-
« pel a méconnu sa compétence. Par ces motifs :
« Casse..... »

Une décision aussi motivée et aussi nette se
passe de commentaires étendus.

La Cour de Cassation précise le rôle du Préfet
en la matière et la portée de son arrêté d'approba-
tion. Celui-ci ne peut avoir pour objet que de fixer,
en quelque sorte administrativement, les modalités
d'application des servitudes; de déterminer, comme
le précise la Cour Suprême, l'assiette de ces servi-
tudes, que seule la loi a le pouvoir de créer, et qu'il
ne rentre, ni dans les attributions de l'autorité pré-
fectorale, ni même dans les pouvoirs plus généraux
de l'Administration, d'imposer à des fonds qui n'y
seraient pas légalement assujettis (8). Ainsi donc
prééminence de l'autorité judiciaire, dont l'action
ne peut être entravée ou limitée par une décision
administrative d'approbation du tracé de la ligne,
puisque au contraire elle peut passer outre à celle-
ci (9).

(8) Comparer au cas d'exercice de la servitude de sub-
mersion prévue par l'article 4 de la loi du 16 Octobre 1919 :
Cassation Civile, 13 Juillet 1937, Consorts Durand contre So-
ciété L'Énergie Électrique Rhône et Jura (Dalloz Périodique
1938.1.112 et la note précitée de M. Ch. Blaevoet). Les mêmes
principes sont appliqués.

(9) Ainsi que nous l'avions laissé entrevoir dans notre
chapitre consacré à l'aspect général de la question des irrég-
ularités, cette décision et la doctrine qu'elle consacre se rat-
tachent à la forme de voie de fait que réalise l'exécution d'un
acte administratif « *inexistant* ». Les tribunaux, en général,
ici la Cour de Cassation, ignorent cette décision sans vie juri-
dique.

M. Jacques Alibert partage ce sentiment qu'il exprime,

SECTION II

Installations effectuées sans déclaration d'utilité publique

En principe, le distributeur d'énergie électrique qui, tout en étant concessionnaire, ne peut pas en même temps invoquer une déclaration d'utilité publique ou la subvention qui y est assimilée, se trouve sans qualité pour imposer aux tiers ses ouvrages.

S'il passe outre, il agit illégalement. Mais cette illégalité l'expose-t-il, en outre des dommages-intérêts auxquels il peut être condamné, à l'enlèvement des supports qu'il a aménagés ?

Au cas d'implantation de pylônes sur des terrains clos ou bâtis, nous connaissons la ligne de conduite adoptée par la jurisprudence. Les prérogatives conférées à l'Administration ne peuvent être étendues au delà des limites que la loi leur a tracées, en raison même de leur caractère exorbitant.

Dans cette seconde catégorie d'irrégularités, la situation n'est pas exactement la même. L'entrepreneur de distribution exécute des travaux d'utilité générale. Sans doute la déclaration expresse d'utilité publique fait défaut, mais le distributeur d'énergie est concessionnaire ; si même il n'est pas concessionnaire, il pourrait l'être. Le genre des travaux qu'il effectue, le rôle qu'il remplit font qu'en principe il aurait qualité pour se réclamer des privilèges généraux afférents aux travaux publics et des

à l'occasion de l'arrêt Dlle Ducousso, dans sa thèse précitée « Obligations et Responsabilités des distributeurs d'énergie électrique », pp. 117 et 118.

droits spéciaux de la loi du 15 Juin 1906 en matière d'électrification : plus particulièrement des servitudes de l'article 12.

Le distributeur d'énergie ne pèche que par négligence ou excès de hâte. Quelquefois aussi, il subit les lenteurs de l'Administration qui tarde à suivre la procédure propre à lui conférer son titre complet.

Si ce distributeur avait agi régulièrement, le propriétaire récalcitrant n'avait aucun moyen de protester et de s'opposer à l'édification des ouvrages ; son terrain, de toute certitude, devait subir la servitude.

Dès lors, la question qui se pose est simple. Pour avoir exécuté irrégulièrement ce qu'elle avait le droit de faire en opérant régulièrement, l'entreprise de Distribution va-t-elle se voir contrainte de détruire ses ouvrages, pour, si elle le juge utile, les replanter au même endroit après avoir agi, cette fois-ci, en observant les prescriptions légales ?

N'y a-t-il pas là une rigueur excessive et inopportune ? Le respect du principe de la propriété inviolable et sacrée exige-t-il la mise en œuvre d'une mesure aussi énergique et sévère que l'enlèvement des ouvrages ? L'intérêt général et l'équité ne commandent-ils pas plutôt une certaine tolérance ?

La rencontre de ces deux tendances, si elle n'a pas déterminé en jurisprudence ce que l'on pourrait appeler une véritable évolution, n'est peut-être pas cependant étrangère à l'hésitation que nous révèlent certaines espèces. Il nous a déjà été donné de citer l'arrêt rendu le 25 Avril 1923 par la Chambre Civile de la Cour de Cassation dans l'affaire *État et Desauty contre Époux Pellé* (10). Revoyons-

(10) Sirey 1924.1.292, Dalloz Périodique 1926, 1^{re} partie, page 64.

le, car il apporte une contribution intéressante à notre question, et illustre l'appréciation que nous venons de formuler.

Le travail, consistant dans l'installation de pylônes électriques, était effectué, pour le compte de l'État, et avait pour objet de fournir la lumière et la force motrice à toutes les communes du département de l'Aisne. La ligne était construite aux frais de l'État, au moyen d'un crédit voté par le Parlement, aux fins de pourvoir à la reconstruction des régions dévastées par les opérations de la guerre.

Mais les ouvrages n'étaient pas déclarés d'utilité publique.

La Cour de Cassation le remarque, mais n'en déclare pas moins qu'il ne saurait y avoir lieu d'ordonner la suppression de travaux qui, malgré les irrégularités commises, n'en sont pas moins des travaux publics ; et elle casse l'arrêt de la Cour d'Appel qui avait ordonné cet enlèvement.

« Attendu », porte l'arrêt, « que si d'après les « articles 12, § 3 et 4, et 21 de la loi du 15 Juin « 1906, l'État peut, sans recourir à l'expropriation « pour cause d'utilité publique, établir à demeure « des supports pour conducteurs aériens d'énergie « électrique sur des terrains privés, non bâtis et « non fermés de murs ou clôtures équivalentes, « lorsque la construction de la ligne a fait l'objet « d'une déclaration d'utilité publique, et si, au cas « d'inobservation de cette formalité, les tribunaux « de l'ordre judiciaire sont compétents pour pro- « noncer sur la discontinuation des travaux ainsi « entrepris par l'État ou sur son ordre, *ils ne sau- « raient, sans excès de pouvoir, prescrire la sup- « pression des travaux qui sont déjà exécutés.* »

Ainsi donc, dans un cas où la seule irrégularité

relevée est l'absence de déclaration d'utilité publique, la Cour de Cassation concède la possibilité d'une suspension des travaux en cours d'exécution, mais elle refuse de trouver là grief suffisant pour entraîner la suppression même des ouvrages. Ce sont là des travaux publics. L'omission des formalités n'en change pas la nature qui se détermine, non par l'accomplissement des formalités qui doivent les accompagner, mais par leur objet même.

Mais, la tendance que l'on pourrait être tenté de découvrir dans l'arrêt Desauty pour l'ériger en principe et décider de façon catégorique que l'absence de déclaration d'utilité publique est, à elle seule, insuffisante pour conduire à l'enlèvement des pylônes ainsi aménagés par le distributeur, ne se trouve pas confirmée par la jurisprudence postérieure de la Cour de Cassation ; on serait même porté à penser que celle-ci a vu dans l'espèce Desauty une situation spéciale, car la solution admise se sépare des autres décisions rendues.

C'est ainsi par exemple qu'une orientation différente d'opinion se révèle à la lecture d'un arrêt *Gauchet contre Garczinsky et Traploir et Ville de Lagny* (Cass. Civ., 6 Janvier 1930) (11). Le débat s'était déroulé devant le Juge de Paix. Les entrepreneurs Garczinsky et Traploir et la Ville de Lagny y avaient été attirés par un sieur Gauchet, qui se plaignait de ce qu'au cours de travaux d'électrification exécutés pour le compte de la Ville par les entrepreneurs dont il s'agit, une équipe d'ouvriers, aux ordres des entrepreneurs, avait pénétré sans autorisation sur sa propriété pour y tendre, au-dessus du sol et à la hauteur de 9 ou 10 mètres, des fils

(11) Gazette du Palais 1930.1.340, Dalloz Périodique 1930.1.131.

électriques. Gauchet réclame, par la voie de l'action possessoire, l'enlèvement des fils électriques et accessoirement le paiement d'une somme de 1.000 francs à titre de dommages-intérêts. Il soutient que l'installation réalisée sans déclaration d'utilité publique et en dehors des formalités légales, trouble sa possession et lui occasionne un préjudice illégitime.

Le Tribunal de Meaux, statuant en appel, constate bien l'absence de déclaration d'utilité publique et il en conclut que l'empiètement commis constitue un abus de droit justifiant la prétention du demandeur à l'enlèvement des fils. Mais le tribunal se déclare incompétent en donnant comme unique raison « que l'action introduite revêt le caractère d'une action possessoire dont le Juge de Paix n'était pas autorisé à connaître dès l'instant que Gauchet n'excipait que d'un trouble causé par l'exécution de travaux publics ».

La Cour de Cassation repousse une telle conception. Aux termes de la loi du 15 Juin 1906, article 12, déclare-t-elle, l'exécution des travaux de transport ou d'énergie électrique sur la propriété privée n'entraîne aucune privation des privilèges attachés à la possession. « Dès lors, le propriétaire, fondé à demander à la justice civile réparation de l'atteinte illégitime portée à son droit de propriété, ne saurait être dépouillé de l'exercice des actions possessoires. » La décision rendue en violation de la loi est donc cassée.

Sans doute, apparemment cet arrêt ne tranche qu'une question de procédure, une question de compétence ; mais cette question de compétence s'allie intimement au fond du droit et préjuge, à notre avis, de celui-ci.

En effet, le Juge de Paix, juge des actions pos-

sessoires, est compétent, décide la Cour de Cassation. Mais, penserons-nous, il ne peut être compétent que s'il y a atteinte illégitime à la propriété ; mieux, à la possession, c'est-à-dire voie de fait, sans quoi il y aurait travail public régulier, et, dans ce cas, la voie des actions possessoires est fermée ; seule, la juridiction administrative peut être valablement saisie (voir notamment Cass. Civ., 7 Mai 1935, Commune de Conzieu contre époux Juliard) (12).

L'action possessoire est recevable, mais le fait de trouble qui la rend recevable réside précisément dans cette circonstance que l'installation des lignes électriques a été exécutée irrégulièrement, illégalement ; et elle a été exécutée irrégulièrement, illégalement, parce que fait défaut la déclaration préalable d'utilité publique.

Dès lors, cette même action sera nécessairement déclarée bien fondée, puisque la solution donnée à la question de compétence touche du même coup le problème au fond, qui sied dans le point de savoir si c'est à tort ou à raison que le distributeur d'électricité a effectué les travaux critiqués. La voie de fait constitue le trouble : elle rend recevable l'action portée devant les tribunaux judiciaires : en même temps, elle la justifie au fond. En conséquence, l'enlèvement des ouvrages sera ordonné.

C'était d'ailleurs la solution envisagée par les juges du fait, mais le spectre du travail public les avait effrayés et leur avait arraché la décision d'incompétence condamnée par la Cour Suprême.

La doctrine ainsi annoncée par l'arrêt Gauchet

(12) Gazette du Palais, 25 Juin 1935, et Rec. Gazette du Palais 1935.2.121.

se trouve d'ailleurs confirmée et fortifiée par deux décisions postérieures de la Cour de Cassation.

La première en date n'est autre que l'arrêt du 3 Avril 1935 de la Chambre Civile dans l'affaire *Béziat contre Société Nord-Lumière*, dont nous avons déjà parlé (13).

Dans cette espèce, l'on s'en souvient, se rencontraient tout à la fois l'absence de déclaration d'utilité publique et cette autre circonstance, que le propriétaire soutenait en outre que son terrain était affranchi de la servitude, en raison de son état de clôture.

La Cour de Cassation rappelle le principe qu'il appartient aux tribunaux judiciaires de réprimer les atteintes au droit de propriété et, pour ce faire, d'ordonner, s'il échet, l'enlèvement de fils ou supports de lignes conductrices d'électricité établis sur les fonds des particuliers en dehors des cas de servitudes légales créées par l'article 12 de la loi du 15 Juin 1906.

Et la Cour Suprême d'ajouter que les ouvrages établis peuvent être des travaux publics, « ce caractère public ne suffit pas à les faire bénéficier des « servitudes créées par l'article 12 de la loi du 15 « Juin 1906 » ; il faut encore que celui qui entend se prévaloir de ces servitudes remplisse les deux conditions suivantes : posséder une déclaration d'utilité publique et ne frapper des servitudes que les seuls fonds non enclos de murs ou clôtures équivalentes.

A ces seules conditions, l'emprise de la Société de distribution est légale ; à défaut de l'une ou de l'autre de celles-ci : c'est la voie de fait. La consé-

(13) Supra page 124.

quence, nous l'avons noté, est double : en la forme, la compétence des tribunaux judiciaires ; au fond, la réintégration du propriétaire lésé dans ses droits et le rétablissement des lieux en leur état primitif et donc l'enlèvement des pylônes illégalement implantés.

Examinant précédemment cet arrêt, et soulignant son importance au regard de la question des terrains clos, il nous a été donné de développer les raisons pour lesquelles l'intérêt de cette décision n'est pas limité à la question de compétence, seule question apparemment et expressément tranchée. Nous ne pouvons que transposer ici la même démonstration, et conclure que ce qui est vrai, dans le cas où l'irrégularité commise par le distributeur consiste à avoir frappé de servitudes des terrains clos ou bâtis, l'est aussi dans celui où l'acte illégal réside dans l'absence de déclaration d'utilité publique. Les mêmes motifs justifient la même solution.

Dans une hypothèse comme dans l'autre, la compétence réfléchit directement et nécessairement sur le fond du droit. Si les tribunaux judiciaires ont qualité pour connaître de la voie de fait, c'est à eux qu'il appartient de la sanctionner, et de la sanctionner de la façon la plus absolue : par l'enlèvement des pylônes incriminés.

L'arrêt *Société Normande de Gaz et d'Électricité contre Paulmier* (Cass. Req., 3 Mars 1936, précité) (14) confirme d'ailleurs ce point de vue dans son intégralité, et, à l'égard du distributeur d'énergie, dans toute sa rigueur.

Il est superflu de revenir en détail sur l'exposé de la situation de fait. Contentons-nous de rappor-

(14) Supra pages 108, 127.

ler que la seule irrégularité retenue par la Cour d'Appel, pour ordonner la destruction des pylônes établis contre le gré du propriétaire, est l'absence de déclaration d'utilité publique, plus exactement le défaut de toute formalité préalable. Si, en effet, quelques jours après avoir implanté ses poteaux, la Société de distribution songe à entamer la procédure de la loi de 1906 ; au moment même où les travaux ont été commencés, la Société Normande n'avait ni concession simple, ni concession déclarée d'utilité publique. Elle possède cependant la première lors des débats devant la Cour d'Appel. L'opinion de celle-ci n'en est pas pour autant ébranlée : il y a voie de fait ; quelque rigoureuses qu'elles soient, les sanctions doivent opérer.

La Cour de Cassation, saisie d'un moyen unique basé sur l'incompétence des tribunaux judiciaires, à raison de la concession administrative, accordée en cours d'instance, et qui aurait rétroactivement pour effet de conférer aux supports aménagés le caractère de travaux publics, statue au vu d'un lumineux et substantiel rapport de M. le Conseiller Pilon.

Et la Cour Suprême de confirmer la tendance que nous avons relevée de voir dans ces situations irrégulières l'existence de véritables voies de fait. L'arrêt répète textuellement l'énoncé du principe désormais connu, que les tribunaux judiciaires auxquels il appartient de réprimer les atteintes au droit de propriété sont compétents pour ordonner, s'il échet, l'enlèvement de fils ou de supports de lignes conductrices de l'électricité établis sur les fonds des particuliers en dehors des cas et des conditions prévus par l'article 12 de la loi du 15 Juin 1906.

La seule condition absente est-elle la déclara-

tion d'utilité publique ? cela suffit. La loi l'impose ; elle manque : l'emprise est illégale.

Notons cependant que la Cour de Cassation retient incidemment une constatation de fait de l'arrêt attaqué selon laquelle la Société de Distribution n'avait *même pas commencé* à remplir les formalités administratives de la loi de 1906 quand elle a construit ses ouvrages. Aurait-elle pu espérer un sort plus favorable si ces formalités avaient été entreprises même si, lors du début des travaux, elles n'avaient pas été complètement terminées ?

Quoi qu'il en soit, nous avons là une décision positive. Le pourvoi, qui avait été formé contre l'arrêt ordonnant l'enlèvement des supports et allouant des dommages-intérêts, est rejeté. C'est donc à bon droit que ces deux chefs de demande ont été accueillis par les juges du fait ; c'est avec raison, plus particulièrement, que la mesure radicale de l'enlèvement a été prononcée.

Cet arrêt, on le voit, présente un intérêt tout particulier. La Cour de Cassation n'y est pas appelée à désapprouver les solutions de Cours et Tribunaux en se contentant d'énoncer implicitement ce qu'elle considère elle-même comme la vérité juridique. Cette critique, que d'aucuns pourraient songer à adresser à d'autres décisions, qui se borneraient par exemple à rejeter une exception d'incompétence pour proclamer la compétence des tribunaux judiciaires, ne pourrait être accueillie ici.

La Cour de Cassation, en rejetant le pourvoi dont elle était saisie, confirme et ratifie la décision de la Cour d'Appel, notamment en ce qu'elle a ordonné l'exécution d'un fait précis : la suppression des supports ; pour une raison nettement déterminée : le défaut de déclaration d'utilité publique.

La conclusion de cet examen est facile. Si l'on

néglige l'hésitation première de la Cour de Cassation pour s'attacher à ses arrêts récents, la solution du problème des irrégularités est tout un ; que celles-ci consistent dans l'implantation de pylônes électriques sur des terrains clos ou bâtis ; ou qu'elles se rapportent à l'omission des formalités essentielles que sont la concession et la déclaration d'utilité publique. Dans un cas comme dans l'autre, en négligeant de suivre les prescriptions légales, le Distributeur outrepassa ses pouvoirs : il commit, selon l'expression générique, une « voie de fait ».

Les travaux entrepris ont beau être en principe des travaux publics, la loi de 1906 a créé au profit des entreprises de distribution des prérogatives exceptionnelles : pour qu'elles puissent s'en prévaloir, elles doivent se conformer aux dispositions impératives qui les conditionnent et, notamment, il faut qu'au contrat de concession s'ajoute la garantie d'une déclaration d'utilité publique, ou depuis 1925 la subvention qui lui a été assimilée. Les servitudes, n'est-ce pas la règle, sont de droit étroit ; le propriétaire n'a à les supporter que si elles sont exercées dans le cadre de la loi et avec les garanties que celle-ci détermine.

Il est permis de rapprocher des principes auxquels, en notre matière, la jurisprudence actuelle nous conduit la doctrine appliquée au fonctionnement d'une institution juridique qui touche de près aux servitudes spéciales de la loi de 1906 ; il s'agit, on l'a deviné, de l'occupation temporaire.

Il est admis, en fait d'occupation temporaire, que si les agents de l'Administration pénètrent sur une propriété particulière, sans qu'au préalable aient été accomplies les formalités exigées par la loi, il y a voie de fait avec toutes ses conséquences au point de vue de la compétence des tribunaux de

l'ordre judiciaire et de la cessation de l'usurpation par le rétablissement des lieux en leur état primitif (Dalloz Répertoire Pratique, V° Travaux Publics, N° 798 ; Trib. Conflits 2 Juillet 1898, Dalloz Périodique 1900.3.12 ; Req. 28 Avril 1900, Dalloz Périodique 1901.1.296).

SECTION III

Omission totale ou partielle des formalités préalables

Ces formalités sont celles, nous le savons, que prévoit et impose l'article 12 de la loi du 15 Juin 1906. Elles comprennent : une enquête spéciale dans chaque commune, des notifications individuelles aux propriétaires intéressés, et un arrêté préfectoral approuvant le détail du tracé de la ligne.

Les deux premières sont destinées à prévenir les propriétaires : elles leur permettent de formuler avant le commencement des travaux leurs observations et protestations. La troisième permet à l'autorité administrative de contrôler le plan d'aménagement du réseau électrique.

Quelles seront les sanctions de l'inobservation par le distributeur d'énergie électrique des prescriptions législatives afférentes à ces formalités ; que celles-ci aient été complètement omises ou même simplement accomplies de façon imparfaite ? Des dommages-intérêts, avons-nous conclu, sont dus. Mais le propriétaire intéressé peut-il prétendre à l'enlèvement des supports établis dans de telles conditions ?

Nous aurions pu confondre l'examen de cette question avec l'étude qui précède sur le défaut de

déclaration d'utilité publique; en voyant dans celle-ci une formalité et en généralisant les règles établies à son sujet. Nous avons préféré scinder le problème et l'envisager successivement sous ses deux faces.

Nous ne sommes pas en présence, en effet, d'une situation absolument identique à celles qu'il nous a été donné d'observer jusqu'ici. Le Distributeur d'énergie électrique ne se présente pas de façon telle que s'il avait implanté ses pylônes sur un terrain clos de murs ou autres clôtures équivalentes. Son cas n'est pas non plus le même que s'il agit sans être concessionnaire, ou si, l'étant, il ne possède pas la déclaration d'utilité publique ou l'assimilation.

L'une ou l'autre de ces hypothèses tiennent en échec direct les dispositions légales : la première, parce que les terrains visés ne peuvent être frappés de servitudes ; la seconde, parce que l'article 12 de la loi du 15 Juin 1906 ne donne *qualité* au concessionnaire pour se prévaloir des servitudes, que s'il bénéficie de la déclaration d'utilité publique. Si elle fait défaut, le distributeur manque de la qualité nécessaire pour agir.

Rappelons-nous, en effet, les termes de la loi, art. 12, § 1 : « La déclaration d'utilité publique *investit* « le concessionnaire, pour l'exécution des travaux « dépendant de la concession, de tous les droits que « les lois et règlements confèrent à l'Administra- « tion en matière de travaux publics », et plus loin, dans le même article : « La déclaration d'utilité publique d'une distribution d'énergie *confère* en « outre au concessionnaire le droit : 1°) d'établir « à demeure des supports et ancrages, etc... »

Dans le domaine des formalités préalables qui

nous occupe, il ne s'agit plus d'une question de *qualité* qui habilite à agir, d'une investiture en quelque sorte donnée au constructeur sous la forme de cette concession complète qu'est la concession avec déclaration d'utilité publique ; il ne s'agit que de règles de pure forme (15).

Faudra-t-il, dès lors, appliquer au distributeur défaillant une sanction aussi rigoureuse que la destruction des ouvrages avec cette perspective que si cette destruction lui était imposée, ce même distributeur pourrait, puisque par hypothèse il a qualité pour user de ce droit, reconstruire le même ouvrage aux mêmes lieu et place après avoir, au préalable, régularisé sa situation ?

Nous aurions l'exemple le plus typique du cas dans lequel interviendrait une sanction particulièrement rigoureuse, à l'encontre de quelqu'un qui a agi prématurément, et se trouve avoir péché, plus par négligence ou excès de hâte que par véritable manque de droit, sans vouloir faire état des lenteurs administratives qui ne sont pas imputables à l'entrepreneur de distribution.

Examinons, pour être fidèle à la ligne de conduite que nous nous sommes tracée, la conception que se sont faite, dans l'ensemble, les tribunaux et cours d'appel qui ont eu à connaître de cette question.

La Cour de Cassation, nous l'avons vu, a, dans l'arrêt *État et Desauty contre Epoux Pellé*, considéré que l'absence de déclaration d'utilité publique

(15) Suivant la distinction d'Hauriou, on peut rattacher la première hypothèse (le défaut de qualité) à la « voie de fait par *manque de droit* » ; la seconde (défaut ou vice de forme) intéresserait la « voie de fait par *manque de procédure* ».

de travaux entrepris par l'État était un vice insuffisant pour justifier la destruction des ouvrages ainsi édifiés ; car il s'agit toujours d'un travail public, le caractère de celui-ci dépendant de l'objet du travail, « et non des formalités qui doivent l'accompagner ».

Si le défaut de déclaration d'utilité publique, vue comme une formalité, ainsi que l'a fait la Cour Suprême, est insuffisant, à lui seul, pour mériter l'enlèvement des supports de fils électriques, n'en doit-il pas être de même de l'omission des formalités préalables qui nous intéressent ?

C'est ce qu'a pensé la Cour d'Appel de Riom (8 Juillet 1930), saisie d'une affaire qui opposait un sieur *de Lavergnole* à la *Compagnie de la Loire et du Centre* (16).

La Compagnie électrique de la Loire était concessionnaire d'une distribution d'énergie électrique et bénéficiait d'une subvention supérieure à 10 % de la dépense prévue au devis. Dans les termes de l'article 298 de la loi du 13 Juillet 1925, elle pouvait utiliser les servitudes de la loi de 1906 et avait plus particulièrement le droit d'établir à demeure des supports pour conducteurs aériens d'électricité.

Son seul tort consistait à avoir commencé ses travaux avant l'accomplissement des formalités préliminaires.

Saisi en première instance d'une demande de dommages-intérêts et d'une demande d'enlèvement de poteaux, le Tribunal de Montluçon s'était déclaré incompétent sur le tout. Les motifs de sa décision étaient les suivants : en ce qui concerne la demande d'enlèvement de travaux, les ouvrages incriminés

(16) Dalloz Périodique 1931.1.31 et Gazette du Palais Rec. 1930.2.258.

sont des travaux publics dont le contentieux est dévolu aux seuls tribunaux administratifs ; quant à la demande de dommages-intérêts, c'est le Juge de Paix qui doit en connaître au bénéfice de la compétence spéciale qui lui est attribuée par le texte même de la loi de 1906.

La Cour d'Appel de Riom dédouble la question.

Sur la demande de dommages-intérêts, décide-t-elle, l'implantation des pylônes et l'abatage des arbres, avant l'accomplissement des formalités voulues par la loi, constituent « autant de voies de fait » entraînant une véritable dépossession et non un « simple dommage dont il appartient aux tribunaux judiciaires d'assurer la réparation par l'allocation de dommages-intérêts ».

Et la Cour, écartant le motif retenu par les premiers juges, en décidant que le magistrat cantonal ne peut connaître des questions d'indemnité que « dans les seuls cas où il a été procédé conformément à la loi », se déclare compétente et alloue au propriétaire lésé une indemnité de 1.000 francs.

Mais, sur la demande de destruction des ouvrages, remarque la Cour de Riom, « l'implantation des supports et l'installation de la ligne... avaient pour but, comme elles ont eu pour résultat, d'assurer le fonctionnement d'un service public, que s'il a été procédé à ce travail dans les conditions d'irrégularité ci-dessus précisées, celui-ci n'en conserve pas moins le caractère de travail public ».

S'agissant de supports et de lignes aériennes établies sur un terrain privé non clôturé, il n'appartient pas à l'autorité judiciaire d'en prescrire la démolition ou l'enlèvement, décide la Cour d'Appel, qui prend la précaution de renforcer sa sen-

tence d'un motif que nous reverrons : « ces mesures de la démolition ou de l'enlèvement s'avèrent au surplus inefficaces en les supposant légalement possibles, les irrégularités constatées ayant été réparées en fait depuis l'introduction de l'instance ».

Et la Cour, par ces motifs, de se déclarer incompétente.

Ainsi, malgré la voie de fait et l'atteinte à la propriété constatées dans l'arrêt pour servir de base à l'allocation de dommages-intérêts au profit du propriétaire troublé, il est jugé que cette voie de fait est insuffisante pour conduire à la destruction de l'ouvrage.

Décision, il est vrai, d'incompétence, et non débouté au fond. Mais cette décision sur la compétence entraîne ici encore la solution sur le fond. En l'absence de voie de fait, tout au moins d'atteinte jugée suffisante pour permettre aux tribunaux judiciaires d'ordonner l'enlèvement, il faudra s'adresser à l'autorité administrative.

Mais, là, jouera la règle de l'intangibilité du travail public, et surtout si les formalités omises ont été accomplies entre temps, l'autorité administrative, saisie de la difficulté, n'hésitera pas et refusera d'ordonner la démolition de l'ouvrage public.

On peut rapprocher de cet arrêt de la Cour d'Appel de Riom un jugement du Tribunal Civil de Lodève (22 Novembre 1932) (17). L'installation de lignes électriques faite en vertu d'un marché de travaux publics par une société autorisée ou en voie d'autorisation, pose en principe le tribunal, ayant

(17) Gazette du Palais du 16 Décembre 1932 et Rec. Gazette du Palais 1933.1.99.

rempli ou s'occupant de remplir toutes les formalités prévues par la loi, peut présenter au regard des tiers des difficultés d'ordre administratif qui, conformément à l'article 4 de la loi du 28 Pluviose an VIII, sont de la compétence du Conseil de Préfecture.

La société concessionnaire avec déclaration d'utilité publique a-t-elle aménagé des pylônes et des lignes sur une propriété privée avant que ne soit rendu l'arrêté approuvant le projet de détail du tracé de la ligne ? Le litige soulevé par une demande d'enlèvement de ces installations rentre dans la catégorie de ces réclamations d'ordre administratif, juge le tribunal de Lodève, à déférer au Conseil de Préfecture.

Et maintenant, c'est vers la Cour de Cassation que nous portons nos regards.

A-t-elle connu de notre question depuis 1923, date à laquelle est intervenu l'arrêt Desauty ? Oui, sans doute.

Constatons cependant que l'arrêt *Société des Forces Motrices du Vercors contre Commune de Parizet* (Req., 4 Novembre 1930) (18) qui, l'on s'en souvient, visait un cas où l'erreur de la Société distributrice consistait à avoir commencé ses travaux avant l'accomplissement de nos formalités, ne solutionne pas directement le problème de l'enlèvement. Il consacre néanmoins l'atteinte illégitime à des droits de propriété commise par la Société et justifiant la compétence des tribunaux judiciaires de droit commun, atteinte illégitime résultant de l'installation « de pylônes scellés destinés à supporter des fils aériens, sans attendre l'arrêté du « Préfet ».

(18) Supra page 105.

Cet arrêt, on le sait, qui a eu pour objet de valider en quelque sorte une ordonnance de référé qui avait nommé un expert aux fins de décrire des travaux et constater les dégâts, n'a pu résoudre le problème que nous nous sommes posé. Retenons toutefois le principe énoncé par la Cour de Cassation : l'absence d'arrêté préfectoral engendre une atteinte illégitime à la propriété des intéressés.

Rappelons également l'arrêt *Compagnie Nouvelle d'Éclairage et de Chauffage par le Gaz et l'Électricité contre dame Veuve de Guiringaud* (6 Mars 1934) (19). Ici, l'arrêté préfectoral était rendu, mais la Société construisant le réseau avait enfreint cet arrêté et placé des supports contrairement au tracé approuvé par l'autorité administrative. Voie de fait, décide toujours la Cour de Cassation, et c'est à bon droit que le Juge de Paix, saisi d'une action possessoire, a ordonné le déplacement des installations indûment établies.

Et pour en terminer de cette partie de notre sujet, c'est à l'affaire des *Consorts Thiébot et Sorel contre Syndicat Intercommunal d'Électrification des Pieux* que nous arrivons. C'est un procès intéressant à de nombreux points de vue et qui pour nous est d'un prix tout spécial puisqu'il a reçu la garantie d'une décision d'appel et d'un arrêt de la Cour de Cassation. En effet, le jugement rendu le 22 Mars 1932 par le Tribunal Civil de Cherbourg (20) a été frappé d'appel devant la Cour de Caen qui a statué le 23 Novembre 1933. A son tour, cette décision a été l'objet d'un pourvoi devant la Cour de

(19) Supra page 106.

(20) Gazette du Palais, N° du 2 Août 1932, et Rec. Gaz. Pal. 1932.2.365 sous note.

Cassation dont la Chambre des Requêtes a rendu un arrêt de rejet le 3 Novembre 1937 (21).

Les faits du procès font de celui-ci un exemple choisi en notre matière. Rappelons brièvement, en effet, que le Syndicat d'électrification bénéficie d'une subvention de plus de 10 % et que, sans qu'ait été tranché le point de savoir si les terrains frappés de servitude sont clos ou non, c'est sur l'accomplissement des formalités qui nous occupent qu'a porté le gros du débat devant la Cour Suprême.

A ce sujet, précisons d'ailleurs aussitôt que la Cour de Cassation a donné son approbation à la décision du Tribunal et de la Cour d'Appel qui s'étaient déclarés incompétents en jugeant qu'en l'état où se trouvaient les travaux au moment où les demandeurs ont pris l'initiative de se plaindre, ces travaux, à la faveur d'une régularisation des vices originaires et de la mise en fonctionnement du réseau, constituaient des travaux publics. Nous aurons d'ailleurs à revenir avec plus de détail sur cet aspect de la sentence rendue, mais, dès maintenant, il importe de souligner que les diverses décisions intervenues dans cette affaire renferment, sur notre point spécial, des enseignements fort utiles.

En effet, elles paraissent dans un parfait accord consacrer la règle que l'omission des formalités de l'article 12, à l'image des autres irrégularités, réalise l'atteinte illégitime : l'emprise injustifiée, la voie de fait, qu'il appartient aux tribunaux judiciaires d'apprécier et de sanctionner (22), et allons

(21) Dalloz Hebdomadaire 1937, page 585, et Rec. Gaz. Pal. 1937.2.919, Dalloz Périodique 1938.1.87.

(22) Et une autre procédure ne peut pas remplacer celle qu'a expressément prévue et organisée la loi de 1906. C'est ainsi que le Conseil d'Etat (*Charbonneaux*, 28 Octobre 1927,

jusqu'au bout, de sanctionner de la façon la plus absolue : par la destruction des ouvrages incriminés.

En effet, le premier, le Tribunal de Cherbourg ne manque pas de remarquer que c'est avec raison que les défendeurs relèvent des fautes ou abus commis au début de l'établissement de la ligne. Et tout en rejetant leurs réclamations comme tardives, il observe : « qu'il paraît bien résulter de la jurisprudence de la Cour de Cassation que Sorel et Thié-
« boi étaient primitivement en droit d'intenter au
« Syndicat une action semblable à celle actuelle-
« ment pendante devant le Tribunal, et ce, tant que
« ces agissements avaient à leur égard un caractère
« de véritables voies de fait et une atteinte volon-
« taire à leurs droits de propriété, action (précise
« le jugement) dont le bien-fondé a notamment été
« consacré, dans des circonstances semblables, par
« la Chambre des Requêtes de la Cour de Cassation
« dans un arrêt du 4 Novembre 1930 ». C'est l'arrêt Forces Motrices du Vercors contre Commune de Parizet et autres.

De son côté, la Cour d'Appel de Caen signale
« qu'il n'est pas méconnu que les pylônes ont été
« plantés sur les propriétés des appelants, avant
« l'accomplissement des formalités prévues par
« l'article 12 de la loi du 15 Juin 1906 » et ajoute
« qu'il est d'autre part certain qu'à cette époque

Sirey 1928.3.1 avec note Hauriou) a décrété l'impossibilité légale d'implanter des pylônes et d'installer des câbles aériens d'électricité, à la faveur de la loi du 29 Décembre 1892, sur l'occupation temporaire. Dans de telles conditions, le Conseil de Préfecture saisi s'est, à bon droit, déclaré incompétent, car c'est aux tribunaux judiciaires d'apprécier les conséquences dommageables de cette prise de possession.

« les consorts Thiébot pouvaient valablement déférer aux tribunaux de l'ordre judiciaire, seuls compétents, la voie de fait commise sur leur propriété et la question de déterminer si leurs terrains étaient en état de clôture et, comme tels, exonérés de la servitude légale résultant des dispositions de la loi du 15 Juin 1906 ».

A son tour, la Cour de Cassation se doit de formuler son opinion sur l'effet et la portée de l'omission des formalités dont il s'agit, tout en réservant, bien entendu, la situation spéciale qui se rencontre dans l'affaire Thiébot, et qui va conduire la Cour de Cassation à approuver la décision d'incompétence des juges du fait.

Mais, abstraction faite du cas particulier, objet du litige à trancher, le principe général paraît bien résulter de la première partie du motif que voici :
« Mais, attendu que s'il appartient aux tribunaux judiciaires de connaître d'une demande de suppression de supports pour conducteurs de fils aériens d'énergie électrique formée devant eux avant que le constructeur n'ait commencé et vu aboutir les formalités prescrites par la loi du 15 Juin 1906, il en est autrement lorsque l'action tendant à cet enlèvement a été introduite après approbation et réception de la ligne par l'autorité compétente ; qu'alors, il s'agit non de faire cesser une voie de fait, mais d'ordonner la suppression d'un travail public, ce qui ressort de la compétence de la juridiction administrative. »

Retenons donc l'opposition soulignée par l'arrêt précité. Les travaux ont-ils été entrepris avant que le constructeur n'ait commencé et vu aboutir les formalités de la loi de 1906 ? C'est la voie de fait : les tribunaux judiciaires sont qualifiés pour

connaître d'une demande de suppression de supports. Mais cette demande est-elle formée après approbation et réception de la ligne ? Elle est tardive : la voie de fait disparaît et fait place à un travail public qui ne peut être supprimé.

Cette observation nous ramène, au terme de l'examen de cette question des formalités, à une conclusion qui se relie exactement à celle que nous avons été conduits à donner, à la lumière de la jurisprudence, au problème des irrégularités envisagé sous ses deux premières faces : l'implantation en terrain clos ou bâti et l'absence de déclaration d'utilité publique.

Dans tous les domaines, le constructeur de lignes électriques doit à la loi une obéissance parfaite. S'il méconnaît, à un titre quelconque, les prescriptions qu'elle édicte : il est en faute. Il s'attribue abusivement une prérogative exorbitante : il commet une voie de fait.

Si, dans cette situation irrégulière, il ne peut se réclamer de la faveur spéciale que la jurisprudence lui concède dans des hypothèses exceptionnelles, qu'il va nous falloir maintenant étudier, le distributeur d'énergie électrique supportera les conséquences de sa faute, de son erreur ou de son imprudence : il pourra se voir infliger la destruction des ouvrages qu'il a édifiés.

CHAPITRE V

SITUATIONS SPÉCIALES.

LES IRRÉGULARITÉS SONT RÉPARÉES.

LE SERVICE DE DISTRIBUTION FONCTIONNE.

En fait, la sanction de l'enlèvement des pylônes électriques pourra sembler très rigoureuse aux tribunaux de qui elle est réclamée. Cet état d'esprit sera notamment susceptible d'inspirer les juridictions saisies lorsque, avant toute demande en justice ou même au cours de la procédure, le distributeur se sera mis en règle et se sera conformé aux prescriptions qu'il avait jusqu'ici négligé d'observer ou volontairement enfreintes.

Alors apparaîtra le plus clairement l'inutilité de la démolition de l'ouvrage, qui à l'origine était irrégulièrement construit et dont l'établissement par là même réalisait une voie de fait. En effet, cette destruction serait nécessairement suivie d'un rétablissement des pylônes abattus, et une telle façon de procéder, qui n'apporterait à personne un avantage quelconque, serait foncièrement préjudiciable au distributeur, et indirectement à la collectivité publique.

Sans doute, objectera-t-on à cet argument de bon sens et de logique, que, s'il en est ainsi, le distributeur se trouvera en quelque sorte encouragé dans sa façon de faire irrégulière et qu'en tout cas il ne sera plus arrêté par l'obstacle que constituerait pour lui la perspective de la démolition de ses ou-

vrages. Il n'attendra plus l'accomplissement des formalités que la loi lui a imposées, songeant que sera suffisante la ratification rétroactive qui interviendra en cours d'exécution des travaux ou ceux-ci complètement achevés. Ainsi, conclurait-on dans cette thèse, cette façon de procéder entraînera une plus grande fréquence des voies de fait.

Nous répondrons tout d'abord qu'il ne faudrait tout de même pas exagérer, et prêter au Distributeur électrique un esprit machiavélique, une volonté fermement arrêtée de mal faire, un sans-gêne perpétuel et déconcertant. Au surplus, s'il en était ainsi et pour les cas où cette attitude éminemment répréhensible se rencontrerait chez le constructeur de la ligne, si la sanction de l'enlèvement n'opère plus, ne subsisterait-il pas toujours celle des dommages-intérêts qu'il appartiendrait au juge de doser et qui, entre ses mains, constituerait encore une arme efficace ?

Dans la réalité, les tribunaux sont entrés dans cette voie bienveillante et ont visiblement reculé devant cette conséquence absolue de l'emprise illégale, de la « voie de fait » qu'est l'enlèvement de l'ouvrage public : du pylône électrique.

La jurisprudence la plus récente nous fournit divers exemples de cette façon de penser et de décider.



Le Tribunal Civil de Nice, dans l'espèce déjà citée (*Veuve Saretta contre Société d'Énergie Électrique du Littoral Méditerranéen et Compagnies d'Entreprises Hydrauliques de travaux publics*,

28 Janvier 1931) (1), où les travaux avaient été accomplis et même le réseau mis en circuit, alors que le Distributeur n'était titulaire que d'une permission de voirie ; par conséquent, où manquaient tout à la fois déclaration d'utilité publique et formalités administratives, constate que l'enlèvement ne peut être évité. Mais, tout en l'ordonnant, il accorde à la Société défenderesse un délai de 4 mois pour se mettre en règle « de façon à lui permettre d'avoir « auparavant obtenu le droit d'exercer les prérogatives qu'elle s'est arrogée » ; l'exécution de la mesure d'enlèvement demeurant suspendue pendant le délai accordé.

Une telle décision implique évidemment que, la procédure régularisée, les pylônes originairement aménagés de façon indue ne pourront plus être détruits.

Une solution analogue résulte du jugement du Tribunal Civil de Vesoul en date du 24 Mai 1927 (2). Là encore, double illégalité résultant de l'absence de déclaration d'utilité publique ou d'assimilation et en même temps de l'inaccomplissement des formalités habituelles. Mais, à la différence de l'espèce précédente, en cours d'instance, la Société de distribution obtient la déclaration d'utilité publique. Le tribunal n'en consacre pas moins la voie de fait et alloue des dommages-intérêts au propriétaire, mais il se refuse à ordonner l'enlèvement des ouvrages réclamé par celui-ci. « C'est », stipule le jugement, « le seul bénéfice que retire le concessionnaire de la régularisation de sa situation ».

(1) Dalloz Périodique 1931.2.32. *Supra* page 106.

(2) Dalloz Périodique 1930.2.137 (1^{re} espèce). *Supra* page 103.

Cette situation spéciale faite au constructeur de pylônes en faute de ne s'être pas conformé à la loi, lorsqu'il répare, par la suite, son erreur, résulte encore d'un arrêt de la Cour d'Appel de Paris (2^e Chambre, 30 Mars 1925, Gazette des Tribunaux 1925.2.751). Originellement, dans l'espèce jugée, pas de déclaration d'utilité publique ; celle-ci est obtenu par la suite : entre le jugement de première instance et l'examen de l'affaire en appel. La conséquence, relève la Cour, c'est que l'enlèvement du pylône litigieux ne peut être ordonné.

« Mais, considérant », mentionne notamment l'arrêt, « que postérieurement au jugement entrepris, la *Société de Pennaroya* a obtenu à la date du 4 Juin 1923 un décret déclarant d'utilité publique sa ligne de transport d'énergie électrique de Saint-Lory à Laumenzan ; que dans ces conditions, il n'échet de maintenir la décision des premiers juges en ce qu'elle a ordonné l'enlèvement du pylône litigieux.

« Qu'en effet, cet enlèvement serait nécessairement suivi d'une expropriation régulière pour cause d'utilité publique, d'où suivrait, par voie de conséquence, le rétablissement dudit pylône. »

Plus récemment, un jugement du Tribunal Civil de Toulouse est empreint du même esprit (Tribunal Civil de Toulouse, 27 Mars 1936, Gazette du Palais 1936.1.864).

La voie de fait existe. Elle résulte, constate le tribunal, de tous les éléments de la cause, et spécialement du rapport de l'expert nommé par ordonnance de référé ; elle n'est d'ailleurs pas sérieusement contestée. Le propriétaire lésé est fondé à réclamer des dommages-intérêts.

Mais, en ce qui concerne l'enlèvement du py-

lône, le demandeur succombe dans sa prétention, le tribunal se déclarant incompétent. Il a agi à un moment où les irrégularités du début sont réparées et où, en tant que travaux publics, les ouvrages critiqués ne peuvent être l'objet d'une décision des tribunaux de l'ordre judiciaire ordonnant leur suppression ou leur déplacement.

« Attendu », en effet, dispose ce jugement, « qu'un premier point apparaît comme certain, à « savoir que l'enlèvement de la ligne ne saurait « être ordonné par la juridiction civile, demeurant « que par décision ministérielle du 9 Octobre 1933 » (les travaux incriminés dataient de Novembre 1929) « il a été déclaré que l'établissement de la ligne « litigieuse était déclarée former la suite et le com- « plément de celle du Chemin de Fer de Bordeaux « à Sète déclarée d'utilité publique par la loi du « 8 Juillet 1852 ; qu'actuellement, la procédure or- « ganisée par la loi du 15 Juin 1906 a été poursui- « suivie et régularisée dans le cours de l'année « 1935 ; que, désormais, il ne saurait être contesté « que cette ligne a le caractère d'un travail déclaré « d'utilité publique ; que le tribunal est donc in- « compétent pour ordonner sa suppression ou son « déplacement. »

Nous voyons donc, dans deux de ces documents tout au moins, les tribunaux se contenter, pour refuser l'enlèvement réclamé, de l'obtention de la déclaration d'utilité publique, sans exiger même l'accomplissement des formalités complémentaires ; et la Cour de Paris de préciser que, nantie de cette déclaration d'utilité publique, la Société distributrice pourra toujours exproprier et ainsi replanter le pylône, sans avoir besoin, suppose-t-on, de revendiquer l'application des servitudes spéciales de la loi de 1906.

S'il en est ainsi, n'y a-t-il pas lieu de penser que lorsque seules auront fait défaut, à l'origine, les formalités qui nous occupent; et que le distributeur pourra se prévaloir d'une déclaration d'utilité publique ou de la situation assimilée, cette illégalité primitive de moindre importance pourra être couverte par la suite?

Une réponse affirmative à une semblable question nous est fournie par divers éléments de jurisprudence.

La Cour d'Appel de Riom (8 Juillet 1930, déjà cité) (3) l'a admis expressément. Après avoir relevé la voie de fait conduisant à l'allocation de dommages-intérêts et examinant, nous le savons, de façon distincte, le problème de l'enlèvement des ouvrages, la Cour y apporte une solution différente. Ce sont là des travaux publics en dépit des conditions irrégulières dans lesquelles ils ont été construits et les tribunaux de l'ordre judiciaire sont incompétents pour en ordonner la démolition ou le déplacement. Car, et c'est la disposition intéressante pour notre sujet, « *de telles mesures, en les supposant légalement possibles, s'avéreraient inefficaces, les irrégularités constatées ayant été réparées, en fait, depuis l'introduction de l'instance et dès avant la fin de l'année 1928* ».

Ce rappel effectué de l'arrêt de la Cour de Riom, c'est à l'affaire *Thiébot contre Syndicat Intercommunal d'Électrification des Pieux*, déjà plusieurs fois évoquée (4), que nous ramène ce point spécial de notre étude.

(3) Supra pages 105, 123, 153.

(4) Cass. Req. 3 Novembre 1937, Dalloz Hebdomadaire 1937, page 585, Rec. Gazette du Palais 1937.2.919, D.P. 1938.1.87. Supra pp. 113 et 158.

Aux trois stades de sa vie judiciaire, ce procès nous permet d'illustrer la face du problème qui nous préoccupe actuellement.

Réservant pour le moment l'analyse de l'arrêt de la Cour de Cassation, attachons-nous quelque peu au jugement du Tribunal Civil de Cherbourg (5) et à l'arrêt de la Cour d'Appel de Caen.

Les juges du premier degré estiment qu'ils se trouvent en présence de travaux publics, ce qui, on le sait, les conduit à se déclarer incompétents pour statuer sur une demande d'enlèvement ou de destruction. « Les fautes ou les abus commis au début « de l'établissement de la ligne » ont perdu leur importance et leur intérêt.

Le tribunal juge, en effet, que « Les agissements du Syndicat ayant été couverts par l'accomplissement de diverses formalités voulues et le courant ayant été distribué en vertu d'une autorisation préfectorale » « il paraît bien que l'emprise actuellement autorisée par l'autorité préfectorale ait perdu le caractère volontaire et de mauvaise foi qui rendait le Syndicat justiciable ordinaire pour l'atteinte portée par lui aux propriétés de Sorel et Thiébot, en n'obtenant pas au préalable leur autorisation et sans attendre l'arrêté préfectoral approuvant le projet de détail du tracé ».

La Cour d'Appel de Caen confirme par arrêt en date du 23 Novembre 1933 (6). Comme le Tribunal, elle s'arrête à la régularisation subséquente de la procédure originellement viciée.

(5) Gazette du Palais 1932.2.363. Sous note. Supra page 157.

(6) Non publié à notre connaissance.

« Attendu », précise l'arrêt, plus détaillé et plus précis que le jugement sur ce point d'importance pour notre exposé, « que, ultérieurement et « avant l'introduction de l'instance, des enquêtes « ont été ordonnées par le Préfet de la Manche, suivant arrêtés en date du 23 Octobre 1930 dans les « communes de Tréauville et de Grosville, au cours « desquelles les appelants ont produit leurs protestations ; que sur le vu de ces enquêtes et notwithstanding la protestation des appelants, le Préfet « de la Manche, à la date du 6 Décembre 1930, a « définitivement approuvé le tracé des lignes, *enlevant ainsi le caractère d'une voie de fait à l'acte d'occupation commis par le Syndicat, ou plutôt par le concessionnaire des travaux, en donnant un statut apparemment régulier au passage des lignes sur les terrains des consorts Thiébot-Sorel.* »

D'où : premier motif d'incompétence.

Mais la Cour de renforcer au surplus sa thèse d'un autre argument de valeur. La ligne a été mise en service, après réception par le service du contrôle, et le courant a été lancé antérieurement à l'introduction de l'instance. Il en résulte qu'à la date où les « consorts Thiébot-Sorel saisissaient le tribunal Civil, le travail dont ils demandaient la suppression était *incorporé à un réseau de distribution d'énergie électrique en plein fonctionnement dont il faisait partie intégrante* ».

Le Tribunal de Cherbourg, conclut la Cour, était dès lors incompétent pour ordonner cette suppression et elle ajoute : « de même que pour statuer « sur les questions de clôture et de dommages-

« intérêts qui lui sont intimement liées et font avec
« elle un tout indivisible ».

*
* *

Ne convient-il pas maintenant de nous tourner vers la Cour de Cassation elle-même et de nous poser la question de savoir quel accueil elle réserve à une telle conception ?

Il importe, en effet, de nous demander si cette haute juridiction s'est trouvée animée de la même bienveillance que les Tribunaux et Cours d'Appel dont nous avons cité les décisions; de façon plus précise, de rechercher si elle admet cette théorie de la régularisation après coup, avec effet rétroactif, des irrégularités originaires; ou si, n'admettant pas absolument cette thèse, elle n'a pas, tout au moins dans certains cas, consenti certaines restrictions, certains tempéraments à la règle brutale de l'enlèvement de l'ouvrage indûment établi.

Deux arrêts de la Cour Suprême seraient de nature à faire très sérieusement penser que le premier de nos systèmes n'a pas trouvé grâce devant elle. Ce sont les arrêts *Béziat contre Société Nord-Lumière* (7) et *Lepaumier contre Société Normande de Gaz et d'Électricité* (8), plusieurs fois cités déjà au cours de cet exposé.

Que décident, en effet, ces deux arrêts de principe en notre matière ?

Ils font l'un et l'autre état d'une règle qui semble singulièrement battre en brèche la thèse de la régularisation subséquente d'une situation ju-

(7) Cass. Civ. 3 Avril 1935, Rec. Gaz. Pal. 1935.1.902, Dalloz Périodique 1937.1.25.

(8) Cass. Req. 3 Mars 1936, Rec. Gaz. Pal. 1936.1.774, Dalloz Périodique 1937.1.30.

ridique antérieurement viciée, tout au moins si le vice qui l'atteint est l'absence de déclaration d'utilité publique.

La déclaration d'utilité publique, l'on s'en souvient, constitue l'une des condition « sine qua non » à défaut desquelles l'emprise du distributeur est illégale ; et l'absence de l'une de ces conditions conduit à la voie de fait. Or, cette déclaration d'utilité publique, décide la Cour de Cassation dans ces deux arrêts, doit être « préalable » à l'exécution des travaux. C'est donc la ruine expresse et formelle de la régularisation après coup, puisque, faute d'intervenir antérieurement au début des travaux, une telle mesure ne peut être prise après ; qu'en tous cas, si elle est prise, elle demeure inefficace.

On ne saurait d'ailleurs négliger, à cet égard, l'importance de l'arrêt de la *Société Normande contre Paulmier*. C'est qu'en effet, c'est précisément sur ce terrain qu'était placé le débat devant la Cour de Cassation.

Pour bien mesurer la portée de cette décision, attardons-nous quelque peu sur la situation des parties en présence et relevons la suite des actes ou formalités accomplis par le Distributeur d'énergie et la date à laquelle ils sont intervenus.

La Société Normande avait implanté les pylônes alors qu'elle n'était pas titulaire d'une concession, qu'à plus forte raison il n'y avait ni déclaration d'utilité publique, ni assimilation et que manquaient les autres formalités administratives.

Devant le Tribunal de première instance, cette Société invoquait, pour combattre la demande d'enlèvement des ouvrages dont elle était l'objet, le fait que depuis l'exécution de ces ouvrages elle avait obtenu, le 8 Juin 1931, un contrat de concession, ce

qui avait pour résultat de faire de ses travaux des travaux publics inattaquables.

Le tribunal, en réponse à cette exception, dans son jugement qui porte la date du 9 Juillet 1931, a remarqué que cette prétendue régularisation résultant de ce que le distributeur aurait obtenu une concession administrative n'était en sa bouche qu'une allégation dénuée de preuve. Au surplus, ajoute-t-il, « en l'état actuel », les travaux envisagés ne sont pas des « travaux publics, car en dehors de l'absence de concession, fait encore défaut la « déclaration d'utilité publique ou l'assimilation légitimant l'exercice des servitudes prétendues ».

Devant la Cour de Caen, la Société distributrice justifie du contrat de concession réellement obtenu les 1^{er} et 8 Juin 1931, mais ne peut se prévaloir que de démarches en vue de la déclaration d'utilité publique, sans que celles-ci aient pu encore aboutir.

La Cour, le 29 Avril 1932, confirme le jugement qui lui était déféré en retenant que la concession n'est pas déclarée d'utilité publique et encore que les formalités exigées par l'article 12 de la loi de 1906 n'ont pas été accomplies avant l'exécution des travaux. Dans de telles conditions, emprise illégale : l'autorité judiciaire est compétente ; c'est à bon droit que la destruction des ouvrages a été prescrite, aucun acte administratif, au surplus, n'allant à l'encontre d'une telle mesure.

Entre l'arrêt de la Cour d'Appel et l'examen de l'affaire par la Cour de Cassation, la procédure administrative ayant suivi son cours, la concession simple est assortie d'une déclaration d'utilité publique.

Ainsi donc, les supports avaient été établis dans le courant de l'année 1930 ; au mois de Juin 1931,

intervient le contrat de concession simple ; et, trois ans plus tard environ, la déclaration d'utilité publique. Régularisation donc, bien lente à la vérité, mais cependant régularisation en cours d'instance et complète, tout au moins lorsque la Cour de Cassation est amenée à connaître du dossier.

Le pourvoi, qui ne peut faire grief à la Cour d'Appel d'avoir négligé une déclaration d'utilité publique qu'elle ne connaissait pas et qu'elle ne pouvait pas connaître, puisqu'elle n'existait pas, se replie sur la concession simple. Il reproche dès lors à l'arrêt entrepris d'avoir violé les règles de la compétence, motif pris de ce que la Société ayant obtenu du Préfet au cours de l'instance engagée contre elle par Paulmier une concession ordinaire, il n'y avait que la juridiction administrative à pouvoir ordonner la suppression de supports : ouvrages publics.

Voici donc le problème nettement posé et circonscrit. Cette mise en règle partielle intervenue après l'édification des pylônes électriques peut-elle relever le distributeur de son omission et emporter confirmation de cette nullité, en quelque sorte relative, encourue à un certain moment et qui ne le serait plus maintenant ? Le distributeur peut-il, *a posteriori*, être considéré comme ayant toujours été concessionnaire ; et cette qualité de concessionnaire suffit-elle, à elle seule, à lui conférer le droit au bénéfice des servitudes de la loi de 1906 ?

Que répond la Cour Suprême ?

Elle s'exprime d'abord par la voix de son rapporteur, M. le Conseiller Pilon, qui s'attache au caractère préalable de la déclaration d'utilité publique. « L'arrêt de 1935 (arrêt Béziat) », écrit-il, « est particulièrement catégorique. Conformément aux *héritage*, pour l'usage et l'utilité d'un *héritage*

« dispositions formelles et impératives de l'article
« 12 de la loi de 1906, d'après lesquelles c'est la
« déclaration d'utilité publique qui « confère le
« droit d'établir des supports », cet arrêt voit dans
« la déclaration *préalable* une condition qui, si elle
« est remplie, rend légale l'emprise de la Société ;
« qui, si elle fait défaut, la rend illégale, donc en-
« traîne une voie de fait et la compétence absolue
« de l'autorité judiciaire ; absolue, c'est-à-dire
« même pour ordonner l'enlèvement de ces travaux
« qui constituent une atteinte illégale à la pro-
« priété. »

Et, plus loin, M. Pilon d'appliquer ce principe à l'espèce soumise à la Cour en signalant que l'arrêt attaqué a relevé que : « les poteaux ont été plan-
« tés sans qu'aucune *formalité préalable* ait été rem-
« plie. Non seulement la déclaration d'utilité pu-
« blique n'était pas accordée, mais la Société ne
« justifiait pas avoir accompli aucune formalité ad-
« ministrative en vue de la concession. C'est seu-
« lement quelques jours *après* avoir implanté les
« poteaux qu'elle songe à commencer la procédure
« de la loi de 1906 ».

« Or, sous cet aspect encore », poursuit le rap-
porteur, « il y a voie de fait emportant compétence
« judiciaire, même pour ordonner l'enlèvement
« des travaux, parce que la *condition* rendant lé-
« gale l'emprise du travail effectué, à savoir la dé-
« claration préalable d'utilité publique (ou tout au
« moins un commencement des formalités adminis-
« tratives) fait défaut... »

Et la Cour de Cassation, suivant complètement son rapporteur, rejette le pourvoi en décidant, comme celui-ci l'avait proposé, « qu'en vertu de la
« loi de 1906, il ne peut être porté atteinte aux pro-

« priétés privées pour l'installation d'une ligne de
« distribution d'énergie électrique, qu'à la condi-
« tion d'une déclaration *préalable* d'utilité publi-
« que ». La conclusion s'en suit normale et logi-
que : les supports ayant été construits *alors que* la
Société Normande « n'avait même pas commencé
« à remplir les formalités prévues et exigées par la
« loi du 15 Juin 1906 », l'emprise est illégale.

De cet arrêt il résulte, de façon fort nette, que
la Cour de Cassation impose le respect intégral de
la loi, non seulement en ce qu'elle exige une déclara-
tion d'utilité publique, mais encore dans l'ordre
qu'elle lui assigne : c'est-à-dire avant le commence-
ment de tous travaux (9).

Sans doute, M. Ch. Blaevoet, dans sa note au
Dalloz sous cet arrêt (10), croit pouvoir discerner
l'annonce d'une atténuation à ce principe pour le
cas où le Distributeur d'énergie électrique aurait
commencé à remplir les formalités administratives,
mais sans les avoir parachevées.

« Dans ce dernier arrêt », écrit-il en effet, « la
« Cour de Cassation a pris soin de préciser que la
« Société n'avait pas commencé à remplir les for-
« malités administratives prévues par la loi. Il sem-
« ble en effet qu'il y ait lieu d'être moins sévère
« à l'égard de la Société, quand elle s'est mise en
« instance à cet effet, car il serait peu opportun de

(9) Ne pourrait-on pas invoquer cependant en faveur
d'une moindre sévérité l'arrêt de la Chambre des Requêtes
dans l'affaire Baumat contre Syndicat d'Électrification de Pé-
rigueux (19 Juin 1934, Rec. Sirey 1934.1.263). Y est déclarée
légalement justifiée la sentence d'un Juge de Paix, confirmée
en appel, qui refuse d'ordonner la démolition et l'enlève-
ment de lignes électriques, bien que celles-ci aient été *tardi-*
vement autorisées par arrêté préfectoral.

(10) Dalloz Périodique 1937.1.19.

« faire déposer des ouvrages qui seraient remontés,
« à bon droit, dès que le concessionnaire aurait ob-
« tenu les prérogatives sollicitées par lui, et on ris-
« querait de lui faire porter injustement la respon-
« sabilité des lenteurs administratives. »

Ce point de vue a-t-il été suivi par la Cour de Cassation elle-même, ainsi que M. Blaevoet croyait le pressentir ? Il y a lieu d'en douter à la lecture de l'arrêt *Époux Thiébot contre Syndicat Intercommunal d'Électrification des Pieux* (4).

« Il appartient », stipule en effet cet arrêt,
« aux tribunaux judiciaires de connaître d'une de-
« mande de suppression de fils aériens d'énergie
« électrique, formée devant eux, avant que le cons-
« tructeur n'ait *commencé et vu aboutir* les forma-
« lités prescrites par la loi du 15 Juin 1906. » Il y
a, dans ce cas là, voie de fait.

Si l'on donne aux termes employés leur sens plein et entier, on est bien obligé de conclure de l'énoncé de ce principe que la demande sera recevable, parce que la voie de fait existera, non seulement lorsque le plaignant agira avant le commencement de toute formalité, mais même lorsque celles-ci étant commencées, le constructeur ne les aura pas vu aboutir.

Ainsi donc, la Cour de Cassation ne paraît pas s'être ralliée à la théorie de la réparation des irrégularités. Mais, et notons-le aussitôt, elle a tout de même agréé un tempérament d'une autre nature et reposant sur une autre base. C'est précisément ce même arrêt *Thiébot contre Syndicat des Pieux* qui nous en fournit l'exemple.

(11) Supra pages 113, 158, 168.

Les tribunaux judiciaires sont incompétents, proclame la Cour Suprême, pour connaître d'une action tendant à un enlèvement de supports, lorsque celle-ci a été introduite après « *approbation et réception de la ligne par l'autorité compétente* », parce qu'alors, véritablement, il s'agirait « non de faire cesser une voie de fait, mais d'ordonner la suppression d'un travail public, ce qui ressort de la compétence de la juridiction administrative ».

Voilà donc bien un adoucissement à la règle sévère de l'enlèvement. Lorsque tout sera prêt, à plus forte raison lorsque le courant circulera dans les lignes, les propriétaires qui voudraient se plaindre d'avoir été injustement atteints, seront en quelque sorte forclos à agir.

C'était ce qui s'était produit dans notre affaire Thiébot, dont les détails nous sont maintenant familiers. Le syndicat était subventionné, mais les formalités administratives n'avaient été accomplies qu'au cours de l'exécution des travaux. Elles étaient cependant achevées ; les lignes étaient réceptionnées et le courant circulait lorsque les consorts Thiébot et Sorel avaient songé à se plaindre.

Le Tribunal de Première Instance et la Cour d'Appel s'étaient, on se le rappelle aisément, déclarés incompétents. La Cour de Cassation se range à cet avis, car « les travaux exécutés sur les propriétés des consorts Thiébot-Sorel par le Syndicat d'Électrification des Pieux, subventionné par l'État, étaient destinés à un service d'utilité générale », et parce « qu'à la date où leur suppression avait été demandée, ils se trouvaient incorporés, en vertu d'une autorisation préfectorale, à un réseau de distribution d'énergie électrique en plein fonctionnement, dont ils faisaient partie

« *intégrante* » (12). Ce sont donc, en dépit des irrégularités originaires et temporaires dont ils étaient atteints, des travaux publics, à l'encontre desquels aucune critique, au nom d'une voie de fait quelconque, ne peut plus être élevée ; et qui, participant aux rouages de l'Administration, ne peuvent être déferés qu'aux autorités administratives ou aux juridictions spéciales de l'ordre administratif.

Il importe même de mesurer toute la portée de cette décision.

Le problème de l'enlèvement des supports basé sur les irrégularités commises n'était pas, à strictement parler, le seul point litigieux soumis à l'appréciation du Tribunal et de la Cour d'Appel ; et repris expressément dans le pourvoi. Il y avait encore les questions de clôture et de dommages-intérêts.

La Cour de Cassation se refuse à scinder ces diverses difficultés, pour éventuellement les solutionner de façon différente. La Cour d'Appel a constaté que « les questions de clôture et de dommages-intérêts étaient intimement liées à la demande de suppression de travaux et formaient avec elle un tout indivisible » ? Elle a bien jugé : sa décision est en tous points fondée ; elle ne supporte aucune critique. Évoquons cependant une fois encore l'arrêt de la Cour de Riom, qui avait dissocié : enlèvement d'ouvrages et dommages-intérêts, pour rejeter l'un et accueillir l'autre. Remarquons aussi qu'*a priori*, on pourrait songer à distinguer le cas où le

(12) Comme l'on peut en juger, la Cour de Cassation, et ce n'est pas la première fois, s'attache, pour caractériser le travail public, non seulement à l'idée même d'ouvrage public proprement dit, mais encore à la notion de service public et au fonctionnement de celui-ci.

distributeur a implanté en terrain clos, ce qu'il ne peut jamais faire ; et celui où il s'est borné à négliger des règles de procédure, irrégularité, il va sans dire, en elle-même plus réduite.

Il n'y a pas lieu de faire de discrimination, décide la Cour Suprême. La ligne a été approuvée et réceptionnée. Le travail public est achevé. Il est trop tard. Il ne peut plus être question de voie de fait à quelque point de vue que ce soit et, par conséquent, on ne peut envisager d'appliquer une sanction quelconque : même par le moyen de dommages-intérêts, à l'encontre d'un constructeur de ligne à l'égard duquel il n'est plus permis de relever d'abus ou de faute.

Cette solution rencontre l'avis émis par M. Mestre (note sous Civ., 6 Janvier 1930, Rec. Sirey 1930. 1.337). Elle rejoint également l'appréciation formulée par M. Blaevoet dans la note précitée (Dalloz Périodique 1937.1.19). « Il y a un autre cas », écrit en effet M. Blaevoet, « où il conviendrait de ne pas « prescrire l'enlèvement des ouvrages, même mal « plantés : c'est celui où ils seraient déjà mis en « fonctionnement... la solution nous semble cer- « taine. L'enlèvement des installations incriminées, « en pareille hypothèse, entraînerait l'interruption « du service public et la privation de courant pour « de nombreux usagers, pendant plusieurs jours « peut-être, et cela pour donner satisfaction à un « seul individu dont les droits ont été violés ! L'in- « térêt général se trouve alors en conflit avec l'in- « térêt privé. Certes, la propriété est respectable, « mais celui dont le terrain subit une emprise illi- « cite a des moyens rapides de se défendre avant « qu'on atteigne le stade de la mise sous tension : « il peut agir en référé (Req. 4 Nov. 1930, Dalloz « Périodique 1931.1.77) et se servir des actions pos-

« sessoires. Il n'a à s'en prendre qu'à sa négligence,
« s'il n'a pas su plus tôt préserver son immeuble
« d'une violation permanente. Il nous semble donc
« que la Cour de Cassation pourrait alors, sans trop
« de scrupules, adopter des solutions voisines de
« celles qui ont été consacrées en cas d'expropria-
« tion indirecte. »

Et, de fait, ces solutions bienveillantes sont à recommander. Certaines juridictions, pensera-t-on, sont allées un peu loin : elles agissaient dans le souci de l'intérêt public, sacrifiant peut-être un peu trop les droits des particuliers. La Cour de Cassation n'a pas voulu se montrer aussi hardie, elle a néanmoins apporté un tempérament heureux au principe rigoureux de la destruction d'un ouvrage au titre de la voie de fait, tempérament qui peut se recommander du mérite de satisfaire pleinement l'équité.

Cette façon de voir, en effet, réalise une conciliation harmonieuse entre les deux ordres opposés d'intérêts en conflit et c'est bien là que réside la vérité juridique et vers ce but que doivent tendre les décisions d'une justice qui a le sens des réalités pratiques.

CHAPITRE VI

LE DISTRIBUTEUR D'ÉNERGIE ÉLECTRIQUE
NE PEUT-IL PAS, DANS CERTAINS CAS,
MAINTENIR,
QUOI QU'IL ARRIVE, SES INSTALLATIONS ?

LES TRAVAUX QU'IL EXÉCUTE
SONT-ILS DES TRAVAUX PUBLICS SPÉCIAUX ?

De droit commun, il est de principe, nous le savons, que les travaux publics achevés et livrés à destination ne peuvent pas être supprimés, alors même que ces travaux auraient été irrégulièrement entrepris, exécutés de façon défectueuse. Cette règle fonctionne même dans l'hypothèse où les ouvrages publics ont été aménagés sur le terrain d'un particulier en suite d'une emprise injustifiée.

Ce sera le cas, notamment, lorsque la dépossession dont ce propriétaire est atteint n'a pas été entourée des garanties légales, assortie des formalités administratives régulièrement accomplies : plus spécialement, par exemple, de la procédure complète d'une expropriation pour cause d'utilité publique.

C'est le principe de l'*intangibilité de l'ouvrage public*. Théorie spéciale du droit administratif, qui consacre une prééminence de l'Administration sur les particuliers, en lui conférant au nom des intérêts généraux, qu'elle est chargée de défendre et de

satisfaire, des privilèges exorbitants du droit commun. Ces privilèges se trouvant justifiés dans la plupart des cas par une considération pratique, car l'Administration a toujours le droit de refaire l'ouvrage en opérant régulièrement : il ne servirait donc à rien de procéder à une destruction préalable.

Cette règle de l'intangibilité de l'ouvrage public reçoit l'appui très ferme, tant de la Cour de Cassation que du Conseil d'État. Cette jurisprudence nette et formelle s'est établie à propos de l'exécution du tunnel du Mont-Cenis, par un arrêt de la Cour de Cassation du 10 Janvier 1883 (Gallou contre Grattoni, Sommeillier et autres, *Dalloz Périodique* 1883.1.460). On s'était aperçu, après l'achèvement du tunnel, qu'une parcelle du terrain avait été irrégulièrement expropriée. Allait-on, pour un semblable vice de forme, obliger l'Administration à supprimer l'ouvrage ainsi terminé ? L'autorité judiciaire ne l'a pas pensé, et à cette occasion, faisant céder l'intérêt privé devant l'intérêt général, elle a maintenu l'ouvrage public.

C'est dans le même sens qu'ont été rendus les arrêts suivants :

Tribunal des Conflits 5 Mai 1877 (*Dalloz Périodique* 1877.3.66) ; Cass. 16 Novembre 1892 (S. 1893.1.117) ; Conseil d'État 24 Novembre 1893, Ville de Tlemcen contre Barat (Lebon, page 780) ; Conseil d'État 26 Janvier 1894, Lebreton, Faucheux, etc... (Lebon, page 71, et *Dalloz Périodique* 1895.5.543) ; Conseil d'État 26 Février 1894 (S. 96.3.3) ; Tribunal des Conflits 1^{er} Août 1896, Préfet de la Manche (Lebon, page 637) ; Cass. 16 Juillet 1900 (S. 1900.1.505 et *Dalloz Périodique* 1901.1.273) ; Cass. Civ. 4 Juillet 1904 (*Dalloz Périodique* 1906.1.124) ; Cass. Req. 2 Février 1909 (S. 1912.1.577, *note M. Mestre*,

Pandl. Pér. 1912.1.577, Dalloz Périodique 1909.1.249, note M. Delanney) (1).

Mais cette théorie de l'intangibilité de l'ouvrage public, si elle devait opérer seule, et de façon isolée, apparaîtrait incontestablement rigoureuse, voire même injuste. Elle conduirait à une situation dans laquelle un propriétaire, contre qui ne serait intervenu aucune procédure administrative régulière, se trouverait dépouillé en fait de son fonds par suite de l'exécution d'un ouvrage public qu'il est obligé de supporter parce qu'il ne peut en demander l'enlèvement.

Le sacrifice imposé au propriétaire serait sans contre-partie appréciable. Contraste choquant, n'est-il pas évident, entre la situation de ce propriétaire victime d'une spoliation de fait et cet autre qui, au contraire, n'aura été privé de son bien qu'à la suite d'une expropriation légale, avec donc toutes les garanties de la loi.

Une telle différence de traitement, une semblable disparate ne pouvaient subsister dans un régime d'égalité de tous les citoyens devant les charges publiques. C'est de ce besoin qu'est née cette autre théorie qui forme le corollaire de la règle de l'intangibilité de l'ouvrage public et corrige ce que celle-ci avait, en elle-même et à elle seule, de trop brutal et partant d'injuste. C'est la théorie de la dépossession ou de l'expropriation indirecte ou tacite, une des plus intéressantes certainement et des plus curieuses à la fois du droit administratif.

La dépossession réalise une mainmise absolue sur un immeuble, de façon à ce que son propriétaire

(1) Cfr. également : Aucoc. Conférences sur l'Administration, 3^e édition, t. 2, N^o 866, page 634. Laferrière, Traité de la juridiction administrative, 2^e édition, t. I, page 551.

n'en ait plus la disposition ni la jouissance. Elle est définitive et totale. Le propriétaire qui en est atteint ne peut pas la subir sans dédommagement.

C'est donc afin de répondre à cette nécessité que la jurisprudence a construit, pour la garantie, au cas de déposssession définitive et totale, des droits individuels, notre théorie de l'*expropriation indirecte* (voir notamment à ce sujet : Hauriou, Précis de droit administratif, 9^e édit., pp. 547 et 827 ; L. Rolland, Précis de droit administratif, 6^e édit., N^o 615-617 ; Walinè, Manuel élémentaire de droit administratif, pp. 468-470) ; et plus particulièrement le traité spécial de M. Sanlaville : Déposssession et dommages, Paris 1923).

Grâce à cette notion de l'expropriation indirecte, le propriétaire qui a été ainsi privé définitivement de son immeuble pourra obtenir des tribunaux judiciaires, gardiens du droit de propriété, l'indemnité que cette déposssession rend légitime. Ainsi, n'aura-t-il pas lieu de se plaindre de ce que l'Administration ait négligé d'observer à son égard les formalités protectrices de ses droits, et destinées à sauvegarder ses intérêts, puisque, dans une hypothèse comme dans l'autre, ce sera l'autorité judiciaire qui fixera l'indemnité qui doit réparer le préjudice que lui occasionne cette déposssession.

C'est l'autorité judiciaire, disons-nous, qui fixera l'indemnité ? Au temps où s'appliquait la loi de 1841 sur l'expropriation (l'on sait que les décrets des 8 Août et 30 Octobre 1935 ont remanié la matière et qu'un jury d'expropriation a été substitué une commission arbitrale d'évaluation), la question a été discutée de savoir si l'autorité judiciaire compétente ne devait pas être le jury d'expropriation. Tel était notamment l'avis de MM. Christophle (Traité des travaux publics, T. II, N^o 179) ; de Peyr-

ronny et de Lamarre (Commentaire des lois d'expropriation, N° 80, page 78) ; Daffry de la Monnoye (Théorie et pratique de l'expropriation, 2° édit., tome I, p. 9).

Il faut préférer au jury, ou maintenant à la commission arbitrale d'évaluation, la compétence du Tribunal Civil, en premier ressort, et de la Cour d'Appel, au second degré. Ce sont, en effet, les organismes judiciaires de droit commun et ceux à qui est dévolue la plénitude de juridiction. Cette solution, qui réalise l'avantage de fournir à l'Administration un titre juridique au transfert de la propriété dont elle s'est emparée, est aussi celle qui est de nature à donner au propriétaire intéressé le maximum de garanties dans le dédommagement auquel il a légitimement droit.

De telle façon, du jeu de ces deux systèmes, de la combinaison des théories complémentaires que sont « l'intangibilité de l'ouvrage public » et « l'expropriation indirecte », il résultera que l'Administration aura gagné le maintien des ouvrages qu'elle avait irrégulièrement établis. De son côté, le propriétaire dépossédé aura la contre-partie d'une indemnité équitable que lui allouera la juridiction spécialement établie pour le protéger.

En résumé, après coup, chacun y trouvera son compte. La situation originellement défectueuse sera régularisée, et le résultat, en définitive, sera très voisin de celui auquel aurait abouti une procédure régulière ; pour prendre le cas le plus fréquent, disons : une expropriation légale. Et concluons : l'expropriation indirecte aura produit des effets sensiblement identiques à ceux de l'expropriation légale, si ce n'est cependant avec quelque retard, puisque l'indemnité aura perdu son caractère préalable.

Tel est donc le régime courant des travaux publics. Telles sont les règles habituelles qu'il conviendra d'y appliquer.

*
* *

Ces principes généraux rappelés, revenons à notre matière spéciale de l'implantation des pylônes électriques; de l'aménagement des réseaux de lignes destinées au transport de l'énergie.

Il n'est pas de doute, nous l'avons vu, que cette catégorie d'ouvrages se classe parmi les travaux publics. Tout au moins doit-il en être ainsi, et ce sera la majorité des cas, des travaux exécutés sous le régime de la concession et *a fortiori* de la concession avec déclaration d'utilité publique. En effet, dans l'une ou l'autre de ces hypothèses, il s'agit bien de travaux effectués dans un but d'intérêt général : la distribution publique de l'énergie ; et pour le compte d'une personne administrative : le concédant, puisque c'est à celui-ci que les ouvrages devront faire retour en fin de concession. Seul, faudrait-il donc excepter le constructeur de lignes agissant avec le bénéfice d'une permission de voirie : ce sera l'éventualité la plus rare.

Ainsi donc, dans l'extrême majorité des cas, nous aurons à faire à des travaux publics. Doctrine et jurisprudence, nous l'avons noté, sans qu'il soit besoin d'y revenir, sont en parfait accord sur ce point.

Mais ces travaux sont-ils des travaux publics ordinaires ? Ne comportent-ils pas un statut particulier, par certains côtés plus extensif que le régime normal, mais par certains autres plus restric-

tif. En serrant de plus près la question, nous sommes conduits à nous demander si fonctionnent, dans le domaine des installations électriques, les principes ci-dessus analysés de l'intangibilité de l'ouvrage public et de l'expropriation indirecte.

On mesure aussitôt et d'emblée la portée de ces règles qui, ici comme ailleurs, auraient pour effet de donner au distributeur d'énergie électrique, pourvu tout au moins qu'il soit titulaire d'un contrat de concession simple, une situation nettement privilégiée, puisque, à la condition de régler une indemnité de dépossession, il serait assuré de la garantie de maintenir debout les ouvrages par lui aménagés.

C'est là, on le sent, tout l'intérêt de cette partie de notre étude. Le distributeur d'énergie électrique ne peut-il pas, quoi qu'il arrive, maintenir ses installations ? Les travaux qu'il édifie sont-ils des travaux publics spéciaux ? De façon plus précise, bénéficie-t-il du droit à la dépossession ?

La réponse à de semblables questions fait difficulté. Elle suscite des avis divergents. Deux courants d'opinions s'affrontent et s'orientent différemment. Le premier opte pour la négative et proclame : travaux spéciaux et pas de dépossession ; le second rétorque : peut-être travaux publics de nature particulière, mais on ne peut dans tous les cas refuser la faveur de la dépossession au concessionnaire d'énergie électrique.

La raison de douter provient du texte même de l'article 12 de la loi du 15 Juin 1906 qui, après avoir décrit le bénéfice que retire le concessionnaire de la déclaration d'utilité publique ; après en avoir posé les conditions, stipule, en se référant à l'exécution des travaux envisagés, « *Elle n'entraîne aucune dépossession* ». Ce sont ces quelques mots

qu'il s'agit d'interpréter, pour leur donner leur sens exact et leur portée réelle.

« Aucune dépossession », retiennent les défenseurs du premier système, cela s'applique à tous les travaux entrepris par le distributeur d'énergie électrique ; quand bien même celui-ci serait en mesure de se prévaloir d'un contrat de concession, ou mieux d'un contrat de concession renforcé d'une déclaration d'utilité publique. Le législateur, en décrétant une telle disposition, a entendu rejeter de notre matière le fonctionnement habituel de la dépossession. Travaux publics, sans doute, mais travaux publics spéciaux. M. Mestre se range à cet avis dans sa note au Sirey 1924.1.289, où il écrit : « L'exécution des travaux n'entraîne aucune dépossession » ; « ou ces mots n'ont pas de sens, ou ils impliquent
« la possibilité pour le propriétaire de reprendre
« la libre disposition du terrain indûment occupé
« et par suite le devoir pour les tribunaux compétents d'ordonner la remise en état de cet immeuble. »

« Cette sanction énergique du droit de propriété est donc commandée par une disposition
« légale, impérative, qui ne se retrouve point en
« matière de travaux publics ordinaires. On sait,
« en effet, que l'ouvrage public ne doit pas en principe être démoli, alors même que son implantation défectueuse aurait empiété sur des propriétés
« particulières » (V. la note de M. Mestre sous Cass. Req., 2 Février 1909, S. et P. 1912.1.577, Pand. Pér. 1912.1.577). Et plus loin : « Cette décision eût
« été correcte s'il se fût agi de travaux publics ordinaires, qui ne peuvent jamais être supprimés
« par une décision des juges : mais l'article 12 de
« la loi de 1906, en stipulant que les travaux effectués pour l'établissement d'un réseau de distri-

« bution ne pourraient « entraîner la dépossession
« du propriétaire », a, par là même, permis aux
« tribunaux de déroger en cette matière spéciale au
« droit commun des travaux publics » (2).

C'est aussi l'opinion que formule, après M. Mestre, M. Colombet (*Des droits du distributeur d'énergie électrique vis-à-vis des propriétaires*, Thèse Paris 1925). « Ce tout petit membre de « phrase » (lit-on à la page 157 de son ouvrage) « Elle » (l'exécution des travaux) « n'entraîne aucune « dépossession », a « suffi à placer hors du droit commun des travaux publics le distributeur et à lui « retirer le bénéfice de l'intangibilité de l'ouvrage « public. L'article 12 a fait échec à ce principe, « pourtant bien établi. Il évite aux propriétaires de « subir une dépossession, même du fait d'un ou- « vrage public ».

A cette interprétation fort nette de la loi de 1906, dans sa disposition qui nous occupe actuellement, s'oppose un autre système, dans lequel on refuse un sens aussi radical et un effet aussi marqué à l'expression « Elle n'entraîne aucune dépossession ».

C'est une thèse que l'on trouve notamment soutenue dans la *Revue Générale de l'Électricité* du 27 Janvier 1934 (t. XXXV, pp. 131-136), sous la plume de M. H. Panyon. Il conviendrait, dans cette opinion, de rapprocher cette formule de son contexte, ce qui conduirait à n'y voir que la possibilité conservée au propriétaire de démolir, réparer ou suré-

(2) La même idée se retrouve dans l'ouvrage de M. Mestre : « *Propriétaires et Compagnies de Distribution d'énergie électrique* » (pages 9 et 20), mais l'auteur est moins affirmatif dans sa note au *Recueil Sirey* 1930.1.337, où l'interprétation législative le conduit à assimiler, dans l'occurrence, le défaut de dépossession à l'absence de transfert de la propriété.

lever les murs ou façades, les toits ou terrasses des bâtiments frappés d'une servitude d'appui ; elle signifierait en outre que le propriétaire, dans les terrains ouverts ou non bâtis duquel des canalisations ou des supports ont été posés, conserve le droit de se clore ou de bâtir.

Ce système, on le voit, s'attache à une interprétation littérale de la loi.

Si l'on prend en main le texte même de la loi, ne manquent pas de faire valoir ses partisans, on y fait cette observation matérielle : que l'énonciation du principe selon lequel l'exécution des travaux n'entraîne aucune dépossession est suivie et seulement séparée par un point et virgule de ce qui devrait être regardé comme son commentaire ; « la « pose d'appuis sur les murs ou façades ou sur les « toits des bâtiments ne peut faire obstacle au droit « du propriétaire de démolir, réparer ou surélever. « La pose de conduits, dans un terrain ouvert, ne « fait pas non plus obstacle au droit du propriétaire « de se clore ou de bâtir ».

Ces mêmes partisans font observer en outre que ce texte est accompagné du même commentaire dans la loi du 28 Juillet 1885 relative à l'établissement, à l'entretien, et au fonctionnement des lignes télégraphiques et téléphoniques ; qu'il figure également dans les mêmes conditions dans le projet de modification déposé par M. Mollard, sénateur.

Et la conclusion s'en suit qu'en déclarant que l'exécution des travaux n'entraîne aucune dépossession, la loi veut indiquer deux choses :

1°) que les servitudes de l'article 12 et les travaux qui en résultent ne comportent pas expropriation et qu'en conséquence l'occupant n'a pas à payer

la valeur du terrain et seulement une indemnité d'occupation.

2°) que le propriétaire garde en principe le droit de disposer de la partie occupée.

Il nous paraît intéressant, instruit par ces deux courants d'opinion, de revenir quelque peu à l'examen de la loi elle-même. Et tout d'abord pour nous demander à quoi exactement se réfère et s'applique cette disposition légale : « Elle n'entraîne aucune « dépossession ». Est-ce à tous les travaux du distributeur d'énergie électrique ? Ne serait-ce pas plutôt uniquement à la matière spéciale des servitudes d'utilité publique dont il bénéficie à titre, pourrait-on dire, tout à fait exceptionnel et supplémentaire.

Nous pensons pouvoir nous ranger à la seconde branche de l'alternative ainsi posée, et selon nous, c'est aux travaux exécutés en vertu des servitudes et à eux seuls que s'applique cette restriction : qu'ils n'entraîneront pas de dépossession.

Voici notre argument : il résulte du texte même de la loi.

« Elle » n'entraîne aucune dépossession s'accorde et ne peut s'accorder qu'avec l'exécution des travaux dont il a été traité à l'alinéa précédent.

« Elle », c'est l'exécution des travaux.

Or, quels sont ces travaux ?

Ce sont ceux, stipule cet alinéa, qui ont été prévus aux alinéas 1° et 4° ci-dessus, et dont l'exécution doit être précédée d'une notification directe aux intéressés et d'une enquête spéciale dans chaque commune ; et qui ne peut avoir lieu qu'après approbation du projet de détail des tracés par le Préfet.

Il n'est de doute possible. Il s'agit de l'exercice des servitudes que la déclaration d'utilité publique d'une distribution d'énergie confère au concessionnaire : servitudes d'appui, de passage, etc.,.

Du texte même de la loi, il semble donc bien résulter que cette absence de dépossession ne vise que les travaux entrepris au titre spécial des servitudes, mais aux conditions particulières qu'elles imposent. Et la première de celles-ci est bien de ne pas déposséder le propriétaire.

Cela voudra-t-il dire que n'étant pas dépossédé le propriétaire pourra se prévaloir des droits que lui réserve expressément la loi à la suite de l'énonciation du fameux principe qui retient actuellement notre attention : à savoir les droits de démolir, réparer ou surélever, de se clore ou de bâtir ? Oui, sans doute. Mais est-ce à dire pour autant que là seront limitées les conséquences de ce fait qu'aucune dépossession ne peut intervenir ? Nous ne le pensons pas. Nous estimons au contraire que le texte législatif ne procède que par voie indicative ; que le propriétaire frappé des servitudes conserve tous les attributs de la possession et qu'il peut les faire valoir et s'en réclamer à quelque objet qu'ils se rattachent.

Mais ceci dit de l'absence de dépossession et de ses effets dans le cadre des servitudes, peut-on, sans crainte de se tromper, généraliser et transporter cette disposition à tous les travaux du distributeur d'énergie électrique ? Sans doute, celui-ci n'a de pouvoir qu'autant que la loi lui en a donné. Mais cette loi l'a-t-elle expressément ou tacitement renfermé dans des règles aussi strictes ? Lui a-t-elle véritablement refusé le régime habituel des travaux publics ?

En ce qui concerne le concessionnaire simple,

la loi de 1906 n'en dit rien de spécial, mais on est d'accord pour reconnaître que ses travaux sont des travaux publics. Puisqu'il ne peut se prévaloir des servitudes réservées au titulaire de la déclaration d'utilité publique, il ne peut agir que selon les règles du droit commun. Pourquoi lui imposerait-on les restrictions afférentes aux servitudes d'utilité publique sans lui en donner les avantages ?

Arrivons d'ailleurs aussitôt à la situation du concessionnaire dont les travaux ont été déclarés d'utilité publique.

Il n'aurait que des droits restreints ? Le législateur se serait montré moins généreux envers lui qu'à l'égard des autres constructeurs de travaux publics ? On ne le croirait guère à la lecture de l'article 12 de la loi du 15 Juin 1906 : « La déclaration d'utilité publique investit le concessionnaire, pour l'exécution des travaux dépendant de la concession, de *tous* les droits que les lois et règlements confèrent à l'Administration en matière de travaux publics ».

Il est tenu, il est vrai, aux mêmes devoirs. « Le concessionnaire demeure en même temps soumis à toutes les obligations qui dérivent pour l'Administration de ces lois et règlements. »

« S'il y a lieu à expropriation, il y est procédé conformément à la loi du 3 mai 1841, au nom de l'autorité concédante et aux frais du concessionnaire. »

Ainsi donc, pas de limitations particulières, pas de réserves spéciales. Nous sommes jusqu'ici en plein domaine de travaux publics, assortis des prérogatives habituelles et notamment, le cas échéant, l'expropriation d'utilité publique.

Situation spéciale, répétera-t-on ? Peut-être,

mais cette situation spéciale, loin de donner au distributeur d'énergie électrique un rôle inférieur, n'a-t-elle pas pour effet de lui conférer des prérogatives que d'autres n'ont pas ?

« La déclaration d'utilité publique d'une distribution d'énergie (poursuit le texte) confère *en outre* au concessionnaire le droit : 1°) d'établir à « demeure des supports et ancrages, etc... »

Voilà donc notre concessionnaire déclaré d'utilité publique, nanti de servitudes qui lui sont propres, d'un complément de droits qui ne lui font pas perdre ceux qui lui avaient été précédemment octroyés, ni ne viennent en diminuer la vigueur, mais s'y ajoutent au contraire et s'y superposent.

Sans doute, sous certaines réserves et à certaines conditions, notamment celles de ne pas déposséder le propriétaire.

C'est normal, il n'est pas de droits qui ne comportent en eux-mêmes leurs limites. Mais ces restrictions spéciales à la classe des servitudes ne nous paraissent pas devoir ni pouvoir être étendues au delà pour être érigées en principe général. La loi, à la serrer de près, n'a rien, nous paraît-il, décidé de semblable. Si elle a conféré au concessionnaire déclaré d'utilité publique une catégorie de droits exceptionnels aux effets par ailleurs plus réduits, elle ne l'a pas privé pour autant des prérogatives habituelles en matière de travaux publics puisqu'au contraire elle les lui attribue expressément. N'est-ce pas l'occasion de redire : qui peut le plus peut le moins ?

S'il en est ainsi, le distributeur d'énergie électrique a donc les droits ordinaires de tout constructeur de travaux publics ; il possède en supplément les servitudes d'utilité publique. Celles-ci ne détruisent pas ceux-là. La coexistence des deux n'a pas ce

résultat : que les conditions imposées à l'exercice des dernières et les effets de celles-ci réagissent sur les règles du statut habituel des entrepreneurs de travaux publics pour le restreindre et en diminuer l'étendue.

Notons d'ailleurs, et pour illustrer cette prétention, que la loi elle-même nous fournit explicitement un exemple de dépossession. La déclaration d'utilité publique investit le concessionnaire du droit d'exproprier. Il pourra donc imposer au propriétaire une dépossession. A raisonner autrement que nous ne le faisons, n'existerait-il pas entre les divers paragraphes d'un même article de loi, une antinomie difficilement admissible ?

Cette expropriation, le distributeur d'énergie sera, dans certains cas, contraint d'y recourir. S'il veut édifier ses ouvrages en terrain clos ou bâti, il n'aura que cette ressource. S'il désire, par ailleurs, agir en toute sécurité et se préserver du risque de déplacer ses installations lorsque le propriétaire voudra démolir, réparer ou surélever, c'est encore à l'expropriation qu'il devra faire appel.

Dans ces diverses situations, il y aura évidemment dépossession ; ce sera même, pouvons-nous ajouter, le but direct poursuivi par le constructeur des lignes.

Si, dès lors, l'expropriation légale est permise, pour quelle raison sérieuse ne fonctionnerait pas ici, comme ailleurs, la théorie de l'expropriation indirecte ? La procédure de l'expropriation peut être irrégulière et le propriétaire peut soulever la question de l'irrégularité, le travail public une fois achevé. En règle ordinaire, il ne pourrait prétendre à l'enlèvement de l'ouvrage. Pourquoi prévoir ici une solution différente ? Et, si la règle de l'intangibilité du travail public doit s'appliquer, n'est-il pas

naturel et juste de faire jouer sa réplique normale : l'expropriation indirecte ? Celle-ci, en effet, formant le correctif de celle-là.

Ajoutons, du reste, que si l'expropriation indirecte est appelée ainsi à opérer, il n'y a pas lieu d'en redouter autrement les conséquences, car son champ d'application sera relativement réduit. Elle n'aura toujours qu'une portée limitée. Par ailleurs, elle renfermera en elle-même des garanties sérieuses au profit des particuliers.

En effet, il ne pourra en être question qu'au cas de travail public.

Or, en notre matière, seuls le concessionnaire avec déclaration d'utilité publique et peut-être le concessionnaire simple pourront se ranger dans cette catégorie. Pour ce dernier, on peut encore sérieusement douter, du fait qu'il ne peut exproprier, cette faveur n'étant concédée que par la déclaration d'utilité publique.

Il faudra, en outre, que le travail public soit complètement achevé, c'est une condition indispensable pour que s'applique la règle de l'intangibilité de l'ouvrage public, partant, celle de l'expropriation indirecte. Le propriétaire ainsi dépossédé, remarquons-le au passage, manquerait dès lors quelque peu d'excuses en venant se plaindre, car il a eu tout le temps, pendant le cours de l'exécution des travaux, d'obtenir de justice la suspension des travaux ou même la destruction des ouvrages, s'il en avait le désir ; ce qu'il sollicite maintenant de façon vraiment trop tardive.

Rappelons, au surplus, que le propriétaire atteint par la mesure de l'expropriation indirecte, comme il aurait pu l'être par une expropriation légale régulière, se verra allouer, dans un cas comme dans l'autre, une indemnité compensatrice de la dé-

possession définitive et totale dont il est frappé. Cette indemnité, nous l'avons déjà souligné, sera accordée et déterminée par l'autorité judiciaire. C'est donc l'institution érigée en gardienne des droits individuels qui, là encore, assurera la sauvegarde des intérêts privés du propriétaire atteint. Celui-ci aurait peut-être un sujet de récrimination, mais c'est d'ailleurs le seul ; l'indemnité ne lui aura pas été versée préalablement à la dépossession.

Observons aussitôt que, dans l'espèce, l'inconvénient risque d'être beaucoup moins grave qu'en d'autres matières, car, la plupart du temps, l'emprise exercée par le distributeur sera relativement réduite. Souvent même, elle n'atteindra pas l'importance des ouvrages réalisés sous le couvert de l'occupation temporaire, régime sous lequel le dommage subi n'est également réparé qu'après coup.

Le raisonnement que nous venons de suivre et de développer trouvera son application naturelle dans les hypothèses où le distributeur d'énergie électrique devait avoir recours à l'expropriation ; où, en bref, la seule façon pour lui d'aménager ses installations sur le terrain envisagé était d'utiliser cette voie de droit extrême qu'est l'expropriation d'utilité publique.

Mais n'est-il pas possible de pousser plus avant notre proposition, et, adhérant à une conception plus hardie, d'en déduire des conséquences plus générales ?

Imaginons maintenant que l'exercice des servitudes soit possible à raison de la nature des terrains à traverser, et en fonction du but projeté par le distributeur, qui ne redoute pas le déplacement de ses ouvrages, au cas où il s'y trouverait contraint par la volonté du propriétaire.

Le constructeur des lignes peut user des servitudes, mais il lui serait possible également, si ses travaux sont déclarés d'utilité publique, d'exproprier, ne serait-ce que pour se donner une situation plus stable.

Mais nous supposons que ce distributeur d'énergie se contente, en principe, d'utiliser les servitudes d'utilité publique.

Or, il se trouve que la procédure qu'il a suivie en vue de l'exercice de ces servitudes n'a pas été régulière, et le voilà en face d'une demande d'enlèvement de ses installations, motivée par la voie de fait, dont il s'est rendu coupable.

Assisté de l'autorité concédante, commune, syndicat de communes, de qui il tient la mission d'aménager les lignes électriques, et qui, comme lui, a le plus grand intérêt à voir demeurer les installations édifiées, voire même à ne pas subir d'interruption dans le fonctionnement du réseau de distribution, ce concessionnaire ne peut-il pas tenir au propriétaire récalcitrant le langage suivant :
« Étant concessionnaire de travaux déclarés d'utilité publique, je pouvais vous exproprier. Il est
« vrai que je ne l'ai pas fait et, dans le cadre des
« servitudes administratives, il est possible que je
« ne sois pas pleinement en règle. De ce fait, il vous
« serait peut-être loisible de prétendre, avec chances de succès, à la destruction de mes supports
« et aménagements divers.

« Mais ce n'est pas le terrain sur lequel je me
« place. Je prends le problème de plus haut, et je
« vous dis : à l'heure actuelle mes ouvrages sont
« achevés et je n'entends pas qu'ils soient anéantis.
« Pour couvrir la dépossession dont je vous ai
« frappé, je me réclame de la règle de l'intangibilité de l'ouvrage public. A vous d'invoquer, si

« vous le jugez utile, l'expropriation indirecte que
« je vous impose. »

Avec une semblable attitude, le distributeur qui nous occupe devra évidemment une indemnité complète de dépossession, analogue à celle qui aurait été allouée au cas d'expropriation directe et préalable ; et qui sera fixée par le Tribunal Civil ; et non pas seulement l'indemnité spéciale, et cela va de soi plus réduite, de l'article 12 de la loi du 15 Juin 1906, pour la détermination de laquelle compétence est attribuée au Juge de Paix.

Mais ce système a l'avantage, qui dans certaines situations peut être pour le distributeur d'électricité du plus grand prix : d'assurer le maintien d'installations souvent très coûteuses.

Pourvu qu'il remplisse les conditions que nous avons dégagées, ce distributeur aurait en définitive le dernier mot, à la condition évidemment d'y mettre le prix.

N'est-ce pas à une semblable manière de voir qu'il convient de rattacher la teneur de l'arrêt rendu par la Chambre des Requêtes de la Cour de Cassation, dans l'affaire *Époux Thiébot contre Syndicat intercommunal d'électrification des Pieux* (3 Novembre 1937, précité) (3) ?

Approbation et réception de la ligne sont intervenues de la part de l'autorité compétente, constate la Cour Suprême ? Il s'agit donc de travaux publics et l'autorité judiciaire ne peut songer à en ordonner l'enlèvement.

Cette implantation de supports électriques ne semble donc pas avoir été classée dans une catégorie spéciale de travaux publics. Il paraît bien au contraire que c'est la théorie générale des travaux pu-

(3) Supra pp. 113, 158, 168, 177.

blics et les règles de droit commun qui leur ont été appliquées. La dépossession pratiquée par le distributeur d'énergie électrique s'est trouvée couverte par l'achèvement des ouvrages, à telle enseigne qu'en outre des questions des formalités omises, on ne peut plus remettre en discussion le point de savoir si les terrains étaient clos, cette question de clôture échappant également à la compétence des tribunaux judiciaires, est-il jugé, puisqu'elle se trouve intimement liée à la demande de suppression de travaux et forme avec elle un tout indivisible ; comme aussi d'ailleurs la demande accessoire de dommages-intérêts. Au sujet de celle-ci, il est permis de supposer que si cette demande avait été formée seule, et avait été présentée comme une véritable demande d'indemnité de dépossession, elle n'eût sans doute pas subi le même sort.

Ainsi donc, cet arrêt Thiébot nous semble apporter une contribution précieuse à la conception juridique, objet de nos développements actuels.

Nous pensons pouvoir en retenir que la Cour de Cassation n'a pas distingué les installations électriques des travaux publics ordinaires, mais qu'au contraire, elle leur applique les mêmes principes et leur accorde les mêmes faveurs.

S'il en est bien ainsi, la théorie de la dépossession n'est pas exclue de notre domaine : règles de l'intangibilité de l'ouvrage public et de l'expropriation indirecte peuvent y fonctionner avec les avantages qu'elles sont susceptibles de procurer au constructeur de travaux publics, et aussi les garanties qu'elles engendrent au profit des particuliers.

CONCLUSION

Ainsi parvenu au terme de notre étude, et après avoir parcouru le champ de la jurisprudence la plus récente, pour en détacher les espèces marquantes, nous nous trouvons à même de mesurer l'œuvre accomplie et d'en fixer l'aboutissant.

Trois grands problèmes ont été à l'ordre du jour au cours de ces dernières années, correspondant aux trois ordres de difficultés qui ont été la source la plus fréquente des litiges opposant propriétaires et distributeurs d'énergie électrique.

Puisque tel était notre sujet, c'est à ces questions d'actualité que nous nous sommes tout particulièrement attachés : l'indemnité, la clôture, les irrégularités.

L'indemnité ; c'est le problème de la recherche et de la détermination des éléments devant entrer en ligne de compte pour la réparation du préjudice subi par le propriétaire frappé des servitudes créées et réglementées par l'article 12 de la loi de 1906.

En fixant le critérium de la clôture, la jurisprudence a circonscrit le champ d'application de ces servitudes, distinguant le plus nettement possible les terrains qui, étant ouverts, se trouvent à bon droit assujettis aux servitudes d'utilité publique de ceux qui, clos de murs ou de clôtures équivalentes, s'en trouvent au contraire justement affranchis.

Quant aux irrégularités commises par le distributeur d'énergie électrique dans l'aménagement de

ses ouvrages, ce sont elles qui ont soulevé les questions les plus épineuses. Qu'il s'agisse d'implantation de pylônes en terrains clos, ou d'exécution de ces travaux sans déclaration d'utilité publique ou subvention, ou sans qu'aient été accomplies les formalités préliminaires d'enquête, de notification individuelle aux intéressés ou d'arrêté préfectoral d'approbation, du tracé des lignes, le même problème est né. Quelle est la portée et quelles peuvent être les conséquences de pareilles erreurs, de semblables omissions ? La loi est mécon nue et transgressée ; le droit des particuliers est contrarié. Ne doit-il pas en résulter une ou plusieurs sanctions ?

La jurisprudence nous a fourni la réponse à ces diverses interrogations avec l'allocation de dommages-intérêts, la suspension des travaux entrepris et même l'enlèvement des ouvrages établis ; mais aussi le tempérament de situations spéciales où le droit strict a dû céder le pas à l'équité.

Dans ce domaine, où s'affrontent les intérêts opposés des propriétaires fonciers et ceux des entreprises de distribution et où il s'agit en définitive, ainsi que l'a fort bien écrit M. Mestre (note au Sirey 1924.1.289), de « concilier le respect de la propriété » et les exigences d'un service public », la jurisprudence s'est attentivement employée à délimiter, il nous a été donné de l'observer en détail, les prérogatives exceptionnelles dont dispose le distributeur d'énergie électrique, incarnation en notre matière de l'Administration active ; les droits des particuliers formant ici comme ailleurs la frontière des pouvoirs de la collectivité publique, et ceux-ci devant finir au point où ceux-là doivent commencer.

Cette conciliation harmonieuse d'aspirations et de prétentions, en elles-mêmes légitimes, mais op-

posées, a dû être réalisée dans des conditions telles que les propriétaires soient assurés des garanties que leur confère la loi, notamment à l'égard des servitudes spéciales de la loi de 1906, et en conservant à celles-ci un caractère restrictif ; mais telles aussi par ailleurs que l'intérêt général ne soit pas sérieusement compromis. Il importe, en effet, que le fonctionnement des organismes destinés à assurer la sauvegarde et la satisfaction de cet intérêt général ne soit pas gravement entravé, et ce, plus spécialement, dans les cas où les particuliers seraient à bon droit taxés d'extrême négligence.

La jurisprudence, dans son ensemble, a mené à bien l'œuvre dont elle était chargée. Investie de la mission de faire jouer une loi qui n'a pas manqué de faire l'objet d'abondantes critiques, elle a su appliquer judicieusement des textes insuffisamment explicites et clairs ; elle a même su les compléter et les adapter à des situations nouvelles que n'avait pu prévoir le législateur de 1906.

Tel était le régime de l'électricité en 1906, tel n'est pas le régime de l'électricité en 1939. La Science a progressé. A des besoins nouveaux a répondu une technique nouvelle. Les courants de faible voltage, intensité ou puissance, ont disparu devant des courants de beaucoup plus forts. Parallèlement, les supports de ces lignes nouvelles ont été conçus et réalisés en rapport avec celles-ci, et là où un léger poteau de bois aux faibles mesures suffisait, on a édifié de volumineux pylônes en béton armé, souvent assemblés par groupes, ou mieux encore de vastes armatures métalliques aux dimensions impressionnantes.

Si donc, devant une telle situation, le distributeur d'énergie électrique ne pouvait songer à aliéner les privilèges qui lui ont été octroyés et dont

il avait plus que jamais besoin ; de son côté, le propriétaire se voyait dans la nécessité de réclamer les garanties formant la sauvegarde de son droit de propriété inviolable et sacré.

Ces droits des particuliers, dans le véritable statut que la loi et la jurisprudence se trouvent avoir établi, sont protégés et défendus par le moyen des divers *recours* ouverts aux propriétaires intéressés devant les juridictions compétentes.

*
* *

Il n'est pas sans intérêt, avant de clore cet examen, d'opérer une sorte de synthèse générale de notre matière, en passant en revue le tableau de ces divers moyens d'action mis à la disposition des propriétaires.

Nous ne mentionnons qu'à titre documentaire les réclamations amiables que pourront formuler, et les satisfactions que pourront obtenir les particuliers en s'adressant à l'autorité administrative, pour solliciter d'elle la révision et l'annulation d'une décision qui en émane ; pour faire rapporter, par exemple, ou modifier un arrêté préfectoral donnant approbation au tracé d'un réseau. Il en est de même des avantages et bénéfices que chaque intéressé peut se voir accorder par le distributeur d'énergie lui-même, tel que la suppression ou le déplacement d'un support établi de façon maladroite ou en un lieu mal approprié.

Abandonnant le domaine des démarches gracieuses, nous pénétrons dans le champ des instances contentieuses.

Dans l'ordre administratif, le propriétaire en difficulté avec le distributeur d'énergie électrique aura d'abord accès à la juridiction de droit commun : le *Conseil d'État*. Il pourra le saisir d'un recours en annulation ; dans l'un des cas d'ouverture de ce recours pour excès de pouvoir : incompétence, vice de forme, violation de la loi, et détournement de pouvoir ; et dans le délai habituel. C'est ainsi notamment et par cette voie que pourra être requise l'annulation d'un arrêté préfectoral qui aurait classé dans la catégorie des terrains clos, et par tant frappé des servitudes de l'article 12 de la loi de 1906, une parcelle qui ne l'était pas.

Le *Conseil de Préfecture* pourra se trouver également compétent.

L'article 4 de la loi du 28 Pluviose An VIII en a fait la juridiction de droit commun en matière de travaux publics. Or, l'implantation des supports de lignes électriques sont des travaux publics. C'est donc au Conseil de Préfecture qu'ira, comme d'usage, le contentieux auquel donneront naissance les dommages occasionnés par les ouvrages dépendant des réseaux de distribution.

Sans doute n'y a-t-il pas lieu de comprendre dans ces dommages les causes de préjudice normal d'installation et de fonctionnement, que répare l'indemnité allouée par le Juge de Paix. Il n'y a pas lieu non plus d'y faire entrer les indemnités dues pour faits d'exploitation, dont, selon l'usage et les règles habituelles, la connaissance est dévolue aux tribunaux judiciaires.

Il s'agira donc des dommages résultant de l'ouvrage lui-même, à l'occasion de sa construction, de

son aménagement et de sa stabilisation, mais constituant des désordres non prévus, exceptionnels et anormaux.

Si maintenant, nous passons aux juridictions de l'ordre judiciaire, nous nous trouvons aussitôt devant le *tribunal civil*. C'est le juge de droit commun, investi de la plénitude de juridiction. C'est plus spécialement le gardien attitré du droit de propriété (1). Son rôle est donc primordial dans tout ce qui touche celui-ci. Ce sera dès lors la juridiction toute désignée pour connaître de toutes les voies de fait ; que celles-ci se réalisent par l'implantation de supports en terrains clos ou, suivant les cas, par l'absence de déclaration d'utilité publique, ou l'omission des formalités préliminaires.

Elle aura donc à juger des demandes : en dommages-intérêts, en suspension de travaux ou suppression d'ouvrages, à la condition toutefois qu'il y ait emprise illégale ; voie de fait ; que celle-ci soit véritablement telle ; et existe encore au moment où l'action est introduite (2).

A côté du tribunal civil, le *juge des référés* pourra également intervenir. Dans les termes des articles 806 et 809 du Code de Procédure Civile, il lui appartiendra de statuer dans les cas d'urgence, à la condition qu'aucun préjudice ne soit porté au principal. C'est ainsi qu'il entrera dans ses attributions d'ordonner une expertise aux fins de cons-

(1) Notamment Répertoire Pratique de Législation de Doctrine et de Jurisprudence Dalloz, V^o Compétence Administrative, N^{os} 136 et suivants.

(2) Cass. Civ., 3 Novembre 1937. Époux Thiébot contre Syndicat Intercommunal d'Électrification des Pieux.

Supra pp. 113, 158, 168, 177, 201.

tation d'une situation appelée à se modifier ou en vue de décrire et d'évaluer des dégâts occasionnés (3). C'est encore à lui qu'il écherra, concurremment avec le tribunal civil, d'ordonner la suspension des travaux exécutés à tort et sans droit.

Dans notre matière, le *juge de paix* remplit un rôle prépondérant.

Et d'abord, au nombre de ses attributions ordinaires, figure la connaissance des actions possessoires. Il pourra ici comme ailleurs exercer la compétence qu'il détient de ce chef (4), et ainsi, sanctionner du rétablissement des lieux en leur état primitif et accessoirement de dommages-intérêts, le trouble possessoire qui lui aura été déféré. Si celui-ci réside dans l'établissement indu d'un support de ligne électrique, il pourra donc en ordonner l'enlèvement.

En outre de ces pouvoirs habituels, le juge de paix a, aux termes de la loi de 1906, la compétence d'attribution qui nous est bien connue (5). Elle a pour objet l'allocation et l'évaluation des indemnités dues aux termes de l'article 12, à raison des servitudes d'appui, de passage et d'ébranchage.

(3) Cass. Req., 4 Novembre 1930. Société des Forces Motrices du Vercors contre Commune de Parizet et autres. Dalloz Hebdomadaire 1930, p. 537, et Dalloz Périodique 1931. 1.77.

(4) Cass. Civ., 11 Juillet 1922. Société Rebenty Sault contre Alard, Sirey 1924.1.292 (2^e espèce); Cass. Civ., 6 Janvier 1930, Gauchet contre Garczynski et Tréploir et Ville de Lagny, Dalloz Hebdomadaire 1930, p. 131, Dalloz Périodique 1930. 1.176; Cass. Req., 6 Mars 1934, Cie Nouvelle d'Éclairage et de Chauffage par le Gaz et l'Électricité contre dame Veuve de Guiringaud, Dalloz Hebdomadaire 1934, p. 202, Dalloz Périodique 1937.1.17.

(5) Supra pp. 45 et suivantes.

Il n'est pas enfin jusqu'au jury d'expropriation, maintenant la *commission arbitrale d'évaluation*, qui ne puisse avoir à opérer. Dans les cas, en effet, où le distributeur d'énergie électrique voudra ou devra utiliser cette procédure plus radicale de l'expropriation d'utilité publique, c'est à la juridiction spécialement établie à cet effet qu'il appartiendra de fixer les indemnités appropriées.

En face de ces actions ouvertes au propriétaire contre le distributeur d'énergie électrique, on ne saurait négliger, sous peine de dresser un tableau incomplet, de jeter un regard sur les modalités d'exercice des droits que le distributeur possède à l'encontre du propriétaire récalcitrant. On ne peut refuser en effet à celui-là la possibilité de vaincre la résistance abusive de ce dernier.

La juridiction compétente, pour contraindre le propriétaire à l'exécution de ses obligations, sera évidemment, le défendeur étant un simple particulier, l'autorité judiciaire et, dans la majorité des cas, le *tribunal civil*.

Cependant, dans les cas urgents, ce pourra être le *juge des référés* (6).

Et pour en terminer de cet aperçu des divers recours offerts tant au propriétaire mécontent qu'au distributeur non satisfait, il est assez curieux de constater que l'un et l'autre ont songé, pensant sans doute frapper plus fort, à saisir la juridiction ré-

(6) Caen, 10 Mars 1936, Gazette du Palais 1936.1.865.

pressive ; débordant ainsi le domaine purement civil, ils ont porté le débat sur le terrain pénal.

Certains propriétaires ont fait appel à l'article 445 du Code Pénal, qui punit de peines correctionnelles « quiconque aura abattu un ou plusieurs arbres qu'il savait appartenir à autrui ». La question a été ainsi posée au tribunal correctionnel de La Flèche, le 28 Février 1934 (*Bourdin contre Chalmrin*, Gazette du Palais du 26 Avril 1934, et Rec. Gazette du Palais 1934.1.837). Mais le tribunal a refusé de condamner le Directeur de l'Entreprise de distribution. Il l'a fait bénéficier d'un jugement de relaxe, en estimant qu'il y avait en l'espèce une situation régulière, exercice d'un droit légitime et qu'au surplus on ne pouvait relever une volonté de nuire, une intention malveillante qui eût été nécessaire.

De son côté, le distributeur d'énergie électrique n'a pas été plus heureux, quand il a tenté d'invoquer l'article 443 du Code Pénal, qui punit d'un emprisonnement d'un mois à deux ans et d'une amende qui ne peut excéder le quart des dommages-intérêts ni être moindre de 16 francs « quiconque à l'aide d'une liqueur corrosive, ou par tout autre moyen, aura volontairement détérioré des marchandises, matières ou instruments quelconques servant à la fabrication ». L'affaire est allée jusqu'à la Cour de Cassation qui a statué par un arrêt du 11 Juin 1932 (Cass. Crim. Min. Public et *Dormoy*, parties civiles, contre *consorts Bernardin*, Semaine juridique 1932, N° 43, du 23 Octobre, page 868). Les prévenus étaient poursuivis pour avoir abattu un des poteaux d'une ligne électrique implanté sans autorisation sur leur propriété, et pour

avoir détérioré ainsi une génératrice électrique assurant la marche d'une usine à usage de moulin et de boulangerie, appartenant aux parties civiles.

La Cour de Cassation approuve la Cour d'Appel d'avoir déclaré que la détérioration d'une installation électrique privée ne tombe pas sous l'application de l'article 443 du Code Pénal. Elle relève ensuite que l'arrêt attaqué énonce que les détériorations subies par la génératrice de l'usine sont seulement la conséquence indirecte de l'acte matériel commis par les prévenus pour s'affranchir d'une servitude illégale, conséquence qu'ils ne pouvaient prévoir.

C'est donc à bon droit, décide la Cour de Cassation, qu'une décision de relaxe est intervenue : « Si, en effet », est-il jugé, « l'exercice d'un droit « incontestable de propriété ne saurait exonérer ses « auteurs de la responsabilité pénale qu'il engendre, l'intention délictueuse, élément constitutif « du délit prévu par l'article 443 du Code Pénal, « ne se trouvait pas en l'espèce établie ou demeurait douteuse ; la détérioration des marchandises « ou instruments quelconques servant à la fabrication n'est, en effet, punissable qu'autant qu'elle « est volontaire et qu'il cesse d'en être ainsi dès lors « que le prévenu n'a pas agi avec la connaissance « de l'éventualité de détérioration que son acte était « susceptible de causer. »

Par contre, dans une autre hypothèse, l'entreprise de distribution a atteint le but qu'elle poursuivait. Toujours sur le terrain pénal, elle étayait sa poursuite sur l'article 438 du Code Pénal qui réprime les actes de quiconque, par des voies de fait, se sera opposé à la confection de travaux autorisés par le Gouvernement. Il s'agit d'une décision du tribunal correctionnel d'Albi du 17 Décembre 1927

dont il nous a déjà été donné de faire état (*Chemins de Fer du Midi et Société d'équipement des Voies Ferrées et des Grands Réseaux électriques contre Lacroix*, Gazette du Palais 1928.1.352). Un propriétaire mécontent de voir installer un pylône électrique sur son terrain, non clos à l'époque de l'accomplissement des formalités administratives, mais qu'il avait ensuite entouré de fils de fer, avait fait sauter à l'aide d'explosifs le support ainsi aménagé, pourtant par un concessionnaire dont les travaux étaient déclarés d'utilité publique et qui était parfaitement en règle au regard des diverses procédures administratives qui lui sont imposées.

La clôture n'est pas équivalente à un mur, décide d'abord le tribunal correctionnel, et, déclarant le délit établi, il condamne le prévenu à 50 francs d'amende avec sursis.

Le Tribunal Correctionnel de Grenoble, on se le rappelle (19 Novembre 1928, Gazette du Palais 1929.1.301) (7), a également condamné, par application de l'article 257 du Code Pénal, deux propriétaires déclarés coupables de destruction d'objets servant à l'utilité publique, pour avoir abattu des supports de lignes établis sur leurs propriétés.

*
* *

Après ce dernier coup d'œil en arrière et ayant mesuré du regard les diverses manières dont, en notre matière, s'est traduite dans le passé et pourra se manifester dans l'avenir l'activité juridictionnelle, convient-il, en guise de propos final, de porter un jugement sur le statut des installateurs de lignes électriques dans leurs rapports avec les pro-

(7) Supra p. 74.

priétaires, tel que ce statut s'établit aujourd'hui, après avoir reçu l'apport sérieux que l'on sait de la jurisprudence ?

Si cette faveur nous est offerte, constatons que la jurisprudence française s'est activement préoccupée de combler les lacunes qu'on a pu, à juste titre, relever, dans la loi du 15 Juin 1906, charte originaire de l'électrification.

Il semble qu'on puisse formuler l'avis qu'au point où nous en sommes parvenus, le distributeur d'énergie électrique dispose de facilités suffisantes pour remplir dans de bonnes conditions le rôle qui lui est dévolu ; et que, de leur côté, les propriétaires atteints par les travaux d'électrification bénéficient des garanties qui leur sont nécessaires, si, bien entendu, ils ne se montrent pas par trop négligents. Au reste, n'est-il pas juste de répéter, à cette occasion, l'adage bien connu : « jura vigilantibus sub-
« veniunt non dormientibus » ?

A la vérité, d'ailleurs, et pour tout dire, beaucoup de propriétaires maintenant, la plupart probablement, loin de se faire les adversaires irréductibles des constructeurs de lignes, acceptent de bon gré, et à l'amiable, les sacrifices qui leur sont imposés au nom de l'intérêt général, et paient ainsi leur tribut au progrès, confiants d'en retirer eux-mêmes les avantages certains et appréciables qu'il comporte, ou d'en faire bénéficier leurs semblables. Une conception sociale du droit de propriété supplante ici l'ancienne théorie du droit de propriété exclusif et absolu.

Vu : Le Doyen,

G. RIBERT.

Vu : Le Président de Thèse,

A. MESTRE.

Vu et permis d'imprimer :

Le Recteur de l'Académie de Paris,

G. ROUSSY.

BIBLIOGRAPHIE

I. — OUVRAGES GÉNÉRAUX

APPLETON (J.). — *Traité élémentaire du contentieux administratif.*

AUCOC. — *Conférences sur l'Administration et le droit administratif*, 3^e édition, t. II.

BONNARD (R.). — *Précis de droit administratif.*

DALLOZ. — *Codes des lois politiques et administratives annotées*, t. III, V^o Travaux publics.

— *Jurisprudence générale*. V^o Travaux publics.

— *Répertoire pratique de législation, de doctrine et de jurisprudence*. V^o Compétence administrative et V^o Travaux publics.

DEMOGUE. — *Traité des obligations*, t. IV.

DUGUIT (L.). — *Études de droit public*. *Traité de droit constitutionnel*, 3^e édition, t. III.

FUZIER-HERMANN (Ed.) et CARPENTIER (A.). — *Répertoire général alphabétique du Droit français*. V^o Travaux publics (dommages résultant des). Supplément, Eod. V^o.

GÉNY (Fr.). — *Science et technique en droit privé positif.*

HAURIOU. — *Précis de droit administratif et de droit public*, 9^e édition 1919 et 12^e édition 1933, revue par André Hauriou.

LAFFERRIÈRE. — *Traité de la juridiction administrative et des recours contentieux*, 2^e édition, t. I.

MAZEAUD (H. et L.). — *Traité théorique et pratique de la responsabilité civile délictuelle et contractuelle*, t. I.

MOREAU (F.). — *Manuel de droit public français* (t. I Droit constitutionnel, t. II Droit administratif).

PLANIOI (M.) et RIPERT (J.). — *Traité pratique de Droit Civil Français*, t. VI, *Obligations* par M. Picard.

ROLLAND (L.). — *Précis de droit administratif*, 6^e édition.

WALINE. — *Manuel élémentaire de droit administratif*.

II. — OUVRAGES SPÉCIAUX

ALIBERT (J.). — *Obligations et responsabilités des distributeurs d'énergie électrique*. Thèse Paris 1937.

ALIBERT (R.). — *Le contrôle juridictionnel de l'Administration au moyen du recours pour excès de pouvoir*. 1926.

BLAEVOET (Ch.). — *Des atteintes à la propriété à raison des travaux publics, notamment pour la production et la distribution d'énergie électrique*. 1930.

BONNARD (R.). — *Le contrôle juridictionnel de l'Administration*. 1934.

CHRISTOPHE. — *Traité des travaux publics*, t. II.

COLOMBET (D.). — *Des droits du distributeur d'énergie électrique, vis-à-vis des propriétaires*. Thèse Paris 1925.

COUZINET (P.). — *La réparation des atteintes portées à la propriété privée immobilière par les groupements administratifs*. Thèse Paris 1928.

DAFFRY DE LA MONNOYE. — *Théorie et pratique de l'expropriation pour cause d'utilité publique*, 2^e édition, t. I.

DE PERRONNY et DE LAMARRE. — *Commentaires des lois d'expropriation*.

DESGRANGES (E.). — *Essai sur la notion de voie de fait en droit administratif français*. Thèse Poitiers 1937.

MESTRE (A.). — *Propriétaires et Compagnies de Distribution d'énergie électrique*. Paris 1925.

PANGON (H.). — *Revue générale de l'Électricité*, 27 Janvier 1934 (T. XXXV).

SANLAVILLE. — *La propriété dans ses rapports avec l'Administration : Dépossession et dommages*. Paris 1923.

III. — NOTES DE JURISPRUDENCE. — RAPPORTS

BLAEVOET (Ch.). — *Dalloz Périodique* 1937.1.17 ; D.P. 1938.1.87 ; D.P. 1938.1.108.

— P.B. Note au *Dalloz Périodique* 1921.1.185.

DALLOZ. — Note au D.P. 1934.3.40.

GAZETTE DU PALAIS. — Note sous Cour d'Appel de Riom 8 Juillet 1930. *Rec. Gaz. Pal.* 1930.2.259.

HAURIOU. — *Rec. Sirey* 1938.3.1.

L'HUILLIER. — *Rec. Sirey* 1937.1.297.

MESTRE (A.). — *Rec. Sirey* 1912.1.577 ; S. 1924.1.289 ; S. 1927.2.17 ; S. 1930.1.337.

MAZEAUD (H.). — *Rec. Sirey* 1933.1.49.

PÈPY (A.). — D.P. 1934.3.57.

PILON (E.). — Rapport sur Cassation Requêtes, 1^{er} Juin 1932. D.P. 1932.1.102.

— Rapports sur Cassation Requêtes, 3 Juin 1935 (deux arrêts). D.P. 1937.1.25 et 28.

— Rapport sur Cassation Requêtes, 3 Mars 1936. D.P. 1937.1.28.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	5
CHAPITRE PRÉLIMINAIRE. — <i>Le Distributeur d'énergie électrique. — Ce qu'il est. — Sa situation juridique</i>	17
I. — Le distributeur travaille pour son compte ou celui d'une personne privée	18
II. — La distribution électrique fonctionne pour le compte d'une collectivité administrative ..	20
<i>PREMIÈRE PARTIE</i>	
LES SITUATIONS RÉGULIÈRES	23
CHAPITRE PREMIER. — <i>Les solutions conventionnelles. — Le distributeur d'énergie électrique traite avec les intéressés</i>	25
CHAPITRE II. — <i>Les solutions légales. — Le distributeur d'énergie électrique utilise les droits que lui confère la loi</i>	37
SECTION I. — <i>L'expropriation pour cause d'utilité publique</i>	37
SECTION II. — <i>Les servitudes d'utilité publique</i> ..	40
§ 1. — Ce qu'elles sont , ,	40
§ 2. — Conditions générales d'exercice	42
I. Des formalités à accomplir	42
II. De l'indemnité due.	
Ses éléments	45

A. Des causes de dommages	45
B. De la plus-value procurée par la ligne électrique établie	52
§ 3. — Condition spéciale d'exercice de la servitude d'aménagement de canalisations et supports (art. 12 § 3 de la loi du 15 juin 1906)	
Les terrains bâtis ;	
Les terrains clos	57
I. Le terrain est bâti	63
II. Le terrain est clos de murs ou autres clôtures équivalentes	64
A. La jurisprudence administrative	65
B. Jurisprudence des tribunaux de l'ordre judiciaire	70

DEUXIÈME PARTIE

LES SITUATIONS IRRÉGULIÈRES. — LEURS SANCTIONS A L'ENCONTRE DU DISTRIBUTEUR D'ÉNERGIE ÉLECTRIQUE EN FAUTE	77
---	----

CHAPITRE PREMIER. — <i>Aspect général de la question : Les notions de voie de fait et de travail public</i>	79
--	----

CHAPITRE II. — <i>Les dommages-intérêts</i>	103
---	-----

CHAPITRE III. — <i>La suspension des travaux</i>	115
--	-----

CHAPITRE IV. — <i>La suppression des pylônes électriques irrégulièrement implantés</i>	119
--	-----

SECTION I. — <i>Installations effectuées sur des parcelles de terrain exemptes de servitudes. Terrains clos ou bâtis. (Art. 12 § 3-3° de la loi du 15 juin 1906).</i>	121
---	-----

§ 1. —	121
--------------	-----

§ 2. — Qu'advient-il lorsque le Distributeur d'énergie électrique est couvert par un arrêté préfectoral (les terrains sont clos ou bâtis, mais un arrêté préfectoral approuve le tracé de la ligne et frappe ces terrains de la servitude de l'article 12)	128
--	-----

SECTION II. — <i>Installations effectuées sans déclaration d'utilité publique</i>	139
SECTION III. — <i>Omission totale ou partielle des formalités préalables</i>	150
CHAPITRE V. — <i>Situations spéciales. — Les irrégularités sont réparées. — Le service de distribution fonctionne</i>	163
CHAPITRE VI. — <i>Le Distributeur d'énergie électrique ne peut-il pas, dans certains cas, maintenir, quoiqu'il arrive, ses installations ? — Les travaux qu'il édifie sont-ils des travaux publics spéciaux ?</i>	183
CONCLUSION	203
BIBLIOGRAPHIE	215

